



N° 85F0015X au catalogue

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 2006-2007



Centre canadien de la statistique juridique



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Centre canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (numéro sans frais 1-800-387-2231, téléphone : 613-951-9023, numéro de télécopieur : 613-951-6615).
www.statcan.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 85F0015X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.ca sous « À propos de nous » > « Offrir des services aux Canadiens ».



Statistique Canada
Centre canadien de la statistique juridique

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas, 2006-2007

par Erin Smith

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2008

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Février 2008

N° 85F0015XIF au catalogue
ISSN 1705-7388

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (catalogue no. 85F0015XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- ^P provisoire
- ^r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- ^E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Table des matières

	Page
Faits saillants	7
Méthodes	8
Glossaire	9
Tableaux de données	14
 Liste de tableaux	
Tableau 1 : Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants.....	15
Tableau 2 : Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants.....	19
Tableau 3 : Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants.....	21
Tableau 4 : Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants.....	23
Tableau 5 : Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense.....	25
Tableau 6 : Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques...27	27
Tableau 7 : Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire.....	29
Tableau 8 : Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire criminelle.....	33
Tableau 9 : Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée par type d'affaire civile.....	37
Tableau 10 : Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire.....	41
Tableau 11 : Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile.....	43
Tableau 12 : Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire.....	47
Tableau 13 : Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire..51	51
Tableau 14 : Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle.....	55
Tableau 15 : Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile.....	59
Tableau 16 : Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires.....	63
Tableau 17 : Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet.....	65
Tableau 18 : Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles.....	67
Tableau 19 : Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars.....	71
Tableau 20 : Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés.....	73
Tableau 21 : Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire.....	75

Table des matières (fin)

Tableau 22 : Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire criminelle et civile.....	77
Tableau 23 : Demandes d'aide juridiques approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles.....	79
Tableau 24 : Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité.....	83
Tableau 25 : Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité.....	85
Tableau 26 : Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires.....	87
Tableau 27 : Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires.....	89

Faits saillants

- En 2006-2007, les régimes d'aide juridique du Canada ont consacré 659 millions de dollars à la prestation de services d'aide juridique, soit 20 \$ par Canadien. Compte tenu de l'inflation, les dépenses étaient en baisse de 4 % par rapport à l'année précédente. Toutefois, ce déclin suivait une hausse d'environ 9 % enregistrée l'année précédente. Ces chiffres n'incluent pas les dépenses des régimes d'aide juridique de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Île-du-Prince-Édouard.
- Ces 11 régimes d'aide juridique ont reçu 761 000 demandes d'aide en 2006-2007, un nombre en baisse de 2 % par rapport à l'année précédente. Ce recul était attribuable à la diminution du nombre de demandes en matière civile (-5 %).
- Environ 472 000 demandes de services d'aide juridique complets ont été approuvées en 2006-2007, ce nombre étant un peu moins élevé que celui constaté l'année précédente. Les plus fortes baisses sont survenues au Nunavut (-37 %) et au Manitoba (-10 %). Le nombre de demandes approuvées a progressé dans 6 des 11 secteurs de compétence déclarants, les Territoires du Nord-Ouest (+20 %) et le Yukon (+12 %) arrivant en tête.
- Les affaires criminelles ont occasionné un peu plus de la moitié des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique. Cette proportion a grimpé depuis 2002-2003, alors qu'elle se situait à environ 46 %. Les autres dépenses avaient trait aux affaires civiles.
- À l'exception du Québec et de l'Ontario, les secteurs de compétence ont consacré des sommes plus importantes aux affaires criminelles qu'aux affaires civiles. La proportion des dépenses directes représentant les affaires civiles variait de 55 % en Nouvelle-Écosse à 83 % au Nunavut. Le régime d'aide juridique du Québec a alloué 42 % de ses dépenses directes aux affaires criminelles, et celui de l'Ontario, 47 %.
- Les gouvernements, aussi bien fédéral que provinciaux et territoriaux, continuent d'être la principale source de financement des régimes d'aide juridique. Leur contribution représentait près de 90 % des recettes totales, s'élevant à 592 millions de dollars en 2006-2007. Les autres sources de financement comprenaient les contributions des clients et des avocats.
- Les gouvernements provinciaux assurent le financement des services d'aide juridique directement tant en matière criminelle qu'en matière civile. En 2006-2007, les fonds consentis ont totalisé 474 millions de dollars, en hausse de 2 % par rapport à l'année précédente, compte tenu de l'inflation.
- Le gouvernement fédéral fournit des fonds directement pour les services d'aide juridique en matière criminelle. Depuis cinq ans, cette aide financière est demeurée stable, à 92 millions de dollars. Toutefois, en valeur réelle, le financement fédéral a fléchi, incluant une baisse de 2 % en 2006-2007.
- Environ 11 000 avocats de pratique privée et des régimes d'aide juridique ont fourni des services d'aide juridique en 2006-2007, un nombre en recul de 9 % par rapport à l'année précédente.

Méthodes

L'Enquête sur l'aide juridique est menée annuellement depuis 1983-1984. Les données sont recueillies au moyen d'un questionnaire d'enquête que remplissent les 13 régimes d'aide juridique au Canada¹. L'enquête permet de fournir à la communauté juridique, au milieu universitaire et au public de l'information sur les recettes, les dépenses, le personnel et la charge de travail associés à la prestation et à l'administration de l'aide juridique au Canada.

Il importe de noter que le champ d'observation de l'enquête comporte certaines limites. Bien que l'Enquête sur l'aide juridique se veuille une enquête nationale, certains régimes d'aide juridique ne sont pas en mesure de fournir tous les éléments d'information recueillis dans le cadre de l'enquête. L'absence de certaines données rend difficile l'établissement de comparaisons directes entre les secteurs de compétence ou la formation d'un aperçu vraiment national de l'aide juridique au Canada.

La majeure partie des données figurant dans la présente publication ont été recueillies grâce à l'Enquête sur l'aide juridique. Cependant, les données sur les contributions financières des gouvernements provinciaux et territoriaux ont été obtenues auprès des ministères compétents responsables des questions de justice. Le Ministère de la Justice du Canada a déclaré les données sur les contributions fédérales à l'aide juridique en matière criminelle.

Les chiffres par habitant sont basés sur les estimations démographiques fournies par la Division de la démographie, Direction de la Statistique démographique et du recensement, Statistique Canada. Il s'agit des populations au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2002 et 2003; estimations postcensitaires mises à jour pour 2004 et 2005; et estimations postcensitaires provisoires pour 2006 (tableau 26).

Pour corriger les données en fonction de l'inflation, on a calculé les chiffres en dollars constants de 1992-1993 en se fondant sur l'Indice des prix à la consommation (IPC) selon l'année de base 1992 = 100 (voir *L'indice des prix à la consommation*, produit n° 62-001 au catalogue de Statistique Canada, janvier 2007, tableau 7) pour tous les secteurs de compétence sauf le Nunavut. Dans le cas de ce territoire, l'IPC a été calculé selon l'année de base 2002 = 100 (tableau 27).

1. En 2006-2007, Terre-Neuve-et-Labrador et l'Île-du-Prince-Édouard n'ont pas fourni de données.

Glossaire

L'**accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officiel intervenu entre les régimes d'aide juridique du Canada pour le traitement des dossiers civils mettant en cause des non-résidents. En vertu de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire sera déposé. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique. Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime aux fins de service. Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux aux fins de service.

Les **adultes** désignent les personnes de 18 ans et plus.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la médiation, à la tutelle et à la protection de l'enfance, à l'adoption, au changement de nom ainsi que toute autre affaire de cette nature.

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de compétence inférieure ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même s'il se peut que l'affaire en cause ait été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais non du droit de la famille, comme les affaires litigieuses entre locataires et propriétaires, les demandes d'indemnisation des accidentés du travail, les questions relatives au Régime de pensions du Canada, les affaires concernant l'aide sociale et la protection des consommateurs, les appels concernant les prestations d'assurance-emploi, les forclusions et les faillites.

Les **autres dépenses** désignent les sommes engagées par le régime au chapitre des fonctions ne faisant partie d'aucune autre catégorie de dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les personnes dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques ou de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats qui accomplissent des fonctions administratives, de stagiaires, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit, d'employés de bureau, d'employés affectés à l'information du public et d'employés affectés aux recherches juridiques.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent inclure les suivantes : motifs liés à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres recettes** ont trait aux recettes qui ne figurent pas dans les autres catégories de recettes. La catégorie « autres recettes » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les intérêts gagnés en général.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution fédérale à l'aide juridique en matière criminelle** désigne les fonds accordés par le Ministère de la Justice du Canada.

Les **contributions d'avocats** désignent les sommes reçues des avocats autres que les intérêts des comptes en fiducie déclarés séparément.

Les **contributions de clients** désignent les montants reçus des bénéficiaires d'aide juridique, incluant les cotisations fixes des utilisateurs.

Les **contributions gouvernementales** sont les montants déclarés par les régimes d'aide juridique qui représentent les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués aux régimes par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Une répartition détaillée des contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou fédérales-territoriales de partage des frais d'aide juridique liés aux affaires criminelles impliquant des adultes, aux affaires mettant en cause des jeunes et aux affaires civiles n'est pas fournie à l'Enquête sur l'aide juridique, puisque les fonds sont en général versés au Trésor de la province ou du territoire et non pas directement aux régimes.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont totalisées, le nombre total de demandes indique le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles sont enregistrées sur la formule d'inscription utilisée par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur la même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services sont nécessaires pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires (incluant les avis juridiques écrits), ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, ni des services offerts par les avocats nommés d'office. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services.

Par **demande rejetée** on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé de fournir des services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder tout service, ainsi que les demandes de services complets rejetées pour lesquelles on a approuvé des services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et la politique. S'il y a deux raisons de rejeter une demande, la plus importante est considérée comme la raison principale.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles engagées par le régime au cours de l'exercice financier. Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est égal à la somme des dépenses aux chapitres des services juridiques directs, des autres programmes et des services administratifs centraux ainsi que de toute autre dépense.

Les **dépenses au chapitre de l'information du public** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) englobent les dépenses relatives aux programmes de droit préventif et de sensibilisation, et à la publicité.

Les **dépenses relatives aux projets externes** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en œuvre à l'extérieur du régime (p. ex. dans des centres de consultation universitaires). On notera que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les **dépenses au chapitre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux projets externes, aux activités de recherche juridique, à l'information du public en matière de droit et à des subventions accordées à d'autres programmes.

Les **dépenses relatives aux recherches juridiques** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches sur des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés pour l'entretien des bibliothèques.

Les **dépenses au chapitre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées par l'administration centrale et les bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses au chapitre des services juridiques directs** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces chiffres comprennent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses des services administratifs centraux et les autres dépenses du régime sont exclues.

Les **dépenses au chapitre des services juridiques directs assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Ces dépenses comprennent notamment les traitements et les avantages sociaux du personnel professionnel et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux connexes incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses liées à l'entretien, les conférences, les réunions, les cotisations, les loyers, etc. Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (par exemple les frais de déplacement) engagés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique à cause de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes de 12 ans et plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Des demandes peuvent être rejetées pour **mérite insuffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré la prestation de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Le nombre de membres actifs d'un barreau comprend le nombre total d'avocats assurés et accrédités pour exercer leur profession dans le secteur de compétence. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le dénombrement total.

Le rejet d'une demande d'aide juridique pour **non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le demandeur a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le requérant refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Par **personnel affecté à l'information du public** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées de programmes de droit préventif ou de sensibilisation, ou de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches sur des questions juridiques. Cette catégorie exclut les personnes affectées aux bibliothèques des régimes.

Par **personnel affecté aux services juridiques directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller ou à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Les demandes rejetées pour des **raisons liées à l'applicabilité** sont refusées parce que le régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes.

Par **recouvrements de coûts**, on entend les coûts qu'on a ordonné aux parties de payer ou qu'elles ont accepté de payer. Cette catégorie inclut les montants recouverts à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Les **ressources en personnel** représentent le nombre réel d'employés du régime au 31 mars. Ces données sont ventilées selon deux catégories : soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie de l'effectif des régimes sont divisés en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés sans frais par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'avait pas présenté de demande écrite. Les personnes dont la cause est instruite par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est pourquoi les services relatifs aux causes instruites par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes approuvées. Ces services sont comptés avec les demandes approuvées uniquement lorsque l'affaire a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire. On compte le nombre de fois que les services ont été fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées.

Les **services d'avocats nommés d'office en matière criminelle** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires** on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de service de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Par **demande écrite** on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli une formule de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non requérant à un bureau de l'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté aux services juridiques directs. Seules les demandes écrites sont comptées. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la

compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le compte de services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.

Tableaux de données

Tableau 1

Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants

Province ou territoire et année	Recettes totales milliers de \$	Dollars courants							
		Contributions gouvernementales ²		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ³	
		milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador									
2002-2003	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2003-2004	7 395	6 831	92	52	1	207	3	305	4
2004-2005	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard									
2002-2003	853	766	90	...	...	...	...	87	10
2003-2004	965	861	89	...	...	...	...	104	11
2004-2005	1 208	1 140	94	...	...	...	...	68	6
2005-2006	..	..	...	...	...	...	...	..	...
2006-2007	..	..	...	...	...	...	...	..	...
Nouvelle-Écosse									
2002-2003	12 880	12 656	98	4	0	...	...	220	2
2003-2004	15 729	15 422	98	12	0	...	...	295	2
2004-2005	17 298	17 112	99	6	0	...	...	180	1
2005-2006	18 304	18 063	99	2	0	...	...	239	1
2006-2007	19 851	19 473	98	14	0	...	...	364	2
Nouveau-Brunswick									
2002-2003	4 455	3 550	80	86	2	150	3	669	15
2003-2004	4 757	3 550	75	86	2	150	3	971	20
2004-2005	5 415	4 293	79	100	2	150	3	872	16
2005-2006	6 252	5 973	96	79	1	150	2	50	1
2006-2007	6 682	6 367	95	82	1	150	2	83	1
Québec									
2002-2003	121 669	119 751	98	1 743	1	...	...	175	0
2003-2004	125 245	123 058	98	1 825	1	...	...	362	0
2004-2005	134 482	132 299	98	1 800	1	...	...	383	0
2005-2006	131 459	128 724	98	1 925	1	...	...	810	1
2006-2007	141 720	138 853	98	1 917	1	...	...	950	1
Ontario									
2002-2003	282 247	244 966	87	14 422	5	...	...	22 859	8
2003-2004	299 626	256 048	85	14 791	5	...	...	28 787	10
2004-2005	289 709	254 757	88	12 926	4	...	...	22 026	8
2005-2006	309 321	260 527	84	15 947	5	...	...	32 847	11
2006-2007	334 060	269 106	81	12 064	4	...	...	52 890	16
Manitoba									
2002-2003	20 846	17 582	84	1 807	9	1 218	6	239	1
2003-2004	21 365	18 454	86	1 480	7	900	4	531	2
2004-2005	21 961	19 059	87	1 292	6	1 228	6	382	2
2005-2006	23 356	20 524	88	1 374	6	1 154	5	304	1
2006-2007	23 683	20 677	87	1 216	5	1 494	6	296	1
Saskatchewan									
2002-2003	12 211	11 915	98	33	0	...	...	263	2
2003-2004	13 303	13 129	99	42	0	...	...	132	1
2004-2005	14 435	14 295	99	37	0	...	...	103	1
2005-2006	16 342	16 146	99	41	0	...	...	155	1
2006-2007	17 571	17 369	99	44	0	...	...	158	1

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 1**Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants (suite)**

Province ou territoire et année	Recettes totales milliers de \$	Dollars courants							
		Contributions gouvernementales ²		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ³	
		milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Alberta									
2002-2003	34 840	28 187	81	3 076	9	...	...	3 577	10
2003-2004	34 999	28 798	82	3 193	9	...	...	3 008	9
2004-2005	39 062	31 898	82	3 483	9	...	...	3 681	9
2005-2006	38 143	30 998	81	3 967	10	...	...	3 178	8
2006-2007	53 981	43 196	80	4 116	8	...	...	6 669	12
Colombie-Britannique									
2002-2003	76 327	71 545	94	49	0	3 674	5	1 059	1
2003-2004	71 131	65 624	92	0	0	3 608	5	1 899	3
2004-2005	64 677	59 587	92	0	0	3 539	5	1 551	2
2005-2006	71 285	65 001	91	0	0	3 722	5	2 562	4
2006-2007	74 362	65 663	88	0	0	4 213	6	4 486	6
Territoire de Yukon									
2002-2003	1 277	1 256	98	9	1	.	...	12	1
2003-2004	1 425	1 406	99	5	0	.	...	14	1
2004-2005	1 612	1 571	97	20	1	.	...	22	1
2005-2006	1 531	1 511	99	3	0	.	...	17	1
2006-2007	1 536	1 510	98	7	0	.	...	19	1
Territoires du Nord-Ouest⁴									
2002-2003	3 764	3 764	100	..	...	.	...	0	0
2003-2004	3 713	3 713	100	..	...	.	...	0	0
2004-2005	4 348	4 333	100	15	0	.	...	0	0
2005-2006	4 531	4 499	99	32	1	.	...	0	0
2006-2007	4 771	4 735	99	36	1	.	...	0	0
Nunavut									
2002-2003	4 231	3 909	92	3	0	.	...	319	8
2003-2004	4 711	4 453	95	3	0	.	...	255	5
2004-2005	5 023	4 625	92	1	0	.	...	397	8
2005-2006	5 430	5 054	93	1	0	.	...	375	7
2006-2007	5 575	5 287	95	0	0	.	...	288	5
Total									
2002-2003	575 600	519 847	90	21 232	4	5 042	1	29 479	5
2003-2004	604 364	541 347	90	21 489	4	4 865	1	36 663	6
2004-2005	599 230	544 969	91	19 680	3	4 917	1	29 665	5
2005-2006	625 954	557 020	89	23 371	4	5 026	1	40 537	6
2006-2007	683 792	592 236	87	19 496	3	5 857	1	66 203	10

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 1

Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants (suite)

Province ou territoire et année	Recettes totales milliers de \$	Dollars constants de 1992 ¹							
		Contributions gouvernementales ²		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ³	
		milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador									
2002-2003	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2003-2004	6 127	5 659	92	43	1	171	3	253	4
2004-2005	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2005-2006	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2006-2007	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard									
2002-2003	725	651	90	...	...	...	...	74	10
2003-2004	792	706	89	...	...	...	...	85	11
2004-2005	970	916	94	...	...	...	...	55	6
2005-2006	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2006-2007	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse									
2002-2003	10 751	10 564	98	3	0	...	...	184	2
2003-2004	12 695	12 447	98	10	0	...	...	238	2
2004-2005	13 718	13 570	99	5	0	...	...	143	1
2005-2006	14 123	13 938	99	2	0	...	...	184	1
2006-2007	15 005	14 719	98	11	0	...	...	275	2
Nouveau-Brunswick									
2002-2003	3 756	2 993	80	73	2	126	3	564	15
2003-2004	3 880	2 896	75	70	2	122	3	792	20
2004-2005	4 353	3 451	79	80	2	121	3	701	16
2005-2006	4 907	4 688	96	62	1	118	2	39	1
2006-2007	5 160	4 917	95	63	1	116	2	64	1
Québec									
2002-2003	105 341	103 681	98	1 509	1	...	...	152	0
2003-2004	105 781	103 934	98	1 541	1	...	...	306	0
2004-2005	111 418	109 610	98	1 491	1	...	...	317	0
2005-2006	106 445	104 230	98	1 559	1	...	...	656	1
2006-2007	112 834	110 552	98	1 526	1	...	...	756	1
Ontario									
2002-2003	235 010	203 968	87	12 008	5	...	...	19 033	8
2003-2004	243 006	207 663	85	11 996	5	...	...	23 347	10
2004-2005	230 660	202 832	88	10 291	4	...	...	17 537	8
2005-2006	240 904	202 903	84	12 420	5	...	...	25 582	11
2006-2007	255 593	205 896	81	9 230	4	...	...	40 467	16
Manitoba									
2002-2003	16 934	14 283	84	1 468	9	989	6	194	1
2003-2004	17 051	14 728	86	1 181	7	718	4	424	2
2004-2005	17 184	14 913	87	1 011	6	961	6	299	2
2005-2006	17 802	15 643	88	1 047	6	880	5	232	1
2006-2007	17 714	15 465	87	909	5	1 117	6	221	1
Saskatchewan									
2002-2003	9 871	9 632	98	27	0	...	...	213	2
2003-2004	10 516	10 379	99	33	0	...	...	104	1
2004-2005	11 164	11 056	99	29	0	...	...	80	1
2005-2006	12 362	12 213	99	31	0	...	...	117	1
2006-2007	13 025	12 875	99	33	0	...	...	117	1

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 1

Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette, dollars courants et dollars constants (suite)

Province ou territoire et année	Recettes totales milliers de \$	Dollars constants de 1992 ¹							
		Contributions gouvernementales ²		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ³	
		milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Alberta									
2002-2003	28 052	22 695	81	2 477	9	...	...	2 880	10
2003-2004	26 985	22 204	82	2 462	9	...	...	2 319	9
2004-2005	29 705	24 257	82	2 649	9	...	...	2 799	9
2005-2006	28 401	23 081	81	2 954	10	...	...	2 366	8
2006-2007	38 696	30 965	80	2 951	8	...	...	4 781	12
Colombie-Britannique									
2002-2003	64 739	60 683	94	42	0	3 116	5	898	1
2003-2004	59 079	54 505	92	0	0	2 997	5	1 577	3
2004-2005	52 669	48 524	92	0	0	2 882	5	1 263	2
2005-2006	56 891	51 876	91	0	0	2 970	5	2 045	4
2006-2007	58 323	51 500	88	0	0	3 304	6	3 518	6
Territoire de Yukon									
2002-2003	1 085	1 067	98	8	1	...	...	10	1
2003-2004	1 188	1 173	99	4	0	...	...	12	1
2004-2005	1 331	1 297	97	17	1	...	...	18	1
2005-2006	1 237 ^r	1 221 ^r	99 ^r	2	0	...	...	14 ^r	1 ^r
2006-2007	1 222	1 201	98	6	0	...	...	15	1
Territoires du Nord-Ouest⁴									
2002-2003	3 236	3 236	100	...	...	...	...	0	0
2003-2004	3 118	3 118	100	...	...	...	...	0	0
2004-2005	3 599	3 587	100	12	0	...	...	0	0
2005-2006	3 666	3 640	99	26	1	...	...	0	0
2006-2007	3 808	3 779	99	29	1	...	...	0	0
Nunavut									
2002-2003	4 231	3 909	92	3	0	...	...	319	8
2003-2004	4 702	4 444	95	3	0	...	...	254	5
2004-2005	4 963	4 570	92	1	0	...	...	392	8
2005-2006	5 277	4 912	93	1	0	...	...	364	7
2006-2007	5 330	5 054	95	0	0	...	...	275	5
Total									
2002-2003	483 697	436 846	90	17 842	4	4 237	1	24 772	5
2003-2004	494 165	442 639	90	17 571	4	3 978	1	29 978	6
2004-2005	480 923	437 375	91	15 795	3	3 946	1	23 808	5
2005-2006	491 716 ^r	437 565 ^r	89	18 359	4	3 948	1	31 844	6
2006-2007	526 399	455 917	87	15 008	3	4 509	1	50 965	10

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.

2. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales.

3. La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les bénéfiques d'intérêt général.

4. Les recettes totales comprennent les contributions des bénéficiaires portées au crédit du Trésor du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 2**Contributions fédérales^{1,2} aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants**

Province ou territoire et année	Dollars courants		Dollars constants de 1992 ³	
	Total milliers de \$	Par habitant ⁴ \$	Total milliers de \$	Par habitant ⁴ \$
Terre-Neuve-et-Labrador				
2002-2003	1 672	3,22	1 425	2,74
2003-2004	1 624	3,13	1 345	2,60
2004-2005	1 608	3,11	1 308	2,53
2005-2006	1 600	3,11 ^r	1 269	2,47 ^r
2006-2007	1 600	3,14	1 246	2,44
Île-du-Prince-Édouard				
2002-2003	325	2,37	276	2,02
2003-2004	348	2,53	285	2,08
2004-2005	345	2,50	277	2,01
2005-2006	343	2,48	267	1,93
2006-2007	343	2,48	261	1,89
Nouvelle-Écosse				
2002-2003	3 013	3,22	2 515	2,69
2003-2004	2 914	3,11	2 352	2,51
2004-2005	2 899	3,09	2 299	2,45
2005-2006	2 890	3,09 ^r	2 230	2,38
2006-2007	2 890	3,09	2 184	2,34
Nouveau-Brunswick				
2002-2003	1 750	2,33	1 476	1,97
2003-2004	1 872	2,49	1 527	2,03
2004-2005	1 860	2,47	1 495	1,99
2005-2006	1 854	2,47	1 455	1,94
2006-2007	1 854	2,47	1 432	1,91
Québec				
2002-2003	19 449	2,61	16 839	2,26
2003-2004	20 007	2,67	16 898	2,25
2004-2005	19 990	2,65	16 562	2,19
2005-2006	19 970	2,63	16 170	2,13
2006-2007	19 970	2,61	15 900	2,08
Ontario				
2002-2003	38 268	3,16	31 863	2,63
2003-2004	37 099	3,03	30 088	2,45
2004-2005	37 187	2,99 ^r	29 607	2,38 ^r
2005-2006	37 212	2,96 ^r	28 981	2,31
2006-2007	37 212	2,93	28 471	2,24
Manitoba				
2002-2003	3 447	2,98	2 800	2,42
2003-2004	3 397	2,92	2 711	2,33
2004-2005	3 403	2,91	2 663	2,27 ^r
2005-2006	3 399	2,89	2 591	2,21 ^r
2006-2007	3 399	2,89	2 542	2,16
Saskatchewan				
2002-2003	2 832	2,84	2 289	2,30
2003-2004	2 842	2,86	2 247	2,26
2004-2005	2 821	2,84	2 182	2,19
2005-2006	2 811	2,84 ^r	2 126	2,15 ^r
2006-2007	2 811	2,85	2 084	2,11

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 2**Contributions fédérales^{1,2} aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants (suite)**

Province ou territoire et année	Dollars courants		Dollars constants de 1992 ³	
	Total milliers de \$	Par habitant ⁴ \$	Total milliers de \$	Par habitant ⁴ \$
Alberta				
2002-2003	7 830	2,51	6 304	2,02
2003-2004	8 166	2,58	6 296	1,99
2004-2005	8 176	2,55	6 217	1,94
2005-2006	8 197	2,54 ^r	6 103	1,89 ^r
2006-2007	8 197	2,43	5 876	1,74
Colombie-Britannique				
2002-2003	10 742	2,61	9 111	2,21
2003-2004	11 058	2,66	9 184	2,21
2004-2005	11 039	2,63	8 989	2,14
2005-2006	11 051	2,60	8 820	2,07
2006-2007	11 051	2,56	8 667	2,01
Territoire du Yukon				
2002-2003	527	17,49	448	14,86
2003-2004	654	21,39	545	17,84
2004-2005	654	21,17 ^r	540	17,48 ^r
2005-2006	654	21,01 ^r	528	16,97 ^r
2006-2007	654	20,94	520	16,66
Territoires du Nord-Ouest				
2002-2003	1 423	34,30	1 224	29,49
2003-2004	1 301	30,81 ^r	1 092	25,87 ^r
2004-2005	1 301	30,40 ^r	1 077	25,16 ^r
2005-2006	1 301	30,52 ^r	1 053	24,69 ^r
2006-2007	1 301	31,08	1 038	24,80
Nunavut				
2002-2003	1 108	38,55	1 108	38,55
2003-2004	1 103	37,82	1 101	37,74
2004-2005	1 103	37,22 ^r	1 090	36,78 ^r
2005-2006	1 103	36,72 ^r	1 072	35,68 ^r
2006-2007	1 103	35,83	1 054	34,26
Total				
2002-2003	92 386	2,94	77 635	2,47
2003-2004	92 385	2,92	75 540	2,38^r
2004-2005	92 386	2,89	74 146	2,32
2005-2006	92 385	2,86	72 573	2,25
2006-2007	92 385	2,83	71 120	2,18

1. Les chiffres des contributions fédérales en matière civile ne sont pas disponibles dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique. Il est impossible d'établir le niveau de financement accordé par le gouvernement fédéral à l'aide juridique en matière civile depuis le remplacement du Régime d'assistance publique du Canada par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et son successeur actuel, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux.
2. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales.
3. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.
4. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2002 et 2003; estimations postcensitaires mises à jour pour 2004 et 2005; et estimations postcensitaires provisoires pour 2006.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 3

Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux¹ aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ²		
	Total milliers de \$	Variation en pourcent %	Par habitant ³ \$	Total milliers de \$	Variation en pourcent %	Par habitant ³ \$
Terre-Neuve-et-Labrador						
2002-2003	..	...	...	...	...	...
2003-2004	..	...	...	...	...	...
2004-2005	7 512	...	14,52	6 112	...	11,82
2005-2006	7 422	-1	14,44 ^r	5 886	-4	11,45 ^r
2006-2007	8 255	11	16,20	6 429	9	12,61
Île-du-Prince-Édouard						
2002-2003	441	4	3,22	375	2	2,74
2003-2004	575	30	4,19	472 ^r	26	3,43 ^r
2004-2005	1 031 ^r	79 ^r	7,48 ^r	828 ^r	76 ^r	6,01 ^r
2005-2006	1 067 ^r	3 ^r	7,72 ^r	830 ^r	0 ^r	6,01 ^r
2006-2007	952	-11	6,87	725	-13	5,23
Nouvelle-Écosse						
2002-2003	10 479	9	11,21	8 747	6	9,36
2003-2004	12 594	20	13,45	10 165	16	10,85 ^r
2004-2005	13 353	6	14,24	10 589	4	11,29 ^r
2005-2006	14 683	10	15,68 ^r	11 329	7	12,10 ^r
2006-2007	15 446	5	16,53	11 675	3	12,49
Nouveau-Brunswick						
2002-2003	3 008	1	4,01	2 536	-3	3,38
2003-2004	3 649	21	4,86	2 976	17	3,96
2004-2005	3 913	7	5,20	3 145	6	4,18
2005-2006	5 384	38	7,16	4 226	34	5,62
2006-2007	5 769	7	7,70	4 455	5	5,95
Québec						
2002-2003	97 738	0	13,13	84 622	-2	11,37
2003-2004	98 868	1	13,19	83 503	-1	11,14
2004-2005	104 807	6	13,88 ^r	86 833	4	11,50
2005-2006	111 982 ^r	7 ^r	14,74 ^r	90 674 ^r	4 ^r	11,93 ^r
2006-2007	102 679	-8	13,42	81 751	-10	10,68
Ontario						
2002-2003	198 501	1	16,40	165 280	-1	13,66
2003-2004	201 815	2	16,46	163 678	-1	13,35
2004-2005	202 208	0	16,29 ^r	160 994	-2	12,97 ^r
2005-2006	208 501	3	16,60 ^r	162 384	1	12,93 ^r
2006-2007	217 664	4	17,16	166 537	3	13,13
Manitoba						
2002-2003	12 502	5	10,82	10 156	3	8,79
2003-2004	13 760	10	11,84 ^r	10 982	8	9,45
2004-2005	14 440	5	12,34	11 299	3	9,65 ^r
2005-2006	14 754	2	12,57 ^r	11 245	0	9,58 ^r
2006-2007	18 392	25	15,62	13 756	22	11,68
Saskatchewan						
2002-2003	9 083	9	9,12	7 343	6	7,37
2003-2004	9 979	10	10,03	7 889	7	7,93
2004-2005	9 599	-4	9,65	7 424	-6	7,46 ^r
2005-2006	11 899	24	12,02 ^r	9 001	21	9,09 ^r
2006-2007	13 152	11	13,35	9 749	8	9,89

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 3**Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux¹ aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants (suite)**

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ²		
	Total	Variation en pourcent	Par habitant ³	Total	Variation en pourcent	Par habitant ³
	milliers de \$	%	\$	milliers de \$	%	\$
Alberta						
2002-2003	20 363	5	6,53	16 395	2	5,26
2003-2004	20 632	1	6,53	15 907	-3	5,03
2004-2005	20 657	0	6,44 ^r	15 709	-1	4,90
2005-2006	20 530 ^r	-1 ^r	6,36 ^r	15 287 ^r	-3 ^r	4,74 ^r
2006-2007	32 445	58	9,61	23 258	52	6,89
Colombie-Britannique						
2002-2003	57 492	-31	13,97	48 763	-33	11,85
2003-2004	52 259	-9	12,58	43 404	-11	10,45
2004-2005	45 862	-12	10,91	37 347	-14	8,89
2005-2006	51 107	11	12,00 ^r	40 788	9	9,58 ^r
2006-2007	51 232	0	11,89	40 182	-1	9,32
Territoire du Yukon						
2002-2003	729	-12	24,19	619	-13	20,55
2003-2004	720	-1	23,55	601	-3	19,64
2004-2005	646	-10	20,91 ^r	533	-11	17,27 ^r
2005-2006	646	0	20,76 ^r	522	-2	16,77 ^r
2006-2007	646	0	20,69	514	-2	16,46
Territoires du Nord-Ouest						
2002-2003	2 246	3	54,13	1 931	0	46,55
2003-2004	2 077	-8	49,18 ^r	1 744	-10	41,29
2004-2005	2 543	22	59,42 ^r	2 105	21	49,19 ^r
2005-2006	2 868	13	67,28 ^r	2 320	10	54,43 ^r
2006-2007	3 111	8	74,32	2 483	7	59,31
Nunavut						
2002-2003	2 539	28	88,35	2 539	...	88,35
2003-2004	3 048	20	104,51	3 042	20	104,30
2004-2005	3 220	6	108,66 ^r	3 182	5	107,37 ^r
2005-2006	3 991	24	132,86 ^r	3 879	22	129,11 ^r
2006-2007	3 927	-2	127,57	3 754	-3	121,96
Total						
2002-2003	415 121	...	13,23	348 841	...	11,12
2003-2004	419 976	1	13,26	343 398	-2	10,84
2004-2005	429 791^r	...	13,44^r	344 937	...	10,78^r
2005-2006	454 834^r	6^r	14,08^r	357 293	4	11,06^r
2006-2007	473 670	4	14,52	364 642	2	11,18

1. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales.

2. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.

3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2002 et 2003; estimations postcensitaires mises à jour pour 2004 et 2005; et estimations postcensitaires provisoires pour 2006.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 4

Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ¹		
	Total	Variation	Par	Total	Variation	Par
	milliers de \$	en pourcent	habitant ²	milliers de \$	en pourcent	habitant ²
Terre-Neuve-et-Labrador						
2002-2003	..	...	...	...	...	...
2003-2004	6 887	...	13,28	5 706	...	11,01
2004-2005	..	...	...	...	...	...
2005-2006	..	...	...	...	...	...
2006-2007	..	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard						
2002-2003	853	10	6,23	725	7	5,29
2003-2004	965	13	7,03	792	9	5,76 ^r
2004-2005	1 442	49	10,46	1 158	46	8,40
2005-2006	..	...	...	...	...	...
2006-2007	..	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse						
2002-2003	13 178	1	14,10	11 000	-2	11,77
2003-2004	13 965	6	14,91 ^r	11 271	2	12,04
2004-2005	16 309	17	17,39 ^r	12 933	15	13,79 ^r
2005-2006	18 466	13	19,73 ^r	14 248	10	15,22 ^r
2006-2007	18 978	3	20,31	14 345	1	15,35
Nouveau-Brunswick						
2002-2003	4 849	-11	6,46	4 089	-14	5,45
2003-2004	5 147	6	6,85	4 198	3	5,59
2004-2005	4 987	-3	6,63	4 009	-5	5,33
2005-2006	6 325	27	8,42 ^r	4 965	24	6,61 ^r
2006-2007	6 959	10	9,29	5 374	8	7,17
Québec						
2002-2003	122 882	4	16,50	106 391	2	14,29
2003-2004	123 031	0	16,42	103 911	-2	13,86 ^r
2004-2005	132 225	7	17,52	109 548	5	14,51
2005-2006	128 891	-3	16,96	104 365	-5	13,74
2006-2007	134 712	5	17,61	107 255	3	14,02
Ontario³						
2002-2003	291 704	-1	24,10	242 884	-3	20,07
2003-2004	299 470	3	24,42 ^r	242 879	0	19,81
2004-2005	302 741	1	24,38 ^r	241 036	-1	19,41 ^r
2005-2006	351 665	...	28,00 ^r	273 882	...	21,81 ^r
2006-2007	325 847	-7	25,68	249 309	-9	19,65
Manitoba						
2002-2003	20 396	4	17,65	16 569	3	14,34
2003-2004	20 934	3	18,02	16 707	1	14,38
2004-2005	21 365	2	18,25 ^r	16 718	0	14,28 ^r
2005-2006	23 531	10	20,04 ^r	17 935	7	15,28 ^r
2006-2007	23 118	-2	19,63	17 291	-4	14,68
Saskatchewan						
2002-2003	12 239	3	12,29	9 894	0	9,93
2003-2004	12 937	6	13,01	10 227	3	10,28
2004-2005	14 468	12	14,54 ^r	11 189	9	11,25
2005-2006	16 631	15	16,80 ^r	12 580	12	12,71 ^r
2006-2007	16 935	2	17,19	12 554	0	12,74

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 4**Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants** (suite)

Province ou territoire et année	Dollars courants			Dollars constants de 1992 ¹		
	Total	Variation	Par	Total	Variation	Par
	milliers de \$	en pourcent	habitant ²	milliers de \$	en pourcent	habitant ²
		%	\$		%	\$
Alberta						
2002-2003	36 670	13	11,77	29 525	9	9,47
2003-2004	39 716	8	12,56 ^r	30 621	4	9,69
2004-2005	42 692	7	13,31 ^r	32 465	6	10,12 ^r
2005-2006	49 469	16	15,33 ^r	36 835	13	11,41 ^r
2006-2007	48 297	-2	14,31	34 622	-6	10,26
Colombie-Britannique						
2002-2003	71 353	-21	17,34	60 520	-23	14,71
2003-2004	69 609	-2	16,75	57 815	-4	13,91 ^r
2004-2005	60 623	-13	14,42 ^r	49 367	-15	11,74 ^r
2005-2006	66 810	10	15,69 ^r	53 320	8	12,52 ^r
2006-2007	72 217	8	16,75	56 641	6	13,14
Territoire du Yukon						
2002-2003	1 281	15	42,51	1 088	15	36,11
2003-2004	1 282	0	41,93	1 069	-2	34,97
2004-2005	1 596	24	51,66 ^r	1 318	23	42,66 ^r
2005-2006	1 714 ^r	7 ^r	55,08 ^r	1 384 ^r	5 ^r	44,49 ^r
2006-2007	1 695	-1	54,28	1 348	-3	43,18
Territoires du Nord-Ouest⁴						
2002-2003	3 767	1	90,80	3 239	-2	78,07
2003-2004	3 947	5	93,46 ^r	3 314	2	78,47 ^r
2004-2005	4 125	5	96,38 ^r	3 415	3	79,79 ^r
2005-2006	4 380	6	102,75 ^r	3 544	4	83,13 ^r
2006-2007	4 487	2	107,19	3 581	1	85,55
Nunavut						
2002-2003	3 920	12	136,40	3 920	...	136,40
2003-2004	4 749	21	162,83	4 740	21	162,51
2004-2005	5 023	6	169,51 ^r	4 963	5	167,50 ^r
2005-2006	5 430	8	180,76 ^r	5 277	6	175,66 ^r
2006-2007	5 575	3	181,11	5 330	1	173,15
Total						
2002-2003	583 092	-2	18,59	489 993	-4	15,62
2003-2004	602 639	...	19,03	492 755	...	15,56
2004-2005	607 596	...	18,99^r	487 637	...	15,24^r
2005-2006	673 312^r	...	20,85^r	528 918^r	...	16,38
2006-2007	658 820	-2	20,19	507 175	-4	15,55

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 1992 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Pour le Nunavut, l'année de base utilisée est 2002 = 100.

2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2002 et 2003; estimations postcensitaires mises à jour pour 2004 et 2005; et estimations postcensitaires provisoires pour 2006.

3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2006-2007, ces cliniques ont engagé 15 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

4. Les dépenses au chapitre de l'aide juridique pour les Territoires du Nord-Ouest sont sous-estimées parce que certains des coûts compris dans leur modèle de comptabilité ne peuvent être facilement déclarés selon les définitions de l'enquête. En 2006-2007, les dépenses totales au chapitre de l'aide juridique se sont chiffrées à 5 072 021 \$.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 5
Dépenses totales des régimes d'aide juridique¹ par type de dépense

Province ou territoire et année	Total milliers de \$	Dépenses directes au chapitre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
		Affaires criminelles		Affaires civiles		milliers de \$	%	milliers de \$	%
		milliers de \$	%	milliers de \$	%				
Terre-Neuve-et-Labrador									
2002-2003	..	..	...	..	...	.	...	.	...
2003-2004	6 887	4 299	62	2 588	38	.	...	.	...
2004-2005	..	..	...	..	...	.	...	.	...
2005-2006	..	..	...	..	...	.	...	.	...
2006-2007	..	..	...	..	...	.	...	.	...
Île-du-Prince-Édouard									
2002-2003	853	564	66	289	34	...	...	...	...
2003-2004	965	648	67	317	33	...	...	...	...
2004-2005	1 442	..	...	..	...	...	...	...	...
2005-2006	..	..	...	..	...	...	...	...	...
2006-2007	..	..	...	..	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse²									
2002-2003	13 178	6 522	49	5 337	40	1 227	9	92	1
2003-2004	13 965	6 864	49	5 791	41	1 310	9	0	0
2004-2005	16 309	8 384	51	6 441	39	1 220	7	264	2
2005-2006	18 466	9 398	51	7 811	42	1 188	6	69	0
2006-2007	18 978	9 883	52	7 937	42	1 084	6	74	0
Nouveau-Brunswick									
2002-2003	4 849	2 461	51	1 597	33	765	16	26	1
2003-2004	5 147	2 666	52	1 814	35	667	13	0	0
2004-2005	4 987	2 719	55	1 547	31	721	14	0	0
2005-2006	6 325	3 474	55	1 781	28	1 070	17	0	0
2006-2007	6 959	4 077	59	2 101	30	781	11	0	0
Québec³									
2002-2003	122 882	42 743	35	69 201	56	10 069	8	869	1
2003-2004	123 031	41 789	34	69 710	57	10 624	9	908	1
2004-2005	132 225	46 329	35	73 388	56	11 176	8	1 332	1
2005-2006	128 891	46 716	36	69 871	54	11 293	9	1 011	1
2006-2007	134 712	50 485	37	69 880	52	13 287	10	1 060	1
Ontario⁴									
2002-2003	291 704	98 957	34	131 972	45	56 374	19	4 401	2
2003-2004	299 470	111 059	37	137 702	46	56 130	19	-5 422	-2
2004-2005	302 741	105 330	35	129 202	43	52 365	17	15 844	5
2005-2006	351 665	143 957	41	138 768	39	52 338	15	16 602	5
2006-2007	325 847	119 951	37	134 841	41	55 130	17	15 925	5
Manitoba									
2002-2003	20 396	8 419	41	7 246	36	4 013	20	718	4
2003-2004	20 934	10 775	51	5 512	26	4 131	20	516	2
2004-2005	21 365	9 503	44	7 225	34	4 095	19	542	3
2005-2006	23 531	11 069	47	7 282	31	4 606	20	574	2
2006-2007	23 118	11 506	50	5 997	26	5 050	22	565	2
Saskatchewan									
2002-2003	12 239	7 754	63	3 608	29	830	7	47	0
2003-2004	12 937	8 124	63	3 838	30	890	7	85	1
2004-2005	14 468	9 441	65	3 920	27	1 064	7	43	0
2005-2006	16 631	10 639	64	4 377	26	1 543	9	72	0
2006-2007	16 935	11 299	67	4 457	26	1 134	7	45	0

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 5

Dépenses totales des régimes d'aide juridique¹ par type de dépense (suite)

Province ou territoire et année	Total milliers de \$	Dépenses directes au chapitre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
		Affaires criminelles		Affaires civiles		milliers de \$	%	milliers de \$	%
		milliers de \$	%	milliers de \$	%				
Alberta									
2002-2003	36 670	19 402	53	13 481	37	3 613	10	174	0
2003-2004	39 716	20 373	51	15 167	38	3 951	10	225	1
2004-2005	42 692	21 752	51	15 888	37	4 832	11	220	1
2005-2006	49 469	24 389	49	18 243	37	6 397	13	440	1
2006-2007	48 297	24 758	51	16 498	34	6 645	14	396	1
Colombie-Britannique									
2002-2003	71 353	32 759	46	29 772	42	6 566	9	2 256	3
2003-2004	69 609	36 672	53	21 601	31	6 705	10	4 631	7
2004-2005	60 623	33 026	54	15 321	25	7 973	13	4 303	7
2005-2006	66 810	35 329	53	17 525	26	9 236	14	4 720	7
2006-2007	72 217	38 121	53	19 278	27	9 411	13	5 407	7
Territoire du Yukon									
2002-2003	1 281	723	56	296	23	262	20	0	0
2003-2004	1 282	768	60	284	22	230	18	0	0
2004-2005	1 596	799	50 ^r	438 ^r	27 ^r	290 ^r	18 ^r	68 ^r	4 ^r
2005-2006	1 714 ^r	923 ^r	54 ^r	477 ^r	28 ^r	260 ^r	15 ^r	54 ^r	3 ^r
2006-2007	1 695	925	55	439	26	264	16	67	4
Territoires du Nord-Ouest^{5,6}									
2002-2003	3 767	..	...	..	...	572	15	47	1
2003-2004	3 947	..	...	..	...	1 103	28	65	2
2004-2005	4 125	..	...	..	...	621	15	828	20
2005-2006	4 380	1 660	38	1 054	24	634	14	1 032	24
2006-2007	4 487	1 907	43	956	21	606	14	1 018	23
Nunavut									
2002-2003	3 920	1 536	39	893	23	1 133	29	358	9
2003-2004	4 749	1 864	39	722	15	2 057	43	106	2
2004-2005	5 023	1 650	33	650	13	2 322	46	401	8
2005-2006	5 430	2 040	38	561	10	2 328	43	501	9
2006-2007	5 575	2 500	45	499	9	2 378	43	198	4
Total									
2002-2003	583 092	...	...	...	...	85 424	15	8 988	2
2003-2004	602 639	...	...	...	...	87 798	15	1 114	0
2004-2005	607 596	...	...	...	...	86 679^r	14	23 845^r	4
2005-2006	673 312^r	289 594^r	43	267 750^r	40	90 893^r	13^r	25 075^r	4
2006-2007	658 820	275 412	42	262 883	40	95 770	15	24 755	4

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. En Nouvelle-Écosse, la catégorie « Autres dépenses » était composée en 2002-2003 des coûts du programme des travailleurs de soutien auprès des tribunaux de la jeunesse, qui ont été assumés par le programme en 2003-2004, et qui ne sont plus consignés séparément.

3. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses directes au chapitre des services juridiques et dépenses administratives centrales ont été estimées.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2006-2007, ces cliniques ont engagé 15 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

5. Les dépenses au chapitre de l'aide juridique pour les Territoires du Nord-Ouest sont sous-estimées parce que certains des coûts compris dans leur modèle de comptabilité ne peuvent être facilement déclarés selon les définitions de l'enquête. En 2006-2007, les dépenses totales au chapitre de l'aide juridique se sont chiffrées à 5 072 021 \$.

6. Avant 2005-2006, la ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 6

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques

Province ou territoire et année	Total milliers de \$	Dépenses directes totales milliers de \$	Pourcent du total %	Dépenses directes au chapitre des services juridiques			
				Affaires criminelles		Affaires civiles	
				milliers de \$	Pourcent des dépenses directes totales %	milliers de \$	Pourcent des dépenses directes totales %
Terre-Neuve-et-Labrador							
2002-2003	..	..	...	..	...	..	...
2003-2004	6 887	6 887	100	4 299	62	2 588	38
2004-2005	..	..	...	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard							
2002-2003	853	853	100	564	66	289	34
2003-2004	965	965	100	648	67	317	33
2004-2005	1 442	1 442	100	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse							
2002-2003	13 178	11 859	90	6 522	55	5 337	45
2003-2004	13 965	12 655	91	6 864	54	5 791	46
2004-2005	16 309	14 825	91	8 384	57	6 441	43
2005-2006	18 466	17 209	93	9 398	55	7 811	45
2006-2007	18 978	17 820	94	9 883	55	7 937	45
Nouveau-Brunswick							
2002-2003	4 849	4 058	84	2 461	61	1 597	39
2003-2004	5 147	4 480	87	2 666	60	1 814	40
2004-2005	4 987	4 266	86	2 719	64	1 547	36
2005-2006	6 325	5 255	83	3 474	66	1 781	34
2006-2007	6 959	6 178	89	4 077	66	2 101	34
Québec²							
2002-2003	122 882	111 944	91	42 743	38	69 201	62
2003-2004	123 031	111 499	91	41 789	37	69 710	63
2004-2005	132 225	119 717	91	46 329	39	73 388	61
2005-2006	128 891	116 587	90	46 716	40	69 871	60
2006-2007	134 712	120 365	89	50 485	42	69 880	58
Ontario³							
2002-2003	291 704	230 929	79	98 957	43	131 972	57
2003-2004	299 470	248 762	83	111 059	45	137 702	55
2004-2005	302 741	234 532	77	105 330	45	129 202	55
2005-2006	351 665	282 725	80	143 957	51	138 768	49
2006-2007	325 847	254 792	78	119 951	47	134 841	53
Manitoba							
2002-2003	20 396	15 665	77	8 419	54	7 246	46
2003-2004	20 934	16 287	78	10 775	66	5 512	34
2004-2005	21 365	16 728	78	9 503	57	7 225	43
2005-2006	23 531	18 351	78	11 069	60	7 282	40
2006-2007	23 118	17 503	76	11 506	66	5 997	34
Saskatchewan							
2002-2003	12 239	11 362	93	7 754	68	3 608	32
2003-2004	12 937	11 962	92	8 124	68	3 838	32
2004-2005	14 468	13 361	92	9 441	71	3 920	29
2005-2006	16 631	15 016	90	10 639	71	4 377	29
2006-2007	16 935	15 756	93	11 299	72	4 457	28

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 6**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques (suite)**

Province ou territoire et année	Total milliers de \$	Dépenses directes totales milliers de \$	Pourcent du total %	Dépenses directes au chapitre des services juridiques			
				Affaires criminelles		Affaires civiles	
				milliers de \$	Pourcent des dépenses directes totales %	milliers de \$	Pourcent des dépenses directes totales %
Alberta							
2002-2003	36 670	32 883	90	19 402	59	13 481	41
2003-2004	39 716	35 540	89	20 373	57	15 167	43
2004-2005	42 692	37 640	88	21 752	58	15 888	42
2005-2006	49 469	42 632	86	24 389	57	18 243	43
2006-2007	48 297	41 256	85	24 758	60	16 498	40
Colombie-Britannique							
2002-2003	71 353	62 531	88	32 759	52	29 772	48
2003-2004	69 609	58 273	84	36 672	63	21 601	37
2004-2005	60 623	48 347	80	33 026	68	15 321	32
2005-2006	66 810	52 854	79	35 329	67	17 525	33
2006-2007	72 217	57 399	79	38 121	66	19 278	34
Territoire du Yukon							
2002-2003	1 281	1 019	80	723	71	296	29
2003-2004	1 282	1 052	82	768	73	284	27
2004-2005	1 596	1 237 ^r	78 ^r	799 ^r	65 ^r	438 ^r	35 ^r
2005-2006	1 714^r	1 400 ^r	82 ^r	923 ^r	66 ^r	477 ^r	34 ^r
2006-2007	1 695	1 364	80	925	68	439	32
Territoires du Nord-Ouest^{4,5}							
2002-2003	3 767	3 148	84	..	...	..	...
2003-2004	3 947	2 779	70	..	...	..	...
2004-2005	4 125	2 677	65	..	...	..	...
2005-2006	4 380	2 714	62	1 660	61	1 054	39
2006-2007	4 487	2 863	64	1 907	67	956	33
Nunavut							
2002-2003	3 920	2 429	62	1 536	63	893	37
2003-2004	4 749	2 586	54	1 864	72	722	28
2004-2005	5 023	2 300	46	1 650	72	650	28
2005-2006	5 430	2 601	48	2 040	78	561	22
2006-2007	5 575	2 999	54	2 500	83	499	17
Total							
2002-2003	583 092	488 680	84	...	...	...	...
2003-2004	602 639	513 727	85	...	...	...	...
2004-2005	607 596	497 072^r	82	...	...	...	...
2005-2006	673 312^r	557 344^r	83	289 594^r	52	267 750^r	48
2006-2007	658 820	538 295	82	275 412	51	262 883	49

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses directes ont été estimées.

3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2006-2007, ces cliniques ont engagé 15 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

4. Les dépenses au chapitre de l'aide juridique pour les Territoires du Nord-Ouest sont sous-estimées parce que certains des coûts compris dans leur modèle de comptabilité ne peuvent être facilement déclarés selon les définitions de l'enquête. En 2006-2007, les dépenses totales au chapitre de l'aide juridique se sont chiffrées à 5 072 021 \$.

5. Avant 2005-2006, la ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 7

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire

Province ou territoire et année	Total				
	Total milliers de \$	milliers de \$	Avocats salariés %	milliers de \$	Avocats de pratique privée %
Terre-Neuve-et-Labrador					
2002-2003	..	..	...	..	...
2003-2004	6 887	6 853	100	35	1
2004-2005	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard					
2002-2003	853	558	65	295	35
2003-2004	965	671	70	294	30
2004-2005	1 442	1 137	79	305	21
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse					
2002-2003	11 859	9 627	81	2 232	19
2003-2004	12 655	10 311	81	2 344	19
2004-2005	14 825	11 611	78	3 214	22
2005-2006	17 209	13 463	78	3 746	22
2006-2007	17 820	14 441	81	3 379	19
Nouveau-Brunswick²					
2002-2003	4 058	1 603	40	2 455	60
2003-2004	4 480	1 430	32	3 050	68
2004-2005	4 266	2 836	66	1 430	34
2005-2006	5 255	3 930	75	1 325	25
2006-2007	6 178	4 664	75	1 514	25
Québec³					
2002-2003	111 944	59 724	53	52 220	47
2003-2004	111 499	61 716	55	49 783	45
2004-2005	119 717	73 114	61	46 603	39
2005-2006	116 587	68 745	59	47 842	41
2006-2007	120 365	77 001	64	43 364	36
Ontario⁴					
2002-2003	230 929	65 662	28	165 267	72
2003-2004	248 762	64 838	26	183 924	74
2004-2005	234 532	57 642	25	176 890	75
2005-2006	282 725	60 536	21	222 189	79
2006-2007	254 792	62 609	25	192 183	75
Manitoba					
2002-2003	15 665	7 412	47	8 253	53
2003-2004	16 287	7 625	47	8 662	53
2004-2005	16 728	8 586	51	8 142	49
2005-2006	18 351	9 132	50	9 219	50
2006-2007	17 503	9 644	55	7 859	45
Saskatchewan					
2002-2003	11 362	10 383	91	979	9
2003-2004	11 962	10 828	91	1 134	9
2004-2005	13 361	11 845	89	1 516	11
2005-2006	15 016	13 526	90	1 490	10
2006-2007	15 756	14 013	89	1 743	11

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 7**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire (suite)**

Province ou territoire et année	Total				
	Total milliers de \$	milliers de \$	Avocats salariés %	Avocats de pratique privé milliers de \$	%
Alberta					
2002-2003	32 883	7 206	22	25 677	78
2003-2004	35 540	7 732	22	27 808	78
2004-2005	37 640	8 869	24	28 771	76
2005-2006	42 632	9 757	23	32 875	77
2006-2007	41 256	10 688	26	30 568	74
Colombie-Britannique					
2002-2003	62 531	16 301	26	46 230	74
2003-2004	58 273	7 124	12	51 149	88
2004-2005	48 347	7 598	16	40 749	84
2005-2006	52 854	7 198	14	45 656	86
2006-2007	57 399	7 312	13	50 087	87
Territoire du Yukon					
2002-2003	1 019	801	79	218	21
2003-2004	1 052	915	87	137	13
2004-2005	1 237 †	1 092 †	88 †	145	12 †
2005-2006	1 400 †	1 196 †	85 †	204 †	15 †
2006-2007	1 364	1 186	87	178	13
Territoires du Nord-Ouest⁵					
2002-2003	3 148	1 435	46	1 712	54
2003-2004	2 779	1 224	44	1 556	56
2004-2005	2 677	1 031	39	1 645	61
2005-2006	2 714	1 155	43	1 559	57
2006-2007	2 863	1 186	41	1 677	59
Nunavut					
2002-2003	2 429	1 725	71	704	29
2003-2004	2 586	1 251	48	1 335	52
2004-2005	2 300	1 050	46	1 250	54
2005-2006	2 601	1 122	43	1 479	57
2006-2007	2 999	964	32	2 035	68
Total					
2002-2003	488 680	182 437	37	306 242	63
2003-2004	513 727	182 518	36	331 211	64
2004-2005	497 072 †	186 411 †	38	310 660	62
2005-2006	557 344 †	189 760 †	34	367 584 †	66
2006-2007	538 295	203 708	38	334 587	62

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 7

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire (suite)

Province ou territoire et année	Affaires criminelles					Affaires civiles				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privé	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$		%	milliers de \$	%	milliers de \$
Terre-Neuve-et-Labrador										
2002-2003	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-2004	4 299	4 268	99	31	1	2 588	2 585	100	3	0
2004-2005	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard										
2002-2003	564	457	81	107	19	289	101	35	188	65
2003-2004	648	550	85	98	15	317	121	38	196	62
2004-2005	..	..	...	151	...	..	..	...	154	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse										
2002-2003	6 522	5 349	82	1 173	18	5 337	4 278	80	1 059	20
2003-2004	6 864	5 792	84	1 072	16	5 791	4 519	78	1 272	22
2004-2005	8 384	6 863	82	1 521	18	6 441	4 748	74	1 693	26
2005-2006	9 398	7 545	80	1 853	20	7 811	5 918	76	1 893	24
2006-2007	9 883	8 188	83	1 695	17	7 937	6 253	79	1 684	21
Nouveau-Brunswick ²										
2002-2003	2 461	146	6	2 315	94	1 597	1 457	91	140	9
2003-2004	2 666	239	9	2 427	91	1 814	1 191	66	623	34
2004-2005	2 719	1 701	63	1 018	37	1 547	1 135	73	412	27
2005-2006	3 474	2 594	75	880	25	1 781	1 336	75	445	25
2006-2007	4 077	3 089	76	988	24	2 101	1 575	75	526	25
Québec ³										
2002-2003	42 743	20 234	47	22 509	53	69 201	39 490	57	29 711	43
2003-2004	41 789	20 342	49	21 447	51	69 710	41 374	59	28 336	41
2004-2005	46 329	26 661	58	19 668	42	73 388	46 453	63	26 935	37
2005-2006	46 716	25 756	55	20 960	45	69 871	42 989	62	26 882	38
2006-2007	50 485	31 198	62	19 287	38	69 880	45 803	66	24 077	34
Ontario ⁴										
2002-2003	98 957	5 039	5	93 918	95	131 972	60 623	46	71 349	54
2003-2004	111 059	6 281	6	104 778	94	137 702	58 557	43	79 145	57
2004-2005	105 330	6 504	6	98 826	94	129 202	51 138	40	78 064	60
2005-2006	143 957	8 216	6	135 741	94	138 768	52 320	38	86 448	62
2006-2007	119 951	8 923	7	111 028	93	134 841	53 686	40	81 155	60
Manitoba										
2002-2003	8 419	3 295	39	5 124	61	7 246	4 117	57	3 129	43
2003-2004	10 775	5 051	47	5 724	53	5 512	2 574	47	2 938	53
2004-2005	9 503	4 144	44	5 359	56	7 225	4 442	61	2 783	39
2005-2006	11 069	4 528	41	6 541	59	7 282	4 604	63	2 678	37
2006-2007	11 506	5 883	51	5 623	49	5 997	3 761	63	2 236	37
Saskatchewan										
2002-2003	7 754	6 922	89	832	11	3 608	3 461	96	147	4
2003-2004	8 124	7 231	89	893	11	3 838	3 597	94	241	6
2004-2005	9 441	8 077	86	1 364	14	3 920	3 768	96	152	4
2005-2006	10 639	9 301	87	1 338	13	4 377	4 225	97	152	3
2006-2007	11 299	9 763	86	1 536	14	4 457	4 250	95	207	5

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 7**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire (suite)**

Province ou territoire et année	Affaires criminelles					Affaires civiles				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privé		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privé	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$		%	milliers de \$	%	milliers de \$
Alberta										
2002-2003	19 402	2 554	13	16 848	87	13 481	4 652	35	8 829	65
2003-2004	20 373	3 096	15	17 277	85	15 167	4 636	31	10 531	69
2004-2005	21 752	3 610	17	18 142	83	15 888	5 259	33	10 629	67
2005-2006	24 389	3 758	15	20 631	85	18 243	5 999	33	12 244	67
2006-2007	24 758	4 697	19	20 061	81	16 498	5 991	36	10 507	64
Colombie-Britannique										
2002-2003	32 759	6 412	20	26 347	80	29 772	9 889	33	19 883	67
2003-2004	36 672	3 715	10	32 957	90	21 601	3 409	16	18 192	84
2004-2005	33 026	4 052	12	28 974	88	15 321	3 546	23	11 775	77
2005-2006	35 329	3 804	11	31 525	89	17 525	3 394	19	14 131	81
2006-2007	38 121	3 920	10	34 201	90	19 278	3 392	18	15 886	82
Territoire du Yukon										
2002-2003	723	569	79	154	21	296	232	78	64	22
2003-2004	768	645	84	123	16	284	270	95	14	5
2004-2005	799 ^r	668 ^r	84 ^r	132	17	438 ^r	424 ^r	97	14	3
2005-2006	923 ^r	727 ^r	79 ^r	196 ^r	21 ^r	477 ^r	469 ^r	98 ^r	8 ^r	2 ^r
2006-2007	925	754	82	171	18	439	432	98	7	2
Territoires du Nord-Ouest⁵										
2002-2003	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-2004	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	1 343	...	..	..	...	302	...
2005-2006	1 660	350	21	1 311	79	1 054	806	76	248	24
2006-2007	1 907	420	22	1 487	78	956	766	80	190	20
Nunavut										
2002-2003	1 536	982	64	554	36	893	743	83	150	17
2003-2004	1 864	796	43	1 068	57	722	455	63	267	37
2004-2005	1 650	700	42	950	58	650	350	54	300	46
2005-2006	2 040	700	34	1 340	66	561	422	75	139	25
2006-2007	2 500	500	20	2 000	80	499	464	93	35	7
Total										
2002-2003	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2003-2004	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2005-2006	289 594 ^r	67 279 ^r	23	222 316 ^r	77	267 750 ^r	122 482 ^r	46	145 268 ^r	54
2006-2007	275 412	77 335	28	198 077	72	262 883	126 373	48	136 510	52

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

3. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2006-2007, ces cliniques étaient responsables de 76 % des dépenses en services juridiques directs pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

5. Avant 2005-2006, la ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 8**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle**

Province ou territoire et année	Total des affaires criminelles					Affaires criminelles - adultes				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$		%	milliers de \$	%	milliers de \$
Terre-Neuve-et-Labrador ²										
2002-2003	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-2004	4 299	4 268	99	31	1	3 363	3 333	99	30	1
2004-2005	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard										
2002-2003	564	457	81	107	19	499	396	79	103	21
2003-2004	648	550	85	98	15	585	490	84	95	16
2004-2005	..	..	...	151	...	..	..	...	147	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse										
2002-2003	6 522	5 349	82	1 173	18	5 308	4 335	82	973	18
2003-2004	6 864	5 792	84	1 072	16	5 511	4 592	83	919	17
2004-2005	8 384	6 863	82	1 521	18	6 692	5 348	80	1 344	20
2005-2006	9 398	7 545	80	1 853	20	7 849	6 225	79	1 624	21
2006-2007	9 883	8 188	83	1 695	17	8 251	6 787	82	1 464	18
Nouveau-Brunswick ³										
2002-2003	2 461	146	6	2 315	94	2 221	146	7	2 075	93
2003-2004	2 666	239	9	2 427	91	2 421	239	10	2 182	90
2004-2005	2 719	1 701	63	1 018	37	2 480	1 533	62	947	38
2005-2006	3 474	2 594	75	880	25	3 224	2 407	75	817	25
2006-2007	4 077	3 089	76	988	24	4 023	3 089	77	934	23
Québec ⁴										
2002-2003	42 743	20 234	47	22 509	53	34 761	15 861	46	18 900	54
2003-2004	41 789	20 342	49	21 447	51	34 428	16 175	47	18 253	53
2004-2005	46 329	26 661	58	19 668	42	37 087	20 503	55	16 584	45
2005-2006	46 716	25 756	55	20 960	45	37 451	19 801	53	17 650	47
2006-2007	50 485	31 198	62	19 287	38	42 071	25 786	61	16 285	39
Ontario ^{2, 5}										
2002-2003	98 957	5 039	5	93 918	95	81 607	3 779	5	77 828	95
2003-2004	111 059	6 281	6	104 778	94	92 652	4 711	5	87 941	95
2004-2005	105 330	6 504	6	98 826	94	90 700	4 420	5	86 280	95
2005-2006	143 957	8 216	6	135 741	94	125 723	6 116	5	119 607	95
2006-2007	119 951	8 923	7	111 028	93	102 710	6 635	6	96 075	94
Manitoba										
2002-2003	8 419	3 295	39	5 124	61	7 022	2 530	36	4 492	64
2003-2004	10 775	5 051	47	5 724	53	8 911	4 022	45	4 889	55
2004-2005	9 503	4 144	44	5 359	56	7 891	3 271	41	4 620	59
2005-2006	11 069	4 528	41	6 541	59	9 440	3 751	40	5 689	60
2006-2007	11 506	5 883	51	5 623	49	9 395	4 587	49	4 808	51
Saskatchewan										
2002-2003	7 754	6 922	89	832	11	6 060	5 334	88	726	12
2003-2004	8 124	7 231	89	893	11	6 505	5 740	88	765	12
2004-2005	9 441	8 077	86	1 364	14	7 675	6 518	85	1 157	15
2005-2006	10 639	9 301	87	1 338	13	7 599	7 362	97	237	3
2006-2007	11 299	9 763	86	1 536	14	9 237	7 911	86	1 326	14

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 8**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle (suite)**

Province ou territoire et année	Total des affaires criminelles					Affaires criminelles - adultes				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$		%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de $	%
Alberta										
2002-2003	19 402	2 554	13	16 848	87	14 751	484	3	14 267	97
2003-2004	20 373	3 096	15	17 277	85	15 470	648	4	14 822	96
2004-2005	21 752	3 610	17	18 142	83	17 026	1 088	6	15 938	94
2005-2006	24 389	3 758	15	20 631	85	19 502	1 347	7	18 155	93
2006-2007	24 758	4 697	19	20 061	81	19 880	2 184	11	17 696	89
Colombie-Britannique										
2002-2003	32 759	6 412	20	26 347	80	28 208	4 703	17	23 505	83
2003-2004	36 672	3 715	10	32 957	90	32 539	3 255	10	29 284	90
2004-2005	33 026	4 052	12	28 974	88	29 450	3 556	12	25 894	88
2005-2006	35 329	3 804	11	31 525	89	31 903	3 345	10	28 558	90
2006-2007	38 121	3 920	10	34 201	90	34 390	3 453	10	30 937	90
Territoire du Yukon										
2002-2003	723	569	79	154	21	674	530	79	144	21
2003-2004	768	645	84	123	16	698	582	83	116	17
2004-2005	799 ^r	668 ^r	84 ^r	132	17	732 ^r	606 ^r	83	126	17
2005-2006	923 ^r	727 ^r	79 ^r	196 ^r	21 ^r	846 ^r	659 ^r	78 ^r	187 ^r	22 ^r
2006-2007	925	754	82	171	18	846	682	81	164	19
Territoires du Nord-Ouest²										
2002-2003	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-2004	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	1 343	...	..	..	...	1 325	...
2005-2006	1 660	350	21	1 311	79	1 633	350	21	1 283	79
2006-2007	1 907	420	22	1 487	78	1 874	420	22	1 454	78
Nunavut⁶										
2002-2003	1 536	982	64	554	36	1 487	982	66	505	34
2003-2004	1 864	796	43	1 068	57	1 822	796	44	1 026	56
2004-2005	1 650	700	42	950	58	1 380	580	42	800	58
2005-2006	2 040	700	34	1 340	66	2 015	700	35	1 315	65
2006-2007	2 500	500	20	2 000	80	2 500	500	20	2 000	80
Total										
2002-2003	221 840	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2003-2004	245 901	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	238 933 ^r	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2005-2006	289 594 ^r	67 279 ^r	23	222 316 ^r	77	247 185 ^r	52 063 ^r	21	195 122 ^r	79
2006-2007	275 412	77 335	28	198 077	72	235 177	62 034	26	173 143	74

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 8**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle (suite)**

Province ou territoire et année	Affaires criminelles - jeunes					Affaires de compétence provinciale				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$		%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de $	%
Terre-Neuve-et-Labrador ²										
2002-2003	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
2003-2004	936	935	100	1	0	.	.	...	.	...
2004-2005	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
2005-2006	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
2006-2007	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
Île-du-Prince-Édouard										
2002-2003	65	61	94	4	6	.	.	...	.	...
2003-2004	63	60	95	3	5	.	.	...	.	...
2004-2005	..	..	...	4	...	.	.	...	.	...
2005-2006	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
2006-2007	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse										
2002-2003	1 214	1 014	84	200	16	.	.	...	0	...
2003-2004	1 353	1 200	89	153	11	.	.	...	0	...
2004-2005	1 692	1 515	90	177	10	.	.	...	0	...
2005-2006	1 549	1 320	85	229	15	.	.	...	0	...
2006-2007	1 632	1 401	86	231	14	.	.	...	0	...
Nouveau-Brunswick ³										
2002-2003	119	0	0	119	100	121	0	0	121	100
2003-2004	150	0	0	150	100	95	0	0	95	100
2004-2005	166	133	80	33	20	73	35	48	38	52
2005-2006	229	171	75	58	25	21	16	76	5	24
2006-2007	54	0	0	54	100	0	0	0	0	0
Québec ⁴										
2002-2003	5 674	3 630	64	2 044	36	2 308	743	32	1 565	68
2003-2004	5 239	3 427	65	1 812	35	2 122	740	35	1 382	65
2004-2005	7 259	5 423	75	1 836	25	1 983	735	37	1 248	63
2005-2006	7 074	5 159	73	1 915	27	2 191	796	36	1 395	64
2006-2007	5 910	4 242	72	1 668	28	2 504	1 170	47	1 334	53
Ontario ^{2, 5}										
2002-2003	17 350	1 260	7	16 090	93	..	..	...	.	...
2003-2004	18 407	1 570	9	16 837	91	..	..	...	.	...
2004-2005	14 584	2 038	14	12 546	86	46	46	100	.	...
2005-2006	18 187	2 053	11	16 134	89	47	47	100	.	...
2006-2007	17 150	2 197	13	14 953	87	91	91	100	.	...
Manitoba										
2002-2003	1 350	745	55	605	45	47	20	43	27	57
2003-2004	1 827	1 018	56	809	44	37	11	30	26	70
2004-2005	1 571	844	54	727	46	41	29	71	12	29
2005-2006	1 597	756	47	841	53	32	21	66	11	34
2006-2007	2 086	1 285	62	801	38	25	11	44	14	56
Saskatchewan										
2002-2003	1 691	1 587	94	104	6	3	1	33	2	67
2003-2004	1 616	1 490	92	126	8	3	1	33	2	67
2004-2005	1 763	1 558	88	205	12	3	1	33	2	67
2005-2006	3 035	1 937	64	1 098	36	5	2	40	3	60
2006-2007	2 057	1 850	90	207	10	5	2	40	3	60

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 8**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle (suite)**

Province ou territoire et année	Affaires criminelles - jeunes					Affaires de compétence provinciale				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$		%	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de $	%
Alberta										
2002-2003	4 520	2 070	46	2 450	54	131	0	0	131	100
2003-2004	4 786	2 448	51	2 338	49	117	0	0	117	100
2004-2005	4 616	2 522	55	2 094	45	110	0	0	110	100
2005-2006	4 768	2 411	51	2 357	49	119	0	0	119	100
2006-2007	4 782	2 513	53	2 269	47	96	0	0	96	100
Colombie-Britannique										
2002-2003	4 164	1 522	37	2 642	63	387	187	48	200	52
2003-2004	3 513	378	11	3 135	89	620	82	13	538	87
2004-2005	3 186	416	13	2 770	87	390	80	21	310	79
2005-2006	3 169	402	13	2 767	87	257	57	22	200	78
2006-2007	3 526	416	12	3 110	88	205	51	25	154	75
Territoire du Yukon										
2002-2003	49	39	80	10	20	0	0	0	0	0
2003-2004	70	63	90	7	10	0	0	0	0	0
2004-2005	68 ^r	62 ^r	91	6	9	0	0	0	0	0
2005-2006	77 ^r	68 ^r	88 ^r	9 ^r	12 ^r	0	0	0	0	0
2006-2007	79	72	91	7	9	0	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest²										
2002-2003	..	.	...	..	...	.	.	...	.	...
2003-2004	..	.	...	..	...	.	.	...	.	...
2004-2005	..	.	...	18	...	.	.	...	.	...
2005-2006	28	.	...	28	100	.	.	...	.	...
2006-2007	33	.	...	33	100	.	.	...	.	...
Nunavut⁶										
2002-2003	49	0	0	49	100	.	.	...	.	...
2003-2004	42	0	0	42	100	.	.	...	.	...
2004-2005	270	120	44	150	56	.	.	...	.	...
2005-2006	25	0	0	25	100	.	.	...	.	...
2006-2007	0	0	...	0	...	.	.	...	.	...
Total										
2002-2003	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2003-2004	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2005-2006	39 738 ^r	14 277 ^r	36	25 461 ^r	64	2 672	939	35	1 733	65
2006-2007	37 309	13 976	37	23 333	63	2 926	1 325	45	1 601	55

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario, et dans les Territoires du Nord-Ouest les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

3. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

4. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.

5. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

6. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales/territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles - adultes.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 9**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile**

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Terre-Neuve-et-Labrador					
2002-2003	..	..	...	..	...
2003-2004	2 588	2 585	100	3	0
2004-2005	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard					
2002-2003	289	101	35	188	65
2003-2004	317	121	38	196	62
2004-2005	..	..	...	154	...
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse					
2002-2003	5 337	4 278	80	1 059	20
2003-2004	5 791	4 519	78	1 272	22
2004-2005	6 441	4 748	74	1 693	26
2005-2006	7 811	5 918	76	1 893	24
2006-2007	7 937	6 253	79	1 684	21
Nouveau-Brunswick²					
2002-2003	1 597	1 457	91	140	9
2003-2004	1 814	1 191	66	623	34
2004-2005	1 547	1 135	73	412	27
2005-2006	1 781	1 336	75	445	25
2006-2007	2 101	1 575	75	526	25
Québec³					
2002-2003	69 201	39 490	57	29 711	43
2003-2004	69 710	41 374	59	28 336	41
2004-2005	73 388	46 453	63	26 935	37
2005-2006	69 871	42 989	62	26 882	38
2006-2007	69 880	45 803	66	24 077	34
Ontario⁴					
2002-2003	131 972	60 623	46	71 349	54
2003-2004	137 702	58 557	43	79 145	57
2004-2005	129 202	51 138	40	78 064	60
2005-2006	138 768	52 320	38	86 448	62
2006-2007	134 841	53 686	40	81 155	60
Manitoba					
2002-2003	7 246	4 117	57	3 129	43
2003-2004	5 512	2 574	47	2 938	53
2004-2005	7 225	4 442	61	2 783	39
2005-2006	7 282	4 604	63	2 678	37
2006-2007	5 997	3 761	63	2 236	37
Saskatchewan					
2002-2003	3 608	3 461	96	147	4
2003-2004	3 838	3 597	94	241	6
2004-2005	3 920	3 768	96	152	4
2005-2006	4 377	4 225	97	152	3
2006-2007	4 457	4 250	95	207	5

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 9**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile (suite)**

Province ou territoire et année	Total des affaires civiles				
	Total	Avocats salariés			Avocats de pratique privée
	milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$	%
Alberta					
2002-2003	13 481	4 652	35	8 829	65
2003-2004	15 167	4 636	31	10 531	69
2004-2005	15 888	5 259	33	10 629	67
2005-2006	18 243	5 999	33	12 244	67
2006-2007	16 498	5 991	36	10 507	64
Colombie-Britannique					
2002-2003	29 772	9 889	33	19 883	67
2003-2004	21 601	3 409	16	18 192	84
2004-2005	15 321	3 546	23	11 775	77
2005-2006	17 525	3 394	19	14 131	81
2006-2007	19 278	3 392	18	15 886	82
Territoire du Yukon					
2002-2003	296	232	78	64	22
2003-2004	284	270	95	14	5
2004-2005	438 ^r	424 ^r	97	14	3
2005-2006	477 ^r	469 ^r	98 ^r	8	2 ^r
2006-2007	439	432	98	7	2
Territoires du Nord-Ouest					
2002-2003	..	..	...	..	...
2003-2004	..	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	302	...
2005-2006	1 054	806	76	248	24
2006-2007	956	766	80	190	20
Nunavut					
2002-2003	893	743	83	150	17
2003-2004	722	455	63	267	37
2004-2005	650	350	54	300	46
2005-2006	561	422	75	139	25
2006-2007	499	464	93	35	7
Total					
2002-2003	263 692	...	...	...	...
2003-2004	265 046	...	...	...	...
2004-2005	254 020^r	...	...	...	...
2005-2006	267 750^r	122 482^r	46	145 268	54
2006-2007	262 883	126 373	48	136 510	52

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 9

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile (suite)

Province ou territoire et année	Affaires civiles - droit de la famille					Autres affaires civiles				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$		%	milliers de \$	%	milliers de \$
Terre-Neuve-et-Labrador										
2002-2003	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-2005	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Île-du-Prince-Édouard										
2002-2003	202	101	50	101	50	87	0	0	87	100
2003-2004	317	121	38	196	62	...	...	...	...	...
2004-2005	..	..	...	154	...	...	...	...	...	...
2005-2006	..	..	...	..	...	...	...	...	...	...
2006-2007	..	..	...	..	...	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse										
2002-2003	5 337	4 278	80	1 059	20	0	0	...	0	...
2003-2004	5 791	4 519	78	1 272	22	0	0	...	0	...
2004-2005	6 441	4 748	74	1 693	26	0	0	...	0	...
2005-2006	7 811	5 918	76	1 893	24	0	0	...	0	...
2006-2007	7 937	6 253	79	1 684	21	0	0	...	0	...
Nouveau-Brunswick ²										
2002-2003	1 515	1 375	91	140	9	82	82	100	0	0
2003-2004	1 488	1 191	80	297	20	326	0	0	326	100
2004-2005	1 547	1 135	73	412	27	0	0	...	0	...
2005-2006	1 781	1 336	75	445	25	0	0	...	0	...
2006-2007	2 101	1 575	75	526	25	0	0	...	0	...
Québec ³										
2002-2003	48 770	27 543	56	21 227	44	20 431	11 947	58	8 484	42
2003-2004	48 972	29 207	60	19 765	40	20 738	12 167	59	8 571	41
2004-2005	52 663	33 148	63	19 515	37	20 725	13 305	64	7 420	36
2005-2006	50 314	30 427	60	19 887	40	19 557	12 562	64	6 995	36
2006-2007	50 906	32 613	64	18 293	36	18 974	13 190	70	5 784	30
Ontario ⁴										
2002-2003	..	..	...	47 584	...	..	..	...	23 765	...
2003-2004	..	..	...	52 547	...	..	..	...	26 599	...
2004-2005	54 868	2 809	5	52 059	95	74 334	48 329	65	26 005	35
2005-2006	58 775	2 742	5	56 033	95	79 993	49 578	62	30 415	38
2006-2007	57 436	2 926	5	54 510	95	77 405	50 760	66	26 645	34
Manitoba										
2002-2003	7 246	4 117	57	3 129	43	...	...	...	...	...
2003-2004	5 512	2 574	47	2 938	53	...	...	...	...	...
2004-2005	7 225	4 442	61	2 783	39	...	...	...	...	...
2005-2006	7 282	4 604	63	2 678	37	...	...	...	...	...
2006-2007	5 997	3 761	63	2 236	37	...	...	...	...	...
Saskatchewan										
2002-2003	3 605	3 458	96	147	4	3	3	100	0	0
2003-2004	3 835	3 594	94	241	6	3	3	100	0	0
2004-2005	3 911	3 759	96	152	4	9	9	100	0	0
2005-2006	4 371	4 219	97	152	3	6	6	100	0	0
2006-2007	4 453	4 246	95	207	5	4	4	100	0	0

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 9**Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique¹ au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile (suite)**

Province ou territoire et année	Affaires civiles - droit de la famille					Autres affaires civiles				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		milliers de \$	milliers de \$	%	milliers de \$		%	milliers de \$	%	milliers de \$
Alberta										
2002-2003	..	..	...	6 754	...	6 727	4 652	69	2 075	31
2003-2004	..	..	...	8 056	...	7 111	4 636	65	2 475	35
2004-2005	..	..	...	9 141	...	6 747	5 259	78	1 488	22
2005-2006	16 133	5 603	35	10 530	65	2 110	396	19	1 714	81
2006-2007	14 960	5 924	40	9 036	60	1 538	67	4	1 471	96
Colombie-Britannique										
2002-2003	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-2004	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	16 931	2 289	14	14 642	86	2 347	1 103	47	1 244	53
Territoire du Yukon										
2002-2003	277	214	77	63	23	19	18	95	1	5
2003-2004	255	243	95	12	5	29	27	93	2	7
2004-2005	256 ^r	243 ^r	95	13	5	182 ^r	181 ^r	99 ^r	1	1 ^r
2005-2006	270 ^r	265 ^r	98	5	2	207 ^r	204 ^r	99 ^r	3	1 ^r
2006-2007	281	274	98	7	2	158	158	100	0	0
Territoires du Nord-Ouest										
2002-2003	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-2004	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	267	...	..	..	...	35	...
2005-2006	1 034	806	78	228	22	20	..	...	20	100
2006-2007	934	766	82	168	18	22	..	...	22	100
Nunavut										
2002-2003	871	743	85	128	15	22	0	0	22	100
2003-2004	722	455	63	267	37	0	0	...	0	...
2004-2005	570	350	61	220	39	80	0	0	80	100
2005-2006	561	422	75	139	25	0	0	...	0	...
2006-2007	452	422	93	30	7	47	42	89	5	11
Total										
2002-2003	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2003-2004	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2005-2006	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2006-2007	162 388	61 049	38	101 339	62	100 495	65 324	65	35 171	35

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

3. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2006-2007, ces cliniques ont engagé 94 % des dépenses en services juridiques directs pour d'autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 10
Total des demandes d'aide juridique^{1,2} par type d'affaire

Province ou territoire et année	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation	Total	Variation	Pourcent	Total	Variation	Pourcent
	nbre	en pourcent	nbre	en pourcent	du total	nbre	en pourcent	du total
		%		%	%		%	%
Terre-Neuve-et-Labrador³								
2002-2003	13 698	19	10 969	25	80	2 729	-2	20
2003-2004	8 834	...	4 572	...	52	4 262	...	48
2004-2005	..	...	..	...	...	..	...	...
2005-2006	..	...	..	...	...	..	...	...
2006-2007	..	...	..	...	...	..	...	...
Île-du-Prince-Édouard								
2002-2003	.	...	.	...	...	.	...	...
2003-2004	.	...	.	...	...	.	...	...
2004-2005	.	...	.	...	...	.	...	...
2005-2006	.	...	.	...	...	.	...	...
2006-2007	.	...	.	...	...	.	...	...
Nouvelle-Écosse⁴								
2002-2003	18 674	...	10 810	...	58	7 864	...	42
2003-2004	18 650	0	10 965	1	59	7 685	-2	41
2004-2005	19 458	4	11 429	4	59	8 029	4	41
2005-2006	19 948	3	11 913	4	60	8 035	0	40
2006-2007	20 327	2	12 915	8	64	7 412	-8	36
Nouveau-Brunswick								
2002-2003	2 382	-3	2 038	-4	86	344	-2	14
2003-2004	2 507	5	2 129	4	85	378	10	15
2004-2005	2 220	-11	1 838	-14	83	382	1	17
2005-2006	2 321	5	1 964	7	85	357	-7	15
2006-2007	2 499	8	2 117	8	85	382	7	15
Québec								
2002-2003	266 037	1	112 402	2	42	153 635	0	58
2003-2004	263 658	-1	112 229	0	43	151 429	-1	57
2004-2005	257 949	-2	113 420	1	44	144 529	-5	56
2005-2006	261 504	1	116 729	3	45	144 775	0	55
2006-2007	259 594	-1	120 924	4	47	138 670	-4	53
Ontario⁵								
2002-2003	362 586	1	..	...	...	..	...	...
2003-2004	341 492	-6	..	...	...	..	...	...
2004-2005	329 000	...	80 000	...	24	249 000	...	76
2005-2006	347 687	6	85 535	7	25	262 152	5	75
2006-2007	337 988	-3	86 282	1	26	251 706	-4	74
Manitoba⁶								
2002-2003	21 199	-1	11 449	0	54	9 750	-3	46
2003-2004	19 091	-10	10 788	-6	57	8 303	-15	43
2004-2005	25 620	34	16 771	55	65	8 849	7	35
2005-2006	27 546	8	18 741	12	68	8 805	0	32
2006-2007	23 494	-15	15 548	-17	66	7 946	-10	34
Saskatchewan								
2002-2003	21 946	-1	16 001	-4	73	5 945	7	27
2003-2004	22 450	2	16 540	3	74	5 910	-1	26
2004-2005	23 184	3	17 029	3	73	6 155	4	27
2005-2006	23 801	3	17 749	4	75	6 052	-2	25
2006-2007	22 585	-5	17 584	-1	78	5 001	-17	22
Alberta								
2002-2003	50 533	5	34 826	5	69	15 707	4	31
2003-2004	50 544	0	34 274	-2	68	16 270	4	32
2004-2005	53 985	7	34 987	2	65	18 998	17	35
2005-2006	52 385	-3	36 764	5	70	15 621	-18	30
2006-2007	49 008	-6	36 015	-2	73	12 993	-17	27

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 10

Total des demandes d'aide juridique^{1,2} par type d'affaire (suite)

Province ou territoire et année	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation	Total	Variation	Pourcent	Total	Variation	Pourcent
	nbre	en pourcent	nbre	en pourcent	du total	nbre	en pourcent	du total
		%		%	%		%	%
Colombie-Britannique⁷								
2002-2003	53 606	-42	28 837	-14	54	24 769	-58	46
2003-2004	42 176	-21	28 821	0	68	13 355	-46	32
2004-2005	39 749	-6	27 823	-3	70	11 926	-11	30
2005-2006	41 184	4	28 381	2	69	12 803	7	31
2006-2007	41 722	1	29 024	2	70	12 698	-1	30
Territoire du Yukon⁸								
2002-2003	1 438	4	1 077	11	75	361	-12	25
2003-2004	1 388 r	-3 r	956 r	-11 r	69 r	432 r	20 r	31 r
2004-2005	1 439 r	4 r	982 r	3 r	68 r	457 r	6 r	32 r
2005-2006	1 442 r	0 r	943 r	-4 r	65 r	499 r	9 r	35 r
2006-2007	1 467	2	1 095	16	75	372	-25	25
Territoires du Nord-Ouest⁹								
2002-2003	1 376	20	711	32	52	665	9	48
2003-2004	1 517	10	835	17	55	682	3	45
2004-2005	1 433	-6	770	-8	54	663	-3	46
2005-2006	1 522	6	848	10	56	674	2	44
2006-2007	1 455	-4	788	-7	54	667	-1	46
Nunavut¹⁰								
2002-2003	550	-34	288	-40	52	262	-25	48
2003-2004	652	19	361	25	55	291	11	45
2004-2005	805	23	488	35	61	317	9	39
2005-2006	837	4	376	-23	45	461	45	55
2006-2007	862	3	435	16	50	427	-7	50
Total								
2002-2003	814 025	...	...	...	...	...	...	...
2003-2004	772 959 r	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	754 842 r	...	305 537 r	...	40	449 305 r	...	60
2005-2006	780 177 r	3	319 943	5	41	460 234 r	2	59
2006-2007	761 001	-2	322 727	1	42	438 274	-5	58

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.

3. Une modification de la méthode de déclaration a entraîné une diminution du nombre de demandes d'aide juridique à Terre-Neuve-et-Labrador en 2003-2004. Les chiffres antérieurs à 2003-2004 reflètent le nombre d'accusations associées aux demandes d'aide juridique. À partir de 2003-2004, seules les accusations les plus graves servent au calcul du nombre total de demandes. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2003-2004.

4. En 2002-2003, la Nouvelle-Écosse a cessé de déclarer les services d'avocats nommés d'office sous le total des demandes d'aide juridique. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée.

5. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2006-2007, le régime d'aide juridique a reçu 141 757 demandes écrites de services offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 196 231 services liés à des causes et services.

6. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte des demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

7. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.

8. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.

9. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

10. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 11
Total des demandes d'aide juridique^{1,2} par type d'affaire criminelle ou civile

Province ou territoire et année	Demandes total nbre	Affaires criminelles						
		Total nbre	Adultes		Jeunes		Lois provinciales	
			nbre	%	nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador³								
2002-2003	13 698	10 969	7 458	68	3 511	32	.	...
2003-2004	8 834	4 572	3 628	79	944	21	.	...
2004-2005	..	..	..	...	..	...	.	...
2005-2006	..	..	..	...	..	...	.	...
2006-2007	..	..	..	...	..	...	.	...
Île-du-Prince-Édouard								
2002-2003	.	.	.	...	.	...	.	...
2003-2004	.	.	.	...	.	...	.	...
2004-2005	.	.	.	...	.	...	.	...
2005-2006	.	.	.	...	.	...	.	...
2006-2007	.	.	.	...	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse⁴								
2002-2003	18 674	10 810	8 320	77	2 416	22	74	1
2003-2004	18 650	10 965	8 828	81	2 027	18	110	1
2004-2005	19 458	11 429	9 207	81	2 118	19	104	1
2005-2006	19 948	11 913	9 327	78	2 469	21	117	1
2006-2007	20 327	12 915	10 035	78	2 823	22	57	0
Nouveau-Brunswick								
2002-2003	2 382	2 038	1 701	83	206	10	131	6
2003-2004	2 507	2 129	1 783	84	196	9	150	7
2004-2005	2 220	1 838	1 594	87	147	8	97	5
2005-2006	2 321	1 964	1 751	89	212	11	1	0
2006-2007	2 499	2 117	1 926	91	191	9	0	0
Québec								
2002-2003	266 037	112 402	91 628	82	13 538	12	7 236	6
2003-2004	263 658	112 229	92 343	82	12 880	11	7 006	6
2004-2005	257 949	113 420	93 884	83	13 259	12	6 277	6
2005-2006	261 504	116 729	96 346	83	12 909	11	7 474	6
2006-2007	259 594	120 924	100 089	83	13 341	11	7 494	6
Ontario⁵								
2002-2003	362 586	..	..	...	..	...	..	...
2003-2004	341 492	..	..	...	..	...	..	...
2004-2005	329 000	80 000	69 136	86	10 581	13	283	0
2005-2006	347 687	85 535	73 822	86	11 364	13	349	0
2006-2007	337 988	86 282	73 977	86	11 927	14	378	0
Manitoba⁶								
2002-2003	21 199	11 449	9 503	83	1 946	17	.	...
2003-2004	19 091	10 788	9 104	84	1 684	16	.	...
2004-2005	25 620	16 771	13 746	82	3 025	18	.	...
2005-2006	27 546	18 741	15 316	82	3 425	18	.	...
2006-2007	23 494	15 548	12 393	80	3 155	20	.	...
Saskatchewan								
2002-2003	21 946	16 001	12 393	77	3 598	22	10	0
2003-2004	22 450	16 540	13 118	79	3 404	21	18	0
2004-2005	23 184	17 029	13 551	80	3 466	20	12	0
2005-2006	23 801	17 749	13 937	79	3 802	21	10	0
2006-2007	22 585	17 584	13 660	78	3 906	22	18	0
Alberta								
2002-2003	50 533	34 826	27 396	79	7 142	21	288	1
2003-2004	50 544	34 274	28 000	82	6 028	18	246	1
2004-2005	53 985	34 987	28 670	82	5 709	16	608	2
2005-2006	52 385	36 764	30 290	82	5 898	16	576	2
2006-2007	49 008	36 015	29 698	82	5 662	16	655	2

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 11**Total des demandes d'aide juridique^{1,2} par type d'affaire criminelle ou civile (suite)**

Province ou territoire et année	Demandes total nbre	Total nbre	Affaires criminelles					
			Adultes		Jeunes		Lois provinciales	
			nbre	%	nbre	%	nbre	%
Colombie-Britannique⁷								
2002-2003	53 606	28 837	23 896	83	4 263	15	678	2
2003-2004	42 176	28 821	24 632	85	3 389	12	800	3
2004-2005	39 749	27 823	23 915	86	3 219	12	689	2
2005-2006	41 184	28 381	24 640	87	3 241	11	500	2
2006-2007	41 722	29 024	25 375	87	3 212	11	437	2
Territoire du Yukon⁸								
2002-2003	1 438	1 077	872	81	205	19	0	0
2003-2004	1 388	956	893	93	63	7	0	0
2004-2005	1 439	982	872	89	110	11	0	0
2005-2006	1 442	943	836	89	107	11	0	0
2006-2007	1 467	1 095	943	86	152	14	0	0
Territoires du Nord-Ouest⁹								
2002-2003	1 376	711	625	88	86	12	..	...
2003-2004	1 517	835	779	93	56	7	..	...
2004-2005	1 433	770	695	90	75	10	..	...
2005-2006	1 522	848	742	88	106	13	..	...
2006-2007	1 455	788	721	91	67	9	..	...
Nunavut¹⁰								
2002-2003	550	288	269	93	19	7	..	...
2003-2004	652	361	349	97	12	3	..	...
2004-2005	805	488	466	95	22	5	..	...
2005-2006	837	376	359	95	11	3	6	2
2006-2007	862	435	420	97	15	3	0	0
Total								
2002-2003	814 025	...	...	...	...	...	...	...
2003-2004	772 959	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	754 842	305 537	255 736	84	41 731	14	8 070	3
2005-2006	780 177	319 943	267 366	84	43 544	14	9 033	3
2006-2007	761 001	322 727	269 237	83	44 451	14	9 039	3

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 11

Total des demandes d'aide juridique^{1,2} par type d'affaire criminelle ou civile (suite)

Province ou territoire et année	Total nbre	Affaires civiles			
		Droit de la famille		Autres	
		nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador³					
2002-2003	2 729	..	...	..	...
2003-2004	4 262	4 216	99	46	1
2004-2005	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard					
2002-2003	.	.	...	.	...
2003-2004	.	.	...	.	...
2004-2005	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse⁴					
2002-2003	7 864	7 372	94	492	6
2003-2004	7 685	7 240	94	445	6
2004-2005	8 029	7 547	94	482	6
2005-2006	8 035	7 513	94	522	6
2006-2007	7 412	7 015	95	397	5
Nouveau-Brunswick					
2002-2003	344	153	44	191	56
2003-2004	378	378	100	0	0
2004-2005	382	382	100	0	0
2005-2006	357	357	100	0	0
2006-2007	382	382	100	0	0
Québec					
2002-2003	153 635	95 193	62	58 442	38
2003-2004	151 429	94 902	63	56 527	37
2004-2005	144 529	90 809	63	53 720	37
2005-2006	144 775	90 741	63	54 034	37
2006-2007	138 670	86 503	62	52 167	38
Ontario⁵					
2002-2003	..	..	...	..	...
2003-2004	..	..	...	..	...
2004-2005	249 000	39 054	16	209 946	84
2005-2006	262 152	44 385	17	217 767	83
2006-2007	251 706	41 506	16	210 200	84
Manitoba⁶					
2002-2003	9 750	9 750	100	..	...
2003-2004	8 303	8 303	100	..	...
2004-2005	8 849	8 849	100	..	...
2005-2006	8 805	8 805	100	..	...
2006-2007	7 946	7 946	100	..	...
Saskatchewan					
2002-2003	5 945	5 942	100	3	0
2003-2004	5 910	5 898	100	12	0
2004-2005	6 155	6 147	100	8	0
2005-2006	6 052	6 049	100	3	0
2006-2007	5 001	4 999	100	2	0
Alberta					
2002-2003	15 707	14 496	92	1 211	8
2003-2004	16 270	15 029	92	1 241	8
2004-2005	18 998	16 566	87	2 432	13
2005-2006	15 621	14 450	93	1 171	7
2006-2007	12 993	11 711	90	1 282	10

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 11

Total des demandes d'aide juridique^{1,2} par type d'affaire criminelle ou civile (suite)

Province ou territoire et année	Affaires civiles				
	Total nbre	Droit de la famille nbre %		Autres nbre %	
Colombie-Britannique⁷					
2002-2003	24 769	11 029	45	13 740	55
2003-2004	13 355	11 294	85	2 061	15
2004-2005	11 926	10 932	92	994	8
2005-2006	12 803	11 769	92	1 034	8
2006-2007	12 698	11 499	91	1 199	9
Territoire du Yukon⁸					
2002-2003	361	342	95	19	5
2003-2004	432 ^r	395 ^r	91 ^r	37 ^r	9 ^r
2004-2005	457 ^r	344 ^r	75 ^r	113 ^r	25 ^r
2005-2006	499 ^r	311	62 ^r	188 ^r	38 ^r
2006-2007	372	321	86	51	14
Territoires du Nord-Ouest⁹					
2002-2003	665	612	92	53	8
2003-2004	682	624	91	58	9
2004-2005	663	637	96	26	4
2005-2006	674	627	93	47	7
2006-2007	667	621	93	46	7
Nunavut¹⁰					
2002-2003	262	246	94	16	6
2003-2004	291	267	92	24	8
2004-2005	317	296	93	21	7
2005-2006	461	374	81	87	19
2006-2007	427	367	86	60	14
Total					
2002-2003	...	...	...	...	...
2003-2004	...	...	...	...	...
2004-2005	449 305 ^r	181 563 ^r	40	267 742 ^r	60
2005-2006	460 234 ^r	185 381	40	274 853 ^r	60
2006-2007	438 274	172 870	39	265 404	61

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.

3. Une modification de la méthode de déclaration a entraîné une diminution du nombre de demandes d'aide juridique à Terre-Neuve-et-Labrador en 2003-2004. Les chiffres antérieurs à 2003-2004 reflètent le nombre d'accusations associées aux demandes d'aide juridique. À partir de 2003-2004, seules les accusations les plus graves servent au calcul du nombre total de demandes.

4. En 2002-2003, la Nouvelle-Écosse a cessé de déclarer les services d'avocats nommés d'office sous le total des demandes d'aide juridique.

5. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2006-2007, le régime d'aide juridique a reçu 57 513 demandes écrites de services civils offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 196 231 services liés à des causes et services de préparation, de conseil et de renvoi, dont 97 % avaient rapport à d'autres affaires civiles. En 2005-2006, l'Ontario a modifié sa méthode de calcul du nombre total de demandes. Les chiffres ne peuvent donc pas être comparés à ceux des années antérieures.

6. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte des demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

7. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.

8. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demande de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.

9. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaisent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

10. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence. Les chiffres relatifs à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique¹ approuvées par type d'affaire

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ²			Affaires criminelles ³			Taux pour 1 000 habitants ⁴
	Total nbre	Pourcent de variation %	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires criminelles nbre	Pourcent de variation %	Pourcent du total %	
Terre-Neuve-et-Labrador							
2002-2003	4 731	4	9	3 049	15	64	6
2003-2004	4 849	2	9	3 119	2	64	6
2004-2005	..	...	...	..	...	...	...
2005-2006	..	...	...	..	...	...	...
2006-2007	..	...	...	..	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard⁵							
2002-2003	1 478	7	11	1 187	5	80	9
2003-2004	1 265	-14	9	1 043	-12	82	8
2004-2005	1 496	18	11	1 167	12	78	8
2005-2006	..	...	...	..	...	...	...
2006-2007	..	...	...	..	...	...	...
Nouvelle-Écosse							
2002-2003	14 685	-1	16	9 404	0	64	10
2003-2004	14 847	1	16	9 680	3	65	10
2004-2005	15 576	5	17	9 965	3	64	11
2005-2006	15 951	2	17	10 453	5	66	11
2006-2007	16 580	4	18	11 278	8	68	12
Nouveau-Brunswick							
2002-2003	1 914	14	3	1 638	17	86	2
2003-2004	1 635	-15	2	1 373	-16	84	2
2004-2005	1 361	-17	2	1 097	-20	81	1
2005-2006	1 526	12	2	1 266	15	83	2
2006-2007	1 669	9	2	1 402	11	84	2
Québec							
2002-2003	219 570	1	29	89 925	3	41	12
2003-2004	217 268	-1	29	89 824	0	41	12
2004-2005	213 302	-2	28	91 889	2	43	12
2005-2006	215 955	1	28	94 088	2	44	12
2006-2007	214 836	-1	28	97 722	4	45	13
Ontario							
2002-2003	137 693	-5	11	61 076	-3	44	5
2003-2004	121 700	-12	10	60 775	0	50	5
2004-2005	122 916	...	10	61 111	...	50	5
2005-2006	128 890	5	10	66 380	9	52	5
2006-2007	129 003	0	10	66 733	1	52	5
Manitoba⁶							
2002-2003	22 498	...	19	14 272	...	63	12
2003-2004	20 508	-9	18	13 760	-4	67	12
2004-2005	21 985	7	19	15 229	11	69	13
2005-2006	23 547	7	20	16 958	11	72	14
2006-2007	21 126	-10	18	14 844	-12	70	13
Saskatchewan							
2002-2003	19 119	-8	19	14 197	-9	74	14
2003-2004	19 151	0	19	14 442	2	75	15
2004-2005	19 828	4	20	14 900	3	75	15
2005-2006	20 417	3	21	15 590	5	76	16
2006-2007	19 208	-6	19	15 245	-2	79	15

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique¹ approuvées par type d'affaire (suite)

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ²			Affaires criminelles ³			Taux pour 1 000 habitants ⁴
	Total nbre	Pourcent de variation %	Taux pour 1 000 habitants ⁴	Total des affaires criminelles nbre	Pourcent de variation %	Pourcent du total %	
Alberta							
2002-2003	37 822	4	12	27 711	4	73	9
2003-2004	36 889	-2	12	26 765	-3	73	8
2004-2005	40 410	10	13	27 140	1	67	8
2005-2006	37 474	-7	12	27 815	2	74	9
2006-2007	35 861	-4	11	27 798	0	78	8
Colombie-Britannique⁷							
2002-2003	31 537	-33	8	21 970	-10	70	5
2003-2004	30 083	-5	7	21 828	-1	73	5
2004-2005	28 518	-5	7	21 404	-2	75	5
2005-2006	29 925	5	7	22 048	3	74	5
2006-2007	30 441	2	7	22 602	3	74	5
Territoire du Yukon⁸							
2002-2003	1 391	45	46	1 056	53	76	35
2003-2004	1 284 ^r	-8 ^r	42 ^r	933 ^r	-12 ^r	73 ^r	31 ^r
2004-2005	1 373 ^r	7 ^r	44 ^r	968 ^r	4 ^r	71 ^r	31 ^r
2005-2006	1 258 ^r	-8 ^r	40 ^r	904	-7 ^r	72 ^r	29 ^r
2006-2007	1 406	12	45	1 083	20	77	35
Territoires du Nord-Ouest⁹							
2002-2003	1 169	49	28	697	52	60	17
2003-2004	1 074	-8	25	670	-4	62	16
2004-2005	1 354	26	32	916	37	68	21
2005-2006	1 134	-16	27 ^r	833	-9	73	20 ^r
2006-2007	1 364	20	33	959	15	70	23
Nunavut¹⁰							
2002-2003	369	-52	13	258	-43	70	9
2003-2004	628	70	22	361	40	57	12
2004-2005	603	-4	20	494	37	82	17
2005-2006	837	39	28	376	-24	45	13
2006-2007	530	-37	17	387	3	73	13
Total							
2002-2003	493 976	...	16	246 440	...	50	8
2003-2004	471 181 ^r	-5	15	244 573 ^r	-1	52	8
2004-2005	468 722 ^r	...	15	246 280 ^r	...	53	8
2005-2006	476 914 ^r	...	15	256 711	...	54	8
2006-2007	472 024	-1	14	260 053	1	55	8

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique¹ approuvées par type d'affaire (suite)

Province ou territoire et année	Affaires civiles ³			Taux pour 1,000 habitants ⁴
	Total des affaires civiles nbre	Pourcent de variation %	Pourcent du total %	
Terre-Neuve-et-Labrador				
2002-2003	1 682	-10	36	3
2003-2004	1 730	3	36	3
2004-2005	..	...	...	...
2005-2006	..	...	...	...
2006-2007	..	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard⁵				
2002-2003	291	15	20	2
2003-2004	222	-24	18	2
2004-2005	329	48	22	2
2005-2006	..	...	...	...
2006-2007	..	...	...	...
Nouvelle-Écosse				
2002-2003	5 281	-1	36	6
2003-2004	5 167	-2	35	6
2004-2005	5 611	9	36	6
2005-2006	5 498	-2	34	6
2006-2007	5 302	-4	32	6
Nouveau-Brunswick				
2002-2003	276	1	14	0
2003-2004	262	-5	16	0
2004-2005	264	1	19	0
2005-2006	260	-2	17	0
2006-2007	267	3	16	0
Québec				
2002-2003	129 645	0	59	17
2003-2004	127 444	-2	59	17
2004-2005	121 413	-5	57	16
2005-2006	121 867	0	56	16
2006-2007	117 114	-4	55	15
Ontario				
2002-2003	76 617	-7	56	6
2003-2004	60 925	-20	50	5
2004-2005	61 805	...	50	5
2005-2006	62 510	1	48	5
2006-2007	62 270	0	48	5
Manitoba⁶				
2002-2003	8 226	...	37	7
2003-2004	6 748	-18	33	6
2004-2005	6 756	0	31	6
2005-2006	6 589	-2	28	6
2006-2007	6 282	-5	30	5
Saskatchewan				
2002-2003	4 922	-3	26	5
2003-2004	4 709	-4	25	5
2004-2005	4 928	5	25	5
2005-2006	4 827	-2	24	5
2006-2007	3 963	-18	21	4

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique¹ approuvées par type d'affaire (suite)

Province ou territoire et année	Affaires civiles ³			Taux pour 1,000 habitants ⁴
	Total des affaires civiles nbre	Pourcent de variation %	Pourcent du total %	
Alberta				
2002-2003	10 111	3	27	3
2003-2004	10 124	0	27	3
2004-2005	13 270	31	33	4
2005-2006	9 659	-27	26	3
2006-2007	8 063	-17	22	2
Colombie-Britannique⁷				
2002-2003	9 567	-58	30	2
2003-2004	8 255	-14	27	2
2004-2005	7 114	-14	25	2
2005-2006	7 877	11	26	2
2006-2007	7 839	0	26	2
Territoire du Yukon⁸				
2002-2003	335	25	24	11
2003-2004	351 ^r	5 ^r	27 ^r	11 ^r
2004-2005	405 ^r	15 ^r	29 ^r	13 ^r
2005-2006	354 ^r	-13 ^r	28 ^r	11 ^r
2006-2007	323	-9	23	10
Territoires du Nord-Ouest⁹				
2002-2003	472	47	40	11
2003-2004	404	-14	38	10
2004-2005	438	8	32	10
2005-2006	301	-31	27	7
2006-2007	405	35	30	10
Nunavut¹⁰				
2002-2003	111	-64	30	4
2003-2004	267	141	43	9
2004-2005	109	-59	18	4
2005-2006	461	323	55	15
2006-2007	143	-69	27	5
Total				
2002-2003	247 536	...	50	8
2003-2004	226 608^r	-8	48	7
2004-2005	222 442^r	...	47	7
2005-2006	220 203^r	...	46	7
2006-2007	211 971	-4	45	6

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.

3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

4. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2002 et 2003; estimations postcensitaires mises à jour pour 2004 et 2005; et estimations postcensitaires provisoires pour 2006.

5. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.

6. L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet). La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

7. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.

8. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.

9. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

10. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 13**Demandes d'aide juridique¹ approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire**

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ²				
	Total nbre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador					
2002-2003	4 731	4 716	100	15	0
2003-2004	4 849	4 839	100	10	0
2004-2005	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard⁴					
2002-2003	1 478	1 141	77	337	23
2003-2004	1 265	1 009	80	256	20
2004-2005	1 496	1 269	85	227	15
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse					
2002-2003	14 685	11 592	79	3 093	21
2003-2004	14 847	11 509	78	3 338	22
2004-2005	15 576	11 787	76	3 789	24
2005-2006	15 951	12 146	76	3 805	24
2006-2007	16 580	12 964	78	3 616	22
Nouveau-Brunswick⁵					
2002-2003	1 914	7	0	1 907	100
2003-2004	1 635	14	1	1 621	99
2004-2005	1 361	740	54	621	46
2005-2006	1 526	866	57	660	43
2006-2007	1 669	925	55	744	45
Québec					
2002-2003	219 570	104 490	48	115 080	52
2003-2004	217 268	100 377	46	116 891	54
2004-2005	213 302	97 734	46	115 568	54
2005-2006	215 955	98 612	46	117 343	54
2006-2007	214 836	98 889	46	115 947	54
Ontario⁶					
2002-2003	137 693	32 007	23	105 686	77
2003-2004	121 700	16 744	14	104 956	86
2004-2005	122 916	17 254	14	105 662	86
2005-2006	128 890	17 872	14	111 018	86
2006-2007	129 003	19 902	15	109 101	85
Manitoba⁷					
2002-2003	22 498	9 127	41	13 371	59
2003-2004	20 508	8 995	44	11 513	56
2004-2005	21 985	9 882	45	12 103	55
2005-2006	23 547	10 563	45	12 984	55
2006-2007	21 126	9 328	44	11 798	56
Saskatchewan					
2002-2003	19 119	18 316	96	803	4
2003-2004	19 151	18 209	95	942	5
2004-2005	19 828	18 493	93	1 335	7
2005-2006	20 417	19 281	94	1 136	6
2006-2007	19 208	17 861	93	1 347	7

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 13**Demandes d'aide juridique¹ approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire** (suite)

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées ²				
	Total nbre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		nbre	%	nbre	%
Alberta					
2002-2003	37 822	5 633	15	32 189	85
2003-2004	36 889	4 742	13	32 147	87
2004-2005	40 410	5 371	13	35 039	87
2005-2006	37 474	4 498	12	32 976	88
2006-2007	35 861	3 771	11	32 090	89
Colombie-Britannique⁸					
2002-2003	31 537	2 080	7	29 457	93
2003-2004	30 083	1 129	4	28 954	96
2004-2005	28 518	1 112	4	27 406	96
2005-2006	29 925	1 052	4	28 873	96
2006-2007	30 441	919	3	29 522	97
Territoire du Yukon⁹					
2002-2003	1 391	1 211	87	180	13
2003-2004	1 284 †	1 137 †	89	147 †	11
2004-2005	1 373 †	1 280 †	93 †	93 †	7 †
2005-2006	1 258 †	1 150 †	91	108	9
2006-2007	1 406	1 310	93	96	7
Territoires du Nord-Ouest¹⁰					
2002-2003	1 169	311	27	858	73
2003-2004	1 074	612	57	462	43
2004-2005	1 354	507	37	847	63
2005-2006	1 134	387	34	747	66
2006-2007	1 364	419	31	945	69
Nunavut¹¹					
2002-2003	369	227	62	142	38
2003-2004	628	300	48	328	52
2004-2005	603	300	50	303	50
2005-2006	837	694	83	143	17
2006-2007	530	343	65	187	35
Total					
2002-2003	493 976	190 858	39	303 118	61
2003-2004	471 181 †	169 616 †	36	301 565 †	64
2004-2005	468 722 †	165 729 †	35	302 993 †	65
2005-2006	476 914 †	167 121 †	35	309 793	65
2006-2007	472 024	166 631	35	305 393	65

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 13

Demandes d'aide juridique¹ approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire (suite)

Province ou territoire et année	Affaires criminelles ³					Affaires civiles ³				
	Total nbre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total nbre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		nbre	%	nbre	%		nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador										
2002-2003	3 049	3 037	100	12	0	1 682	1 679	100	3	0
2003-2004	3 119	3 111	100	8	0	1 730	1 728	100	2	0
2004-2005	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard⁴										
2002-2003	1 187	1 084	91	103	9	291	57	20	234	80
2003-2004	1 043	967	93	76	7	222	42	19	180	81
2004-2005	1 167	1 057	91	110	9	329	212	64	117	36
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse										
2002-2003	9 404	7 834	83	1 570	17	5 281	3 758	71	1 523	29
2003-2004	9 680	8 003	83	1 677	17	5 167	3 506	68	1 661	32
2004-2005	9 965	8 390	84	1 575	16	5 611	3 397	61	2 214	39
2005-2006	10 453	8 555	82	1 898	18	5 498	3 591	65	1 907	35
2006-2007	11 278	9 384	83	1 894	17	5 302	3 580	68	1 722	32
Nouveau-Brunswick⁵										
2002-2003	1 638	7	0	1 631	100	276	0	0	276	100
2003-2004	1 373	14	1	1 359	99	262	0	0	262	100
2004-2005	1 097	643	59	454	41	264	97	37	167	63
2005-2006	1 266	778	61	488	39	260	88	34	172	66
2006-2007	1 402	825	59	577	41	267	100	37	167	63
Québec										
2002-2003	89 925	32 982	37	56 943	63	129 645	71 508	55	58 137	45
2003-2004	89 824	30 759	34	59 065	66	127 444	69 618	55	57 826	45
2004-2005	91 889	30 908	34	60 981	66	121 413	66 826	55	54 587	45
2005-2006	94 088	31 248	33	62 840	67	121 867	67 364	55	54 503	45
2006-2007	97 722	34 190	35	63 532	65	117 114	64 699	55	52 415	45
Ontario⁶										
2002-2003	61 076	47	0	61 029	100	76 617	31 960	42	44 657	58
2003-2004	60 775	41	0	60 734	100	60 925	16 703	27	44 222	73
2004-2005	61 111	312	1	60 799	99	61 805	16 942	27	44 863	73
2005-2006	66 380	885	1	65 495	99	62 510	16 987	27	45 523	73
2006-2007	66 733	947	1	65 786	99	62 270	18 955	30	43 315	70
Manitoba⁷										
2002-2003	14 272	6 108	43	8 164	57	8 226	3 019	37	5 207	63
2003-2004	13 760	6 026	44	7 734	56	6 748	2 969	44	3 779	56
2004-2005	15 229	6 419	42	8 810	58	6 756	3 463	51	3 293	49
2005-2006	16 958	7 252	43	9 706	57	6 589	3 311	50	3 278	50
2006-2007	14 844	5 490	37	9 354	63	6 282	3 838	61	2 444	39
Saskatchewan										
2002-2003	14 197	13 574	96	623	4	4 922	4 742	96	180	4
2003-2004	14 442	13 698	95	744	5	4 709	4 511	96	198	4
2004-2005	14 900	13 822	93	1 078	7	4 928	4 671	95	257	5
2005-2006	15 590	14 651	94	939	6	4 827	4 630	96	197	4
2006-2007	15 245	14 160	93	1 085	7	3 963	3 701	93	262	7

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 13

Demandes d'aide juridique¹ approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire (suite)

Province ou territoire et année	Affaires criminelles ³					Affaires civiles ³				
	Total nbre	Avocats salariés nbre	%	Avocats de pratique privée nbre	%	Total nbre	Avocats salariés nbre	%	Avocats de pratique privée nbre	%
Alberta										
2002-2003	27 711	2 970	11	24 741	89	10 111	2 663	26	7 448	74
2003-2004	26 765	2 334	9	24 431	91	10 124	2 408	24	7 716	76
2004-2005	27 140	2 370	9	24 770	91	13 270	3 001	23	10 269	77
2005-2006	27 815	2 301	8	25 514	92	9 659	2 197	23	7 462	77
2006-2007	27 798	2 144	8	25 654	92	8 063	1 627	20	6 436	80
Colombie-Britannique⁸										
2002-2003	21 970	780	4	21 190	96	9 567	1 300	14	8 267	86
2003-2004	21 828	425	2	21 403	98	8 255	704	9	7 551	91
2004-2005	21 404	446	2	20 958	98	7 114	666	9	6 448	91
2005-2006	22 048	408	2	21 640	98	7 877	644	8	7 233	92
2006-2007	22 602	361	2	22 241	98	7 839	558	7	7 281	93
Territoire du Yukon⁹										
2002-2003	1 056	935	89	121	11	335	276	82	59	18
2003-2004	933 ^r	822 ^r	88 ^r	111 ^r	12 ^r	351 ^r	315 ^r	90 ^r	36 ^r	10 ^r
2004-2005	968 ^r	885 ^r	91 ^r	83 ^r	9 ^r	405 ^r	395 ^r	98 ^r	10 ^r	2 ^r
2005-2006	904	808	89	96	11	354 ^r	342 ^r	97 ^r	12	3 ^r
2006-2007	1 083	1 000	92	83	8	323	310	96	13	4
Territoires du Nord-Ouest¹⁰										
2002-2003	697	156	22	541	78	472	155	33	317	67
2003-2004	670	452	67	218	33	404	160	40	244	60
2004-2005	916	300	33	616	67	438	207	47	231	53
2005-2006	833	191	23	642	77	301	196	65	105	35
2006-2007	959	191	20	768	80	405	228	56	177	44
Nunavut¹¹										
2002-2003	258	116	45	142	55	111	111	100	0	0
2003-2004	361	73	20	288	80	267	227	85	40	15
2004-2005	494	205	41	289	59	109	95	87	14	13
2005-2006	376	250	66	126	34	461	444	96	17	4
2006-2007	387	245	63	142	37	143	98	69	45	31
Total										
2002-2003	246 440	69 630	28	176 810	72	247 536	121 228	49	126 308	51
2003-2004	244 573 ^r	66 725 ^r	27	177 848 ^r	73	226 608 ^r	102 891 ^r	45	123 717 ^r	55
2004-2005	246 280 ^r	65 757 ^r	27	180 523 ^r	73	222 442 ^r	99 972 ^r	45	122 470 ^r	55
2005-2006	256 711	67 327	26	189 384	74	220 203 ^r	99 794 ^r	45	120 409	55
2006-2007	260 053	68 937	27	191 116	73	211 971	97 694	46	114 277	54

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.

3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

4. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.

5. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

6. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2006-2007, ces cliniques ont traité 89 % des demandes d'aide juridique approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.

7. L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet). La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

8. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.

9. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.

10. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

11. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 14

Demandes d'aide juridique^{1,2} approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées - affaires criminelles ³					Affaires criminelles - adultes				
	Total nbre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total nbre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		nbre	%	nbre	%		nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador										
2002-2003	3 049	3 037	100	12	0	2 064	2 052	99	12	1
2003-2004	3 119	3 111	100	8	0	2 302	2 296	100	6	0
2004-2005	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard										
2002-2003	1 187	1 084	91	103	9	981	887	90	94	10
2003-2004	1 043	967	93	76	7	893	822	92	71	8
2004-2005	1 167	1 057	91	110	9	1 019	918	90	101	10
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse										
2002-2003	9 404	7 834	83	1 570	17	7 045	5 876	83	1 169	17
2003-2004	9 680	8 003	83	1 677	17	7 581	6 271	83	1 310	17
2004-2005	9 965	8 390	84	1 575	16	7 853	6 572	84	1 281	16
2005-2006	10 453	8 555	82	1 898	18	8 014	6 528	81	1 486	19
2006-2007	11 278	9 384	83	1 894	17	8 500	7 015	83	1 485	17
Nouveau-Brunswick⁴										
2002-2003	1 638	7	0	1 631	100	1 423	5	0	1 418	100
2003-2004	1 373	14	1	1 359	99	1 185	13	1	1 172	99
2004-2005	1 097	643	59	454	41	972	573	59	399	41
2005-2006	1 266	778	61	488	39	1 141	695	61	446	39
2006-2007	1 402	825	59	577	41	1 211	758	63	453	37
Québec										
2002-2003	89 925	32 982	37	56 943	63	70 959	25 126	35	45 833	65
2003-2004	89 824	30 759	34	59 065	66	71 630	23 338	33	48 292	67
2004-2005	91 889	30 908	34	60 981	66	73 907	23 172	31	50 735	69
2005-2006	94 088	31 248	33	62 840	67	75 439	23 406	31	52 033	69
2006-2007	97 722	34 190	35	63 532	65	78 582	25 899	33	52 683	67
Ontario										
2002-2003	61 076	47	0	61 029	100	47 743	47	0	47 696	100
2003-2004	60 775	41	0	60 734	100	49 718	41	0	49 677	100
2004-2005	61 111	312	1	60 799	99	53 091	260	0	52 831	100
2005-2006	66 380	885	1	65 495	99	56 884	803	1	56 081	99
2006-2007	66 733	947	1	65 786	99	56 098	...	...	56 098	100
Manitoba⁵										
2002-2003	14 272	6 108	43	8 164	57	11 605	4 865	42	6 740	58
2003-2004	13 760	6 026	44	7 734	56	11 349	4 916	43	6 433	57
2004-2005	15 229	6 419	42	8 810	58	12 408	5 294	43	7 114	57
2005-2006	16 958	7 252	43	9 706	57	13 778	5 971	43	7 807	57
2006-2007	14 844	5 490	37	9 354	63	11 668	4 135	35	7 533	65
Saskatchewan										
2002-2003	14 197	13 574	96	623	4	11 062	10 542	95	520	5
2003-2004	14 442	13 698	95	744	5	11 544	10 917	95	627	5
2004-2005	14 900	13 822	93	1 078	7	11 943	11 121	93	822	7
2005-2006	15 590	14 651	94	939	6	12 404	11 646	94	758	6
2006-2007	15 245	14 160	93	1 085	7	12 045	11 156	93	889	7

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 14

Demandes d'aide juridique^{1,2} approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle (suite)

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées - affaires criminelles ³					Affaires criminelles - adultes				
	Total nbre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total nbre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		nbre	%	nbre	%		nbre	%	nbre	%
Alberta										
2002-2003	27 711	2 970	11	24 741	89	20 281	37	0	20 244	100
2003-2004	26 765	2 334	9	24 431	91	20 491	26	0	20 465	100
2004-2005	27 140	2 370	9	24 770	91	21 181	44	0	21 137	100
2005-2006	27 815	2 301	8	25 514	92	21 710	16	0	21 694	100
2006-2007	27 798	2 144	8	25 654	92	21 973	26	0	21 947	100
Colombie-Britannique										
2002-2003	21 970	780	4	21 190	96	17 377	586	3	16 791	97
2003-2004	21 828	425	2	21 403	98	18 033	338	2	17 695	98
2004-2005	21 404	446	2	20 958	98	17 853	355	2	17 498	98
2005-2006	22 048	408	2	21 640	98	18 701	324	2	18 377	98
2006-2007	22 602	361	2	22 241	98	19 293	307	2	18 986	98
Territoire du Yukon⁶										
2002-2003	1 056	935	89	121	11	851	735	86	116	14
2003-2004	933 ^r	822 ^r	88 ^r	111 ^r	12 ^r	870 ^r	761 ^r	87 ^r	109 ^r	13 ^r
2004-2005	968 ^r	885 ^r	91 ^r	83 ^r	9 ^r	858 ^r	777 ^r	91 ^r	81 ^r	9
2005-2006	904	808	89	96	11	797	708	89	89	11
2006-2007	1 083	1 000	92	83	8	931	856	92	75	8
Territoires du Nord-Ouest⁷										
2002-2003	697	156	22	541	78	613	137	22	476	78
2003-2004	670	452	67	218	33	614	410	67	204	33
2004-2005	916	300	33	616	67	824	271	33	553	67
2005-2006	833	191	23	642	77	726	168	23	558	77
2006-2007	959	191	20	768	80	875	178	20	697	80
Nunavut⁸										
2002-2003	258	116	45	142	55	239	97	41	142	59
2003-2004	361	73	20	288	80	349	70	20	279	80
2004-2005	494	205	41	289	59	423	147	35	276	65
2005-2006	376	250	66	126	34	359	236	66	123	34
2006-2007	387	245	63	142	37	376	239	64	137	36
Total										
2002-2003	246 440	69 630	28	176 810	72	192 243	50 992	27	141 251	73
2003-2004	244 573 ^r	66 725 ^r	27	177 848 ^r	73	196 559	50 219 ^r	26	146 340 ^r	74
2004-2005	246 280 ^r	65 757 ^r	27	180 523 ^r	73	202 332	49 504 ^r	24 ^r	152 828 ^r	76 ^r
2005-2006	256 711	67 327	26	189 384	74	209 953	50 501	24	159 452	76
2006-2007	260 053	68 937	27	191 116	73	211 552	...	...	160 983	76

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 14

Demandes d'aide juridique^{1,2} approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle (suite)

Province ou territoire et année	Affaires criminelles - jeunes					Infractions aux lois provinciales				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		nbre	nbre	%	nbre		%	nbre	nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador										
2002-2003	886	886	100	0	0	99	99	100	0	0
2003-2004	817	815	100	2	0	0	0	0	0	0
2004-2005	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard										
2002-2003	206	197	96	9	4	...	...	...	...	...
2003-2004	150	145	97	5	3	...	...	...	...	...
2004-2005	148	139	94	9	6	...	...	...	...	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse										
2002-2003	2 341	1 940	83	401	17	18	18	100	0	0
2003-2004	2 066	1 699	82	367	18	33	33	100	0	0
2004-2005	2 078	1 784	86	294	14	34	34	100	0	0
2005-2006	2 407	1 995	83	412	17	32	32	100	0	0
2006-2007	2 773	2 364	85	409	15	5	5	100	0	0
Nouveau-Brunswick ⁴										
2002-2003	155	2	1	153	99	60	0	0	60	100
2003-2004	125	0	0	125	100	63	1	2	62	98
2004-2005	88	54	61	34	39	37	16	43	21	57
2005-2006	124	83	67	41	33	1	0	0	1	100
2006-2007	191	67	35	124	65	0	0	0	0	0
Québec										
2002-2003	13 249	6 670	50	6 579	50	5 717	1 186	21	4 531	79
2003-2004	12 571	6 180	49	6 391	51	5 623	1 241	22	4 382	78
2004-2005	12 951	6 758	52	6 193	48	5 031	978	19	4 053	81
2005-2006	12 559	6 812	54	5 747	46	6 090	1 030	17	5 060	83
2006-2007	12 986	6 627	51	6 359	49	6 154	1 664	27	4 490	73
Ontario										
2002-2003	13 333	...	...	13 333	100	...	...	...	...	...
2003-2004	11 057	...	...	11 057	100	...	...	...	...	...
2004-2005	8 004	36	0	7 968	100	16	16	100	0	0
2005-2006	9 480	66	1	9 414	99	16	16	100	0	0
2006-2007	9 688	...	...	9 688	100	34	34	100	0	0
Manitoba ⁵										
2002-2003	2 633	1 239	47	1 394	53	34	4	12	30	88
2003-2004	2 382	1 101	46	1 281	54	29	9	31	20	69
2004-2005	2 797	1 122	40	1 675	60	24	3	13	21	88
2005-2006	3 153	1 277	41	1 876	59	27	4	15	23	85
2006-2007	3 117	1 333	43	1 784	57	59	22	37	37	63
Saskatchewan										
2002-2003	3 133	3 030	97	103	3	2	2	100	0	0
2003-2004	2 897	2 780	96	117	4	1	1	100	0	0
2004-2005	2 955	2 699	91	256	9	2	2	100	0	0
2005-2006	3 183	3 002	94	181	6	3	3	100	0	0
2006-2007	3 192	2 996	94	196	6	8	8	100	0	0

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 14

Demandes d'aide juridique^{1,2} approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle (suite)

Province ou territoire et année	Affaires criminelles - jeunes					Infractions aux lois provinciales				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		nbre	nbre	%	nbre		%	nbre	nbre	%	nbre	%
Alberta										
2002-2003	7 142	2 915	41	4 227	59	288	18	6	270	94
2003-2004	6 028	2 304	38	3 724	62	246	4	2	242	98
2004-2005	5 709	2 326	41	3 383	59	250	0	0	250	100
2005-2006	5 898	2 282	39	3 616	61	207	3	1	204	99
2006-2007	5 662	2 110	37	3 552	63	163	8	5	155	95
Colombie-Britannique										
2002-2003	4 146	168	4	3 978	96	447	26	6	421	94
2003-2004	3 293	76	2	3 217	98	502	11	2	491	98
2004-2005	3 119	77	2	3 042	98	432	14	3	418	97
2005-2006	3 142	75	2	3 067	98	205	9	4	196	96
2006-2007	3 131	49	2	3 082	98	178	5	3	173	97
Territoire du Yukon⁶										
2002-2003	205	200	98	5	2	0	0	0	0	0
2003-2004	63 ^r	61 ^r	97 ^r	2	3 ^r	0	0	0	0	0
2004-2005	110 ^r	108 ^r	98 ^r	2 ^r	2 ^r	0	0	0	0	0
2005-2006	107	100	93	7	7	0	0	0	0	0
2006-2007	152	144	95	8	5	0	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest⁷										
2002-2003	84	19	23	65	77	.	.	...	.	...
2003-2004	56	42	75	14	25	.	.	...	.	...
2004-2005	92	29	32	63	68	.	.	...	.	...
2005-2006	107	23	21	84	79	.	.	...	.	...
2006-2007	84	13	15	71	85	.	.	...	.	...
Nunavut⁸										
2002-2003	19	19	100	0	0	..	..	...	..	...
2003-2004	12	3	25	9	75	..	..	...	..	...
2004-2005	21	8	38	13	62	50	50	100	..	...
2005-2006	11	9	82	2	18	6	5	83	1	17
2006-2007	11	6	55	5	45	0	0	0	0	0
Total										
2002-2003	47 532	17 285	36	30 247	64	6 665	1 353	20	5 312	80
2003-2004	41 517 ^r	15 206 ^r	37	26 311	63	6 497	1 300	20	5 197	80
2004-2005	38 072 ^r	15 140 ^r	40	22 932 ^r	60	5 876	1 113	19	4 763	81
2005-2006	40 171	15 724	39	24 447	61	6 587	1 102	17	5 485	83
2006-2007	40 987	...	...	25 278	62	6 601	1 746	26	4 855	74

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.

3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

4. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

5. L'augmentation du nombre de demandes d'aide juridique approuvées au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet). La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

6. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.

7. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

8. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence. Les chiffres relatifs à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 15

Demandes d'aide juridique^{1,2} approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées - affaires civiles ³				
	Total nbre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador					
2002-2003	1 682	1 679	100	3	0
2003-2004	1 730	1 728	100	2	0
2004-2005	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard⁴					
2002-2003	291	57	20	234	80
2003-2004	222	42	19	180	81
2004-2005	329	212	64	117	36
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse					
2002-2003	5 281	3 758	71	1 523	29
2003-2004	5 167	3 506	68	1 661	32
2004-2005	5 611	3 397	61	2 214	39
2005-2006	5 498	3 591	65	1 907	35
2006-2007	5 302	3 580	68	1 722	32
Nouveau-Brunswick⁵					
2002-2003	276	0	0	276	100
2003-2004	262	0	0	262	100
2004-2005	264	97	37	167	63
2005-2006	260	88	34	172	66
2006-2007	267	100	37	167	63
Québec					
2002-2003	129 645	71 508	55	58 137	45
2003-2004	127 444	69 618	55	57 826	45
2004-2005	121 413	66 826	55	54 587	45
2005-2006	121 867	67 364	55	54 503	45
2006-2007	117 114	64 699	55	52 415	45
Ontario⁶					
2002-2003	76 617	31 960	42	44 657	58
2003-2004	60 925	16 703	27	44 222	73
2004-2005	61 805	16 942	27	44 863	73
2005-2006	62 510	16 987	27	45 523	73
2006-2007	62 270	18 955	30	43 315	70
Manitoba⁷					
2002-2003	8 226	3 019	37	5 207	63
2003-2004	6 748	2 969	44	3 779	56
2004-2005	6 756	3 463	51	3 293	49
2005-2006	6 589	3 311	50	3 278	50
2006-2007	6 282	3 838	61	2 444	39
Saskatchewan					
2002-2003	4 922	4 742	96	180	4
2003-2004	4 709	4 511	96	198	4
2004-2005	4 928	4 671	95	257	5
2005-2006	4 827	4 630	96	197	4
2006-2007	3 963	3 701	93	262	7

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 15**Demandes d'aide juridique^{1,2} approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile**(suite)

Province ou territoire et année	Total des demandes approuvées - affaires civiles ³				
	Total nbre	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		nbre	%	nbre	%
Alberta					
2002-2003	10 111	2 663	26	7 448	74
2003-2004	10 124	2 408	24	7 716	76
2004-2005	13 270	3 001	23	10 269	77
2005-2006	9 659	2 197	23	7 462	77
2006-2007	8 063	1 627	20	6 436	80
Colombie-Britannique⁸					
2002-2003	9 567	1 300	14	8 267	86
2003-2004	8 255	704	9	7 551	91
2004-2005	7 114	666	9	6 448	91
2005-2006	7 877	644	8	7 233	92
2006-2007	7 839	558	7	7 281	93
Territoire du Yukon⁹					
2002-2003	335	276	82	59	18
2003-2004	351 ^r	315 ^r	90 ^r	36 ^r	10 ^r
2004-2005	405 ^r	395 ^r	98 ^r	10 ^r	2 ^r
2005-2006	354 ^r	342 ^r	97 ^r	12	3 ^r
2006-2007	323	310	96	13	4
Territoires du Nord-Ouest¹⁰					
2002-2003	472	155	33	317	67
2003-2004	404	160	40	244	60
2004-2005	438	207	47	231	53
2005-2006	301	196	65	105	35
2006-2007	405	228	56	177	44
Nunavut¹¹					
2002-2003	111	111	100	0	0
2003-2004	267	227	85	40	15
2004-2005	109	95	87	14	13
2005-2006	461	444	96	17	4
2006-2007	143	98	69	45	31
Total					
2002-2003	247 536	121 228	49	126 308	51
2003-2004	226 608^r	102 891^r	45	123 717^r	55
2004-2005	222 442^r	99 972^r	45	122 470^r	55
2005-2006	220 203^r	99 794^r	45	120 409	55
2006-2007	211 971	97 694	46	114 277	54

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 15

Demandes d'aide juridique^{1,2} approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile(suite)

Province ou territoire et année	Affaires civiles - droit de la famille					Autres affaires civiles				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nbre	nbre	%	nbre	%	nbre	nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador										
2002-2003	1 550	1 547	100	3	0	132	132	100	0	0
2003-2004	1 697	1 695	100	2	0	33	33	100	0	0
2004-2005	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard ⁴										
2002-2003	291	57	20	234	80	.	.	...	.	...
2003-2004	222	42	19	180	81	.	.	...	.	...
2004-2005	329	212	64	117	36	.	.	...	.	...
2005-2006	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
2006-2007	..	..	...	..	...	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse										
2002-2003	5 060	3 568	71	1 492	29	221	190	86	31	14
2003-2004	4 913	3 300	67	1 613	33	254	206	81	48	19
2004-2005	5 327	3 198	60	2 129	40	284	199	70	85	30
2005-2006	5 258	3 409	65	1 849	35	240	182	76	58	24
2006-2007	5 118	3 416	67	1 702	33	184	164	89	20	11
Nouveau-Brunswick ⁵										
2002-2003	276	0	0	276	100	0	0	0	0	0
2003-2004	158	0	0	158	100	104	0	0	104	100
2004-2005	264	97	37	167	63	0	0	0	0	0
2005-2006	260	88	34	172	66	0	0	0	0	0
2006-2007	267	100	37	167	63	0	0	0	0	0
Québec										
2002-2003	84 328	45 740	54	38 588	46	45 317	25 768	57	19 549	43
2003-2004	83 711	44 759	53	38 952	47	43 733	24 859	57	18 874	43
2004-2005	80 141	42 870	53	37 271	47	41 272	23 956	58	17 316	42
2005-2006	79 827	42 723	54	37 104	46	42 040	24 641	59	17 399	41
2006-2007	76 294	40 782	53	35 512	47	40 820	23 917	59	16 903	41
Ontario ⁶										
2002-2003	27 160	800	3	26 360	97	49 457	31 160	63	18 297	37
2003-2004	27 550	1 084	4	26 466	96	33 375	15 619	47	17 756	53
2004-2005	28 115	978	3	27 137	97	33 690	15 964	47	17 726	53
2005-2006	29 753	959	3	28 794	97	32 757	16 028	49	16 729	51
2006-2007	27 702	1 252	5	26 450	95	34 568	17 703	51	16 865	49
Manitoba ⁷										
2002-2003	8 226	3 019	37	5 207	63	...	...	...	...	...
2003-2004	6 748	2 969	44	3 779	56	...	...	...	...	...
2004-2005	6 756	3 463	51	3 293	49	...	...	...	...	...
2005-2006	6 589	3 311	50	3 278	50	...	...	...	...	...
2006-2007	6 282	3 838	61	2 444	39	...	...	...	...	...
Saskatchewan										
2002-2003	4 919	4 739	96	180	4	3	3	100	0	0
2003-2004	4 708	4 510	96	198	4	1	1	100	0	0
2004-2005	4 926	4 669	95	257	5	2	2	100	0	0
2005-2006	4 827	4 630	96	197	4	0	0	0	0	0
2006-2007	3 963	3 701	93	262	7	0	0	0	0	0

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 15

Demandes d'aide juridique^{1,2} approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile (suite)

Province ou territoire et année	Affaires civiles - droit de la famille					Autres affaires civiles				
	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée		Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
		nbre	nbre	%	nbre		%	nbre	%	nbre
Alberta										
2002-2003	8 900	2 557	29	6 343	71	1 211	106	9	1 105	91
2003-2004	8 883	2 328	26	6 555	74	1 241	80	6	1 161	94
2004-2005	10 838	2 839	26	7 999	74	2 432	162	7	2 270	93
2005-2006	8 488	2 132	25	6 356	75	1 171	65	6	1 106	94
2006-2007	6 781	1 577	23	5 204	77	1 282	50	4	1 232	96
Colombie-Britannique⁸										
2002-2003	6 454	528	8	5 926	92	3 113	772	25	2 341	75
2003-2004	6 499	704	11	5 795	89	1 756	0	0	1 756	100
2004-2005	6 374	666	10	5 708	90	740	0	0	740	100
2005-2006	7 040	644	9	6 396	91	837	0	0	837	100
2006-2007	6 827	554	8	6 273	92	1 012	4	0	1 008	100
Territoire du Yukon⁹										
2002-2003	316	260	82	56	18	19	16	84	3	16
2003-2004	317 ^r	285 ^r	90 ^r	32 ^r	10 ^r	34 ^r	30 ^r	88 ^r	4	12 ^r
2004-2005	294 ^r	285 ^r	97 ^r	9 ^r	3 ^r	111 ^r	110 ^r	99 ^r	1	1
2005-2006	277	268	97	9	3	77 ^r	74 ^r	96 ^r	3	4 ^r
2006-2007	274	262	96	12	4	49	48	98	1	2
Territoires du Nord-Ouest¹⁰										
2002-2003	451	148	33	303	67	21	7	33	14	67
2003-2004	388	160	41	228	59	16	0	0	16	100
2004-2005	423	198	47	225	53	15	9	60	6	40
2005-2006	289	191	66	98	34	12	5	42	7	58
2006-2007	384	218	57	166	43	21	10	48	11	52
Nunavut¹¹										
2002-2003	93	93	100	0	0	18	18	100	0	0
2003-2004	267	227	85	40	15	0	0	0	0	0
2004-2005	109	95	87	14	13	0	0	0	0	0
2005-2006	374	360	96	14	4	87	84	97	3	3
2006-2007	139	95	68	44	32	4	3	75	1	25
Total										
2002-2003	148 024	63 056	43	84 968	57	99 512	58 172	58	41 340	42
2003-2004	146 061 ^r	62 063 ^r	42 ^r	83 998 ^r	58 ^r	80 547 ^r	40 828 ^r	51	39 719	49
2004-2005	143 896 ^r	59 570 ^r	41	84 326 ^r	59	78 546 ^r	40 402 ^r	51	38 144	49
2005-2006	142 982	58 715	41	84 267	59	77 221 ^r	41 079 ^r	53	36 142	47
2006-2007	134 031	55 795	42	78 236	58	77 940	41 899	54	36 041	46

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.

3. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

4. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.

5. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.

6. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2006-2007, ces cliniques ont traité 92 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 99 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.

7. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003.

En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte des demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

8. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civiles ne relevant pas du droit de la famille.

9. Le Territoire du Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Territoire du Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.

10. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée sont inclus dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les chiffres relatifs à des infractions territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

11. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 16
Demandes d'aide juridique¹ approuvées, services sommaires

Province ou territoire et année	Total des demandes de service sommaire ²		
	Total nbre	Variation en pourcent %	Taux pour 1 000 habitants ³
Terre-Neuve-et-Labrador			
2002-2003	3 023	-7	6
2003-2004	..	...	...
2004-2005	..	...	...
2005-2006	..	...	...
2006-2007	..	...	...
Île-du-Prince-Édouard			
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
Nouvelle-Écosse			
2002-2003	1 130	4	1
2003-2004	1 055	-7	1
2004-2005	844	-20	1
2005-2006	1 152	36	1
2006-2007	1 030	-11	1
Nouveau-Brunswick			
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
Québec			
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
Ontario⁴			
2002-2003	185 976	5	15
2003-2004	185 328	0	15
2004-2005	132 662	...	11
2005-2006	130 121	-2	10
2006-2007	130 310	0	10
Manitoba⁵			
2002-2003	18 664	...	16
2003-2004	17 479	-6	15
2004-2005	16 817	-4	14
2005-2006	18 234	8	16 ^r
2006-2007	18 028	-1	15
Saskatchewan			
2002-2003	4 523	-24	5
2003-2004	4 645	3	5
2004-2005	4 711	1	5
2005-2006	5 231	11	5
2006-2007	5 236	0	5

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 16**Demandes d'aide juridique¹ approuvées, services sommaires** (suite)

Province ou territoire et année	Total des demandes de service sommaire ²		
	Total nbre	Variation en pourcent %	Taux pour 1 000 habitants ³
Alberta			
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
Colombie-Britannique ⁶			
2002-2003	14 905	-55	4
2003-2004	..	...	...
2004-2005	..	...	...
2005-2006	..	...	...
2006-2007	..	...	...
Territoire du Yukon			
2002-2003	..	...	...
2003-2004	..	...	...
2004-2005	39 ^r	...	1 ^r
2005-2006	110 ^r	182 ^r	4 ^r
2006-2007	86	-22	3
Territoires du Nord-Ouest ⁷			
2002-2003	.	...	...
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
Nunavut ⁸			
2002-2003	191	...	7
2003-2004	838	339	29
2004-2005	253	-70	9
2005-2006	87	-66	3
2006-2007	327	276	11
Total			
2002-2003	228 412	...	7
2003-2004	209 345	...	7
2004-2005	155 326	...	5
2005-2006	154 935	0	5
2006-2007	155 017	0	5

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Une demande de services sommaires approuvée a trait à la prestation de conseils ou d'information juridiques, ou à d'autres types de services juridiques sommaires assurés à un particulier sur demande écrite pendant une entrevue officielle. Seules les demandes écrites sont comptées.

3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2002 et 2003; estimations postcensitaires mises à jour pour 2004 et 2005; et estimations postcensitaires provisoires pour 2006.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. Les chiffres figurant au tableau 16 représentent les services sommaires de consultation juridique fournis par ces cliniques. Les services sommaires de consultation juridique assurés par le régime d'aide juridique sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21).

5. La baisse du nombre de demandes de services sommaires au Manitoba en 2002-2003 est attribuable au reclassement des équivalents de certificat de service sommaire à service de certificat (service complet).

6. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes de services sommaires approuvées qui s'est produite en 2002-2003 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique.

7. Les Territoires du Nord-Ouest ne font pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets.

8. Au Nunavut, le nombre de demandes signalées en 2002-2003 était artificiellement faible en raison de problèmes associés à la base de données du secteur de compétence.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 17
Demandes d'aide juridique¹ rejetées par raison du rejet

Province ou territoire et année	Total ² nbre	Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ³	
		nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador											
2002-2003	2 763	732	26	161	6	1 055	38	0	0	815	29
2003-2004	3 121	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard											
2002-2003	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2003-2004	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2004-2005	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...	.	...	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse											
2002-2003	2 317	1 101	48	34	1	351	15	85	4	746	32
2003-2004	2 318	1 161	50	75	3	312	13	71	3	699	30
2004-2005	2 572	1 208	47	65	3	275	11	108	4	916	36
2005-2006	2 408	1 181	49	56	2	264	11	79	3	828	34
2006-2007	2 419	1 089	45	94	4	222	9	95	4	919	38
Nouveau-Brunswick											
2002-2003	498	.	...	.	...	.	...	.	...	498	100
2003-2004	551	.	...	.	...	.	...	.	...	551	100
2004-2005	859	.	...	.	...	.	...	.	...	859	100
2005-2006	795	.	...	.	...	.	...	.	...	795	100
2006-2007	830	.	...	.	...	.	...	.	...	830	100
Québec											
2002-2003	39 221	23 369	60	8 335	21	1 767	5	55	0	5 695	15
2003-2004	39 051	24 124	62	7 823	20	1 781	5	60	0	5 263	13
2004-2005	36 913	22 886	62	7 303	20	1 754	5	74	0	4 896	13
2005-2006	38 009	24 366	64	6 987	18	1 678	4	74	0	4 904	13
2006-2007	36 962	24 444	66	6 552	18	1 514	4	56	0	4 396	12
Ontario⁴											
2002-2003	35 324	7 481	21	11 243	32	14 475	41	.	...	2 125	6
2003-2004	31 788	7 705	24	9 096	29	13 243	42	.	...	1 744	5
2004-2005	43 264	20 624	48	11 496	27	9 815	23	.	...	1 329	3
2005-2006	46 178	24 270	53	10 579	23	..	...	.	...	11 329	25
2006-2007	44 256	22 412	51	11 194	25	..	...	.	...	10 650	24
Manitoba⁵											
2002-2003	3 039	312	10	77	3	579	19	7	0	2 064	68
2003-2004	3 089	323	10	289	9	628	20	40	1	1 809	59
2004-2005	3 306	348	11	304	9	655	20	4	0	1 995	60
2005-2006	3 612	396	11	235	7	749	21	17	0	2 215	61
2006-2007	5 025	675	13	431	9	802	16	21	0	3 096	62
Saskatchewan											
2002-2003	1 613	1 161	72	260	16	124	8	24	1	44	3
2003-2004	1 858	1 313	71	271	15	148	8	35	2	91	5
2004-2005	1 770	1 266	72	211	12	143	8	30	2	120	7
2005-2006	1 772	1 451	82	119	7	89	5	27	2	86	5
2006-2007	1 930	1 571	81	176	9	90	5	20	1	73	4

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 17

Demandes d'aide juridique¹ rejetées par raison du rejet (suite)

Province ou territoire et année	Total ² nbre	Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ³	
		nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
Alberta											
2002-2003	12 711	3 817	30	2 565	20	1 175	9	588	5	4 566	36
2003-2004	13 655	4 248	31	2 696	20	1 186	9	731	5	4 794	35
2004-2005	13 575	3 938	29	2 876	21	1 056	8	607	4	5 098	38
2005-2006	14 911	4 581	31	2 738	18	1 119	8	728	5	5 745	39
2006-2007	13 147	4 664	35	2 179	17	850	6	740	6	4 714	36
Colombie-Britannique⁶											
2002-2003	12 655	3 240	26	6 495	51	.	...	.	...	2 920	23
2003-2004	11 978	1 867	16	7 062	59	.	...	.	...	3 049	25
2004-2005	11 123	2 417	22	5 386	48	.	...	.	...	3 320	30
2005-2006	11 174	2 382	21	5 192	46	.	...	.	...	3 600	32
2006-2007	11 175	2 866	26	4 425	40	.	...	.	...	3 884	35
Territoire du Yukon											
2002-2003	47	28	60	7	15	5	11	0	0	7	15
2003-2004	104	63	61	14	13	17	16	0	0	10	10
2004-2005	66	57	86	5	8	4	6	0	0	0	0
2005-2006	74	57	77	14	19	3	4	0	0	0	0
2006-2007	61	51	84	7	11	3	5	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest											
2002-2003	496	138	28	133	27	48	10	177	36	0	0
2003-2004	443	125	28	37	8	51	12	147	33	83	19
2004-2005	467	105	22	28	6	107	23	227	49	0	0
2005-2006	485	129	27	33	7	88	18	230	47	5	1
2006-2007	484	130	27	33	7	46	10	230	48	45	9
Nunavut											
2002-2003	52	6	12	41	79	5	10	0	0	0	0
2003-2004	34	6	18	27	79	1	3	0	0	0	0
2004-2005	33	7	21	21	64	1	3	0	0	4	12
2005-2006	64	3	5	30	47	15	23	1	2	15	23
2006-2007	46	15	33	27	59	4	9	0	0	0	0
Total											
2002-2003	110 736	41 385	37	29 351	27	19 584	18	936	1	19 480	18
2003-2004	107 990	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	113 948	52 856	46	27 695	24	13 810	12	1 050	1	18 537	16
2005-2006	119 482	58 816	49	25 983	22	4 005	3	1 156	1	29 522	25
2006-2007	116 335	57 917	50	25 118	22	3 531	3	1 162	1	28 607	25

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire

2. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.

3. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2006-2007, ces cliniques étaient responsables de 52 % des demandes refusées en raison de l'inadmissibilité financière. Avant 2002-2003, les chiffres sur le mérite insuffisant et la non-conformité en Ontario n'étaient pas ventilés séparément, mais étaient inclus dans la catégorie « Autres raisons ». À partir de 2005-2006, les comptes ayant trait à l'absence de bien-fondé sont inclus dans les restrictions de couverture.

5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

6. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 18
Demandes d'aide juridique¹ rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles

Province ou territoire et année	Total ²					Inadmissibilité financière					Raisons liées à l'applicabilité				
	Total nbre	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total nbre	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total nbre	Affaires criminelles		Affaires civiles	
		nbre	%	nbre	%		nbre	%	nbre	%		nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
2002-2003	2 763	1 007	36	1 756	64	732	332	45	400	55	161	158	98	3	2
2003-2004	3 121	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard															
2002-2003	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-2005	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse															
2002-2003	2 317	1 025	44	1 292	56	1 101	359	33	742	67	34	24	71	10	29
2003-2004	2 318	961	41	1 357	59	1 161	425	37	736	63	75	56	75	19	25
2004-2005	2 572	1 108	43	1 464	57	1 208	417	35	791	65	65	47	72	18	28
2005-2006	2 408	995	41	1 413	59	1 181	379	32	802	68	56	29	52	27	48
2006-2007	2 419	1 183	49	1 236	51	1 089	383	35	706	65	94	57	61	37	39
Nouveau-Brunswick															
2002-2003	498	450	90	48	10	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	551	486	88	65	12	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-2005	859	741	86	118	14	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005-2006	795	698	88	97	12	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2006-2007	830	715	86	115	14	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Québec															
2002-2003	39 221	15 819	40	23 402	60	23 369	10 279	44	13 090	56	8 335	4 382	53	3 953	47
2003-2004	39 051	15 776	40	23 275	60	24 124	10 902	45	13 222	55	7 823	3 734	48	4 089	52
2004-2005	36 913	14 446	39	22 467	61	22 886	10 145	44	12 741	56	7 303	3 253	45	4 050	55
2005-2006	38 009	15 901	42	22 108	58	24 366	11 474	47	12 892	53	6 987	3 303	47	3 684	53
2006-2007	36 962	16 254	44	20 708	56	24 444	12 235	50	12 209	50	6 552	2 965	45	3 587	55
Ontario⁴															
2002-2003	35 324	.	...	.	...	7 481	.	...	.	...	11 243	..	...	..	...
2003-2004	31 788	.	...	.	...	7 705	.	...	.	...	9 096	..	...	..	...
2004-2005	43 264	.	...	.	...	20 624	.	...	.	...	11 496	..	...	..	...
2005-2006	46 178	.	...	.	...	24 270	.	...	.	...	10 579	6 307	60	4 272	40
2006-2007	44 256	.	...	.	...	22 412	.	...	.	...	11 194	..	...	..	...
Manitoba⁵															
2002-2003	3 039	1 048	34	1 991	66	312	101	32	211	68	77	3	4	74	96
2003-2004	3 089	1 065	34	2 024	66	323	126	39	197	61	289	18	6	271	94
2004-2005	3 306	1 226	37	2 080	63	348	114	33	234	67	304	26	9	278	91
2005-2006	3 612	1 355	38	2 257	62	396	134	34	262	66	235	24	10	211	90
2006-2007	5 025	2 687	53	2 338	47	675	341	51	334	49	431	175	41	256	59
Saskatchewan															
2002-2003	1 613	1 090	68	523	32	1 161	784	68	377	32	260	244	94	16	6
2003-2004	1 858	1 269	68	589	32	1 313	909	69	404	31	271	254	94	17	6
2004-2005	1 770	1 173	66	597	34	1 266	883	70	383	30	211	191	91	20	9
2005-2006	1 772	1 224	69	548	31	1 451	1 025	71	426	29	119	109	92	10	8
2006-2007	1 930	1 453	75	477	25	1 571	1 191	76	380	24	176	166	94	10	6
Alberta															
2002-2003	12 711	7 115	56	5 596	44	3 817	1 999	52	1 818	48	2 565	1 578	62	987	38
2003-2004	13 655	7 509	55	6 146	45	4 248	2 127	50	2 121	50	2 696	1 678	62	1 018	38
2004-2005	13 575	7 847	58	5 728	42	3 938	1 915	49	2 023	51	2 876	2 012	70	864	30
2005-2006	14 911	8 949	60	5 962	40	4 581	2 471	54	2 110	46	2 738	1 833	67	905	33
2006-2007	13 147	8 217	63	4 930	37	4 664	2 494	53	2 170	47	2 179	1 705	78	474	22
Colombie-Britannique⁶															
2002-2003	12 655	6 867	54	5 788	46	3 240	1 883	58	1 357	42	6 495	3 023	47	3 472	53
2003-2004	11 978	6 992	58	4 986	42	1 867	1 338	72	529	28	7 062	3 433	49	3 629	51
2004-2005	11 123	6 419	58	4 704	42	2 417	1 402	58	1 015	42	5 386	2 611	48	2 775	52
2005-2006	11 174	6 333	57	4 841	43	2 382	1 352	57	1 030	43	5 192	2 606	50	2 586	50
2006-2007	11 175	6 422	57	4 753	43	2 866	1 570	55	1 296	45	4 425	2 360	53	2 065	47

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 18
Demandes d'aide juridique¹ rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles (suite)

Province ou territoire et année	Total ²					Inadmissibilité financière					Raisons liées à l'applicabilité				
	Total nbre	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total nbre	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total nbre	Affaires criminelles		Affaires civiles	
		nbre	%	nbre	%		nbre	%	nbre	%		nbre	%	nbre	%
Territoire du Yukon															
2002-2003	47	21	45	26	55	28	9	32	19	68	7	3	43	4	57
2003-2004	104 ^r	23 ^r	22 ^r	81 ^r	78 ^r	63 ^r	17 ^r	27 ^r	46 ^r	73 ^r	14 ^r	2	14 ^r	12 ^r	86 ^r
2004-2005	66 ^r	14 ^r	21 ^r	52 ^r	79 ^r	57 ^r	11 ^r	19 ^r	46 ^r	81 ^r	5 ^r	1 ^r	20 ^r	4 ^r	80 ^r
2005-2006	74	39	53	35	47	57	32	56	25	44	14	7	50	7	50
2006-2007	61	12	20	49	80	51	9	18	42	82	7	3	43	4	57
Territoires du Nord-Ouest															
2002-2003	496	153	31	343	69	138	34	25	104	75	133	46	35	87	65
2003-2004	443	165	37	278	63	125	74	59	51	41	37	13	35	24	65
2004-2005	467	97	21	370	79	105	31	30	74	70	28	10	36	18	64
2005-2006	485	118	24	367	76	129	44	34	85	66	33	2	6	31	94
2006-2007	484	119	25	365	75	130	44	34	86	66	33	3	9	30	91
Nunavut															
2002-2003	52	12	23	40	77	6	2	33	4	67	41	7	17	34	83
2003-2004	34	3	9	31	91	6	2	33	4	67	27	1	4	26	96
2004-2005	33	8	24	25	76	7	3	43	4	57	21	2	10	19	90
2005-2006	64	3	5	61	95	3	0	0	3	100	30	2	7	28	93
2006-2007	46	1	2	45	98	15	0	0	15	100	27	0	0	27	100
Total															
2002-2003	110 736	...	...	...	...	41 385	...	...	...	...	29 351	...	...	...	...
2003-2004	107 990 ^r	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	113 948 ^r	...	...	...	...	52 856	...	...	...	...	27 695 ^r	...	...	...	...
2005-2006	119 482	...	...	...	...	58 816	...	...	...	...	25 983	...	...	...	...
2006-2007	116 335	...	...	...	...	57 917	...	...	...	...	25 118	...	...	...	...

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 18

Demandes d'aide juridique¹ rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles (suite)

Province ou territoire et année	Mérite insuffisant					Non-conformité ou abus					Autres raisons ³				
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
		nbre	nbre	%	nbre		%	nbre	nbre	%		nbre	%	nbre	nbre
Terre-Neuve-et-Labrador															
2002-2003	1 055	113	11	942	89	0	0	0	0	0	815	404	50	411	50
2003-2004	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard															
2002-2003	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-2005	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse															
2002-2003	351	172	49	179	51	85	47	55	38	45	746	423	57	323	43
2003-2004	312	159	51	153	49	71	34	48	37	52	699	287	41	412	59
2004-2005	275	174	63	101	37	108	42	39	66	61	916	428	47	488	53
2005-2006	264	102	39	162	61	79	45	57	34	43	828	440	53	388	47
2006-2007	222	115	52	107	48	95	53	56	42	44	919	575	63	344	37
Nouveau-Brunswick															
2002-2003	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	498	450	90	48	10
2003-2004	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	551	486	88	65	12
2004-2005	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	859	741	86	118	14
2005-2006	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	795	698	88	97	12
2006-2007	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	830	715	86	115	14
Québec															
2002-2003	1 767	100	6	1 667	94	55	2	4	53	96	5 695	1 056	19	4 639	81
2003-2004	1 781	91	5	1 690	95	60	2	3	58	97	5 263	1 047	20	4 216	80
2004-2005	1 754	65	4	1 689	96	74	11	15	63	85	4 896	972	20	3 924	80
2005-2006	1 678	95	6	1 583	94	74	6	8	68	92	4 904	1 023	21	3 881	79
2006-2007	1 514	62	4	1 452	96	56	1	2	55	98	4 396	991	23	3 405	77
Ontario⁴															
2002-2003	14 475	.	...	.	...	.	.	...	.	...	2 125	..	...	..	...
2003-2004	13 243	.	...	.	...	.	.	...	.	...	1 744	..	...	..	...
2004-2005	9 815	.	...	.	...	.	.	...	.	...	1 329	..	...	..	...
2005-2006	..	.	...	.	...	.	.	...	.	...	11 329	6 141	54	5 188	46
2006-2007	..	.	...	.	...	.	.	...	.	...	10 650	..	...	..	...
Manitoba⁵															
2002-2003	579	40	7	539	93	7	1	14	6	86	2 064	903	44	1 161	56
2003-2004	628	34	5	594	95	40	20	50	20	50	1 809	867	48	942	52
2004-2005	655	34	5	621	95	4	0	0	4	100	1 995	1 052	53	943	47
2005-2006	749	26	3	723	97	17	1	6	16	94	2 215	1 170	53	1 045	47
2006-2007	802	54	7	748	93	21	7	33	14	67	3 096	2 110	68	986	32
Saskatchewan															
2002-2003	124	15	12	109	88	24	20	83	4	17	44	27	61	17	39
2003-2004	148	21	14	127	86	35	19	54	16	46	91	66	73	25	27
2004-2005	143	27	19	116	81	30	19	63	11	37	120	53	44	67	56
2005-2006	89	23	26	66	74	27	18	67	9	33	86	49	57	37	43
2006-2007	90	35	39	55	61	20	15	75	5	25	73	46	63	27	37
Alberta															
2002-2003	1 175	281	24	894	76	588	305	52	283	48	4 566	2 952	65	1 614	35
2003-2004	1 186	252	21	934	79	731	363	50	368	50	4 794	3 089	64	1 705	36
2004-2005	1 056	214	20	842	80	607	313	52	294	48	5 098	3 393	67	1 705	33
2005-2006	1 119	251	22	868	78	728	401	55	327	45	5 745	3 993	70	1 752	30
2006-2007	850	265	31	585	69	740	455	61	285	39	4 714	3 298	70	1 416	30
Colombie-Britannique⁶															
2002-2003	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	2 920	1 961	67	959	33
2003-2004	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	3 049	2 221	73	828	27
2004-2005	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	3 320	2 406	72	914	28
2005-2006	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	3 600	2 375	66	1 225	34
2006-2007	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...	3 884	2 492	64	1 392	36

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 18
Demandes d'aide juridique¹ rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles (suite)

Province ou territoire et année	Mérite insuffisant					Non-conformité ou abus					Autres raisons ³				
	Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total	Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nbre	nbre	%	nbre	%	nbre	nbre	%	nbre	%	nbre	nbre	%	nbre	%
Territoire du Yukon															
2002-2003	5	2	40	3	60	0	0	0	0	0	7	7	100	0	0
2003-2004	17	4	24	13	76	0	0	0	0	0	10	0	0	10	100
2004-2005	4 ^r	2	50 ^r	2 ^r	50 ^r	0	0	0	0	0	0 ^r	0	0 ^r	0 ^r	0 ^r
2005-2006	3	0	0	3	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2006-2007	3	0	0	3	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest															
2002-2003	48	23	48	25	52	177	50	28	127	72	0	0	0	0	0
2003-2004	51	15	29	36	71	147	47	32	100	68	83	16	19	67	81
2004-2005	107	27	25	80	75	227	29	13	198	87	0	0	0	0	0
2005-2006	88	18	20	70	80	230	50	22	180	78	5	4	80	1	20
2006-2007	46	13	28	33	72	230	50	22	180	78	45	9	20	36	80
Nunavut															
2002-2003	5	3	60	2	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2003-2004	1	0	0	1	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2004-2005	1	1	100	0	0	0	0	0	0	0	4	2	50	2	50
2005-2006	15	0	0	15	100	1	1	100	0	0	15	0	0	15	100
2006-2007	4	1	25	3	75	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total															
2002-2003	19 584	...	...	...	...	936	...	...	...	...	19 480	...	...	...	...
2003-2004	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	13 810 ^r	...	...	...	...	1 050	...	...	...	...	18 537 ^r	...	...	...	...
2005-2006	4 005	...	...	...	...	1 156	...	...	...	...	29 522	...	...	...	...
2006-2007	3 531	...	...	...	...	1 162	...	...	...	...	28 607	...	...	...	...

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.

3. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2006-2007, ces cliniques étaient responsables de 52 % des demandes refusées en raison de l'inadmissibilité financière. Avant 2002-2003, les chiffres sur le mérite insuffisant et la non-conformité en Ontario n'étaient pas ventilés séparément, mais étaient inclus dans la catégorie « Autres raisons ». À partir de 2005-2006, les comptes ayant trait à l'absence de bien-fondé sont inclus dans les restrictions de couverture.

5. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.

6. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui s'est produite en 2002-2003 et en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 19
Effectifs des régimes d'aide juridique¹ au 31 mars

Province ou territoire et année	Total					Professionnels salariés qui assurent des services directs					Autres employés ²				
	Total	Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats		Total	Avocats		Non-avocats	
	nbre	nbre	%	nbre	%	nbre	nbre	%	nbre	%	nbre	nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador															
2002-2003	119	43	36	76	64	119	43	36	76	64	0	0	0	0	0
2003-2004	78	42	54	36	46	78	42	54	36	46	0	0	0	0	0
2004-2005	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard³															
2002-2003	9	5	56	4	44	5	5	100	0	0	4	0	0	4	100
2003-2004	8	4	50	4	50	8	4	50	4	50	0	0	0	0	0
2004-2005	15	8	53	7	47	15	8	53	7	47	0	0	0	0	0
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
2002-2003	127	66	52	61	48	117	64	55	53	45	10	2	20	8	80
2003-2004	132	71	54	61	46	122	69	57	53	43	10	2	20	8	80
2004-2005	146	78	53	68	47	136	76	56	60	44	10	2	20	8	80
2005-2006	155	86	55	69	45	144	84	58	60	42	11	2	18	9	82
2006-2007	149	82	55	67	45	138	80	58	58	42	11	2	18	9	82
Nouveau-Brunswick															
2002-2003	29	11	38	18	62	10	10	100	0	0	19	1	5	18	95
2003-2004	32	15	47	17	53	14	14	100	0	0	18	1	6	17	94
2004-2005	50	28	56	22	44	27	27	100	0	0	23	1	4	22	96
2005-2006	53	31	58	22	42	30	30	100	0	0	23	1	4	22	96
2006-2007	55	31	56	24	44	54	30	56	24	44	1	1	100	0	0
Québec															
2002-2003	854	356	42	498	58	363	326	90	37	10	491	30	6	461	94
2003-2004	839	347	41	492	59	350	316	90	34	10	488	30	6	458	94
2004-2005	830	343	41	487	59	345	313	91	32	9	485	30	6	455	94
2005-2006	834	348	42	486	58	353	318	90	35	10	481	30	6	451	94
2006-2007	835	347	42	488	58	350	317	91	33	9	485	30	6	455	94
Ontario⁴															
2002-2003	1 244	392	32	852	68	620	274	44	346	56	624	118	19	506	81
2003-2004	1 272	401	32	871	68	597	269	45	328	55	675	132	20	543	80
2004-2005	1 336	482	36	854	64	532	376	71	156	29	804	106	13	698	87
2005-2006	1 336	486	36	850	64	552	387	70	165	30	784	99	13	685	87
2006-2007	1 333	494	37	839	63	555	393	71	162	29	778	101	13	677	87
Manitoba															
2002-2003	147	56	38	91	62	111	51	46	60	54	36	5	14	31	86
2003-2004	151	57	38	94	62	115	52	45	63	55	36	5	14	31	86
2004-2005	157	60	38	97	62	121	55	45	66	55	36	5	14	31	86
2005-2006	158	60	38	98	62	121	55	45	66	55	37	5	14	32	86
2006-2007	171	66	39	105	61	134	60	45	74	55	37	6	16	31	84
Saskatchewan															
2002-2003	139	72	52	67	48	87	71	82	16	18	52	1	2	51	98
2003-2004	140	70	50	70	50	85	69	81	16	19	55	1	2	54	98
2004-2005	150	76	51	74	49	95	75	79	20	21	55	1	2	54	98
2005-2006	149	76	51	73	49	94	75	80	19	20	55	1	2	54	98
2006-2007	149	77	52	72	48	94	76	81	18	19	55	1	2	54	98

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 19
Effectifs des régimes d'aide juridique¹ au 31 mars (suite)

Province ou territoire et année	Total					Professionnels salariés qui assurent des services directs					Autres employés ²								
	Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats		Total		Avocats		Non-avocats		
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
Alberta																			
2002-2003	216		58	27	158	73	62	55	89	7	11	154	3	2	151	98			
2003-2004	209		64	31	145	69	71	61	86	10	14	138	3	2	135	98			
2004-2005	229		66	29	163	71	72	63	88	9	13	157	3	2	154	98			
2005-2006	245		66	27	179	73	75	63	84	12	16	170	3	2	167	98			
2006-2007	253		69	27	184	73	78	66	85	12	15	175	3	2	172	98			
Colombie-Britannique																			
2002-2003	148		25	17	123	83	54	17	31	37	69	94	8	9	86	91			
2003-2004	179		31	17	148	83	84	22	26	62	74	95	9	9	86	91			
2004-2005	204		27	13	177	87	34	26	76	8	24	170	1	1	169	99			
2005-2006	185		25	14	160	86	81	25	31	56	69	104	0	0	104	100			
2006-2007	180		39	22	141	78	104	27	26	77	74	76	12	16	64	84			
Territoire du Yukon																			
2002-2003	11		6	55	5	45	11	6	55	5	45	0	0	0	0	0			
2003-2004	12		7	58	5	42	12	7	58	5	42	0	0	0	0	0			
2004-2005	16		8	50	8	50	16	8	50	8	50	0	0	0	0	0			
2005-2006	16		8	50	8	50	16	8	50	8	50	0	0	0	0	0			
2006-2007	15		8	53	7	47	15	8	53	7	47	0	0	0	0	0			
Territoires du Nord-Ouest																			
2002-2003	26		6	23	20	77	16	5	31	11	69	10	1	10	9	90			
2003-2004	25		7	28	18	72	16	6	38	10	63	9	1	11	8	89			
2004-2005	30		9	30	21	70	19	8	42	11	58	11	1	9	10	91			
2005-2006	29		10	34	19	66	20	9	45	11	55	9	1	11	8	89			
2006-2007	28		9	32	19	68	19	8	42	11	58	9	1	11	8	89			
Nunavut																			
2002-2003	35		9	26	26	74	33	9	27	24	73	2	0	0	2	100			
2003-2004	28		7	25	21	75	28	7	25	21	75	0	0	0	0	0			
2004-2005	29		9	31	20	69	10	9	90	1	10	19	0	0	19	100			
2005-2006	..		..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Total																			
2002-2003	3 104	1 105	36	1 999	64	1 608	936	58	672	42	1 496	169	11	1 327	89				
2003-2004	3 105	1 123	36	1 982	64	1 580	938	59	642	41	1 524	184	12	1 340	88				
2004-2005	3 192	1 194	37	1 998	63	1 422	1 044	73	378	27	1 770	150	8	1 620	92				
2005-2006	3 160	1 196	38	1 964	62	1 486	1 054	71	432	29	1 674	142	8	1 532	92				
2006-2007	3 168	1 222	39	1 946	61	1 541	1 065	69	476	31	1 627	157	10	1 470	90				

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. La catégorie « Autre personnel » comprend, entre autres, les comptables, les bibliothécaires et les commis.

3. À l'île-du-Prince-Édouard, quatre nouveaux avocats salariés ont été engagés en 2004-2005 pour offrir des services d'aide juridique en matière civile. Par conséquent, la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés s'est accrue alors que celle des services d'aide juridique par des avocats de pratique privée a chuté.

4. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires œuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2006-2007, ces cliniques comptaient 40 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 49 % des avocats et 34 % des non-avocats.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 20
Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés

Province ou territoire et année	Total ¹ nbre	Avocats de pratique privée		Avocats salariés de ² régimes d'aide juridique	
		nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador					
2002-2003	48	5	10	43	90
2003-2004	42	0	0	42	100
2004-2005	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard³					
2002-2003	32	27	84	5	16
2003-2004	34	30	88	4	12
2004-2005	42	34	81	8	19
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse					
2002-2003	296	230	78	66	22
2003-2004	294	223	76	71	24
2004-2005	289	211	73	78	27
2005-2006	320	234	73	86	27
2006-2007	287	205	71	82	29
Nouveau-Brunswick⁴					
2002-2003	199	188	94	11	6
2003-2004	195	180	92	15	8
2004-2005	...	..	...	28	...
2005-2006	153	122	80	31	20
2006-2007	129	98	76	31	24
Québec					
2002-2003	2 900	2 544	88	356	12
2003-2004	2 751	2 404	87	347	13
2004-2005	2 824	2 481	88	343	12
2005-2006	2 807	2 459	88	348	12
2006-2007	2 741	2 394	87	347	13
Ontario⁵					
2002-2003	4 851	4 459	92	392	8
2003-2004	6 483	6 082	94	401	6
2004-2005	4 651	4 169	90	482	10
2005-2006	5 783	5 297	92	486	8
2006-2007	4 878	4 384	90	494	10
Manitoba					
2002-2003	414	358	86	56	14
2003-2004	373	316	85	57	15
2004-2005	355	295	83	60	17
2005-2006	357	297	83	60	17
2006-2007	336	270	80	66	20
Saskatchewan					
2002-2003	237	165	70	72	30
2003-2004	213	143	67	70	33
2004-2005	200	124	62	76	38
2005-2006	213	137	64	76	36
2006-2007	209	132	63	77	37

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 20**Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés (suite)**

Province ou territoire et année	Total ¹ nbre	Avocats de pratique privée		Avocats salariés de ² régimes d'aide juridique	
		nbre	%	nbre	%
Alberta					
2002-2003	1 206	1 148	95	58	5
2003-2004	1 394	1 330	95	64	5
2004-2005	1 529	1 463	96	66	4
2005-2006	1 472	1 406	96	66	4
2006-2007	1 476	1 407	95	69	5
Colombie-Britannique					
2002-2003	1 103	1 078	98	25	2
2003-2004	1 058	1 027	97	31	3
2004-2005	1 024	997	97	27	3
2005-2006	981	956	97	25	3
2006-2007	970	931	96	39	4
Territoire du Yukon					
2002-2003	20	14	70	6	30
2003-2004	14	7	50	7	50
2004-2005	16	8	50	8	50
2005-2006	16	8	50	8	50
2006-2007	16	8	50	8	50
Territoires du Nord-Ouest					
2002-2003	30	24	80	6	20
2003-2004	26	19	73	7	27
2004-2005	24	15	63	9	38
2005-2006	27	17	63	10	37
2006-2007	29	20	69	9	31
Nunavut					
2002-2003	23	14	61	9	39
2003-2004	22	15	68	7	32
2004-2005	15	6	40	9	60
2005-2006	6	6	100	..	...
2006-2007	8	8	100	..	...
Total					
2002-2003	11 359	10 254	90	1 105	10
2003-2004	12 899	11 776	91	1 123	9
2004-2005	...	...	...	1 194	...
2005-2006	12 135	10 939	90	1 196	10
2006-2007	11 079	9 857	89	1 222	11

1. Le « total » représente le nombre d'avocats assurant des services d'aide juridique à l'échelle du Canada, selon les déclarations des régimes d'aide juridique.

2. Chiffres au 31 mars.

3. À l'Île-du-Prince-Édouard, quatre nouveaux avocats salariés ont été engagés en 2004-2005 pour offrir des services d'aide juridique en matière civile. Par conséquent, la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés s'est accrue alors que celle des services d'aide juridique par des avocats de pratique privée a chuté.

4. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005. L'information sur le nombre d'avocats de pratique privée assurant des services n'est pas disponible.

5. En Ontario, le nombre d'avocats de pratique privée comprend les avocats nommés d'office.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 21
Services d'avocats nommés d'office^{1,2,3} par type d'affaire

Province ou territoire et année	Total nbre	Affaires criminelles		Affaires civiles	
		nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador					
2002-2003	14 073	14 073	100	...	...
2003-2004	4 929	4 929	100	...	...
2004-2005	..	..	...	...	...
2005-2006	..	..	...	...	...
2006-2007	..	..	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard					
2002-2003	.	.	...	.	...
2003-2004	.	.	...	.	...
2004-2005	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse⁴					
2002-2003	6 760	6 757	100	3	0
2003-2004	8 389	7 848	94	541	6
2004-2005	10 832	9 434	87	1 398	13
2005-2006	12 058	10 564	88	1 494	12
2006-2007	13 569	12 164	90	1 405	10
Nouveau-Brunswick					
2002-2003	14 644	14 203	97	441	3
2003-2004	13 890	13 665	98	225	2
2004-2005	15 558	15 393	99	165	1
2005-2006	18 339	18 189	99	150	1
2006-2007	19 370	19 222	99	148	1
Québec					
2002-2003	.	.	...	.	...
2003-2004	.	.	...	.	...
2004-2005	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...
Ontario					
2002-2003	1 116 243	866 378	78	249 865	22
2003-2004	1 034 172	780 049	75	254 123	25
2004-2005	926 385	709 830	77	216 555	23
2005-2006	978 773	738 722	75	240 051	25
2006-2007	1 038 758	844 420	81	194 338	19
Manitoba					
2002-2003	35 181	..	...	..	...
2003-2004	31 520	..	...	..	...
2004-2005	33 048	..	...	..	...
2005-2006	38 803	..	...	..	...
2006-2007	40 850	30 243	74	10 607	26
Saskatchewan					
2002-2003	13 831	13 449	97	382	3
2003-2004	14 145	13 746	97	399	3
2004-2005	15 867	15 535	98	332	2
2005-2006	16 560	16 142	97	418	3
2006-2007	14 643	14 300	98	343	2

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 21**Services d'avocats nommés d'office^{1,2,3} par type d'affaire (suite)**

Province ou territoire et année	Total nbre	Affaires criminelles		Affaires civiles	
		nbre	%	nbre	%
Alberta⁵					
2002-2003	60 910	60 476	99	434	1
2003-2004	73 075	72 509	99	566	1
2004-2005	94 965	90 437	95	4 528	5
2005-2006	105 225	94 448	90	10 777	10
2006-2007	107 476	97 500	91	9 976	9
Colombie-Britannique					
2002-2003	60 340	..	...	..	...
2003-2004	68 593	62 495	91	6 098	9
2004-2005	84 550	69 267	82	15 283	18
2005-2006	95 498	75 720	79	19 778	21
2006-2007	104 152	82 024	79	22 128	21
Territoire du Yukon					
2002-2003	1 399	1 333	95	66	5
2003-2004	1 291 ^r	1 203 ^r	93	88 ^r	7
2004-2005	1 227 ^r	1 146 ^r	93 ^r	81 ^r	7 ^r
2005-2006	1 429	1 364	95	65	5
2006-2007	1 797	1 740	97	57	3
Territoires du Nord-Ouest⁶					
2002-2003	3 238	3 238	100	...	...
2003-2004	2 660	2 660	100	...	...
2004-2005	2 674	2 637	99	37	1
2005-2006	3 443	3 443	100	...	...
2006-2007	3 554	3 543	100	11	0
Nunavut⁷					
2002-2003	1 954	1 954	100	0	0
2003-2004	5 323	5 323	100	0	0
2004-2005	3 548	3 523	99	25	1
2005-2006	4 714	4 688	99	26	1
2006-2007	4 623	4 623	100	0	0
Total					
2002-2003	1 328 573	...	...	...	...
2003-2004	1 257 987 ^r	...	...	...	...
2004-2005	1 188 654 ^r	...	...	...	...
2005-2006	1 274 842	...	...	...	...
2006-2007	1 348 792	1 109 779	82	239 013	18

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal.

3. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services.

4. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes aidées plutôt que du nombre d'unités de service fournies.

5. En Alberta, avant 2003-2004, les chiffres relatifs aux services des avocats nommés d'office dans les affaires criminelles incluaient les infractions à des lois provinciales. Les infractions provinciales sont exclues pour 2003-2004. À compter de 2003-2004, les chiffres des services d'avocats nommés d'office de l'Alberta comprennent les services assurés dans le cadre du nouveau programme de prestation de conseils « Brydges », qui a été lancé en 2003-2004. La forte hausse du nombre d'avocats nommés d'office observée en Alberta en 2004-2005 est attribuable aux 4 532 affaires de plus traitées par le Alberta Law Office. Ce bureau, qui a ouvert ses portes durant l'année, fournit des renseignements et des conseils juridiques au téléphone.

6. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services.

7. Le Nunavut a une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. En 2003-2004, le Nunavut a commencé à déclarer les chiffres des services assurés par les avocats nommés d'office selon le nombre d'unités de services fournies aux clients présumés admissibles à l'aide juridique.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 22

Services d'avocats nommés d'office^{1,2,3}, par type d'affaire criminelle et civile

Province ou territoire et année	Total nbre	Affaires criminelles					Affaires civiles				
		Total nbre	Adultes nbre	%	Jeunes nbre	%	Total nbre	Droit de la famille nbre	%	Autres nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador											
2002-2003	14 073	14 073	11 061	79	3 012	21	...	...	...	...	...
2003-2004	4 929	4 929	3 984	81	945	19	...	...	...	...	...
2004-2005	..	..	..	...	..	...	...	...	...	...	...
2005-2006	..	..	..	...	..	...	...	...	...	...	...
2006-2007	..	..	..	...	..	...	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard											
2002-2003	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-2005	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse⁴											
2002-2003	6 760	6 757	6 025	89	732	11	3	3	100	0	0
2003-2004	8 389	7 848	6 946	89	902	11	541	541	100	0	0
2004-2005	10 832	9 434	8 199	87	1 235	13	1 398	1 397	100	1	0
2005-2006	12 058	10 564	9 304	88	1 260	12	1 494	1 494	100	0	0
2006-2007	13 569	12 164	10 662	88	1 502	12	1 405	1 404	100	1	0
Nouveau-Brunswick											
2002-2003	14 644	14 203	11 948	84	2 255	16	441	441	100	0	0
2003-2004	13 890	13 665	11 684	86	1 981	14	225	21	9	204	91
2004-2005	15 558	15 393	13 677	89	1 716	11	165	165	100	0	0
2005-2006	18 339	18 189	16 031	88	2 158	12	150	150	100	0	0
2006-2007	19 370	19 222	17 208	90	2 014	10	148	148	100	0	0
Québec											
2002-2003	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2003-2004	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2004-2005	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	.	...	.	...	.	.	...	.	...
Ontario											
2002-2003	1 116 243	866 378	736 773	85	129 605	15	249 865	140 589	56	109 276	44
2003-2004	1 034 172	780 049	665 547	85	114 502	15	254 123	125 109	49	129 014	51
2004-2005	926 385	709 830	618 815	87	91 015	13	216 555	105 621	49	110 934	51
2005-2006	978 773	738 722	647 502	88	91 220	12	240 051	174 889	73	65 162	27
2006-2007	1 038 758	844 420	742 631	88	101 789	12	194 338	163 719	84	30 619	16
Manitoba											
2002-2003	35 181	..	..	...	..	...	..	..	...	.	...
2003-2004	31 520	..	..	...	..	...	..	..	...	.	...
2004-2005	33 048	..	..	...	..	...	..	..	...	.	...
2005-2006	38 803	..	..	...	..	...	..	..	...	.	...
2006-2007	40 850	30 243	28 279	94	1 964	6	10 607	10 607	100	.	...
Saskatchewan											
2002-2003	13 831	13 449	11 431	85	2 018	15	382	7	2	375	98
2003-2004	14 145	13 746	11 716	85	2 030	15	399	3	1	396	99
2004-2005	15 867	15 535	13 311	86	2 224	14	332	4	1	328	99
2005-2006	16 560	16 142	13 762	85	2 380	15	418	3	1	415	99
2006-2007	14 643	14 300	12 395	87	1 905	13	343	6	2	337	98
Alberta⁵											
2002-2003	60 910	60 476	47 507	79	12 969	21	434	0	0	434	100
2003-2004	73 075	72 509	61 142	84	11 367	16	566	409	72	157	28
2004-2005	94 965	90 437	77 702	86	12 735	14	4 528	275	6	4 253	94
2005-2006	105 225	94 448	81 628	86	12 820	14	10 777	5 687	53	5 090	47
2006-2007	107 476	97 500	85 138	87	12 362	13	9 976	4 895	49	5 081	51

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 22**Services d'avocats nommés d'office^{1,2,3}, par type d'affaire criminelle et civile (suite)**

Province ou territoire et année	Total nbre	Affaires criminelles					Affaires civiles				
		Total nbre	Adultes nbre	%	Jeunes nbre	%	Total nbre	Droit de la famille nbre	%	Autres nbre	%
Colombie-Britannique											
2002-2003	60 340	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-2004	68 593	62 495	60 331	97	2 164	3	6 098	6 098	100	0	0
2004-2005	84 550	69 267	64 719	93	4 548	7	15 283	14 272	93	1 011	7
2005-2006	95 498	75 720	70 631	93	5 089	7	19 778	18 789	95	989	5
2006-2007	104 152	82 024	77 099	94	4 925	6	22 128	21 122	95	1 006	5
Territoire du Yukon											
2002-2003	1 399	1 333	1 132	85	201	15	66	66	100	0	0
2003-2004	1 291 ^r	1 203 ^r	1 135 ^r	94 ^r	68 ^r	6 ^r	88 ^r	88 ^r	100 ^r	0 ^r	0 ^r
2004-2005	1 227 ^r	1 146 ^r	1 027 ^r	90	119 ^r	10	81 ^r	81 ^r	100	0	0
2005-2006	1 429	1 364	1 242	91	122	9	65	63	97	2	3
2006-2007	1 797	1 740	1 529	88	211	12	57	57	100	0	0
Territoires du Nord-Ouest⁶											
2002-2003	3 238	3 238	..	...	..	...	...	...	...	...	...
2003-2004	2 660	2 660	..	...	..	...	...	...	...	...	...
2004-2005	2 674	2 637	2 026	77	611	23	37	37	100	...	...
2005-2006	3 443	3 443	..	...	..	...	...	...	...	...	...
2006-2007	3 554	3 543	2 755	78	788	22	11	11	100	...	...
Nunavut⁷											
2002-2003	1 954	1 954	1 493	76	461	24	0	0	...	0	...
2003-2004	5 323	5 323	4 353	82	970	18	0	0	...	0	...
2004-2005	3 548	3 523	2 830	80	693	20	25	25	100	0	0
2005-2006	4 714	4 688	4 688	100	0	0	26	3	12	23	88
2006-2007	4 623	4 623	4 556	99	67	1	0	0	...	0	...
Total											
2002-2003	1 328 573	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2003-2004	1 257 987^r	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	1 188 654^r	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2005-2006	1 274 842	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2006-2007	1 348 792	1 109 779	982 252	89	127 527	11	239 013	201 969	85	37 044	15

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal.

3. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services.

4. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes aidées plutôt que du nombre d'unités de service fournies.

5. En Alberta, avant 2003-2004, les chiffres relatifs aux services des avocats nommés d'office dans les affaires criminelles incluaient les infractions à des lois provinciales. Les infractions provinciales sont exclues pour 2003-2004. À compter de 2003-2004, les chiffres des services d'avocats nommés d'office de l'Alberta comprennent les services assurés dans le cadre du nouveau programme de prestation de conseils « Brydges », qui a été lancé en 2003-2004. La forte hausse du nombre d'avocats nommés d'office observée en Alberta en 2004-2005 est attribuable aux 4 532 affaires de plus traitées par le Alberta Law Office. Ce bureau, qui a ouvert ses portes durant l'année, fournit des renseignements et des conseils juridiques au téléphone.

6. Les Territoires du Nord-Ouest ont une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services.

7. Le Nunavut a une pratique appelée « admissibilité présumée », selon laquelle les personnes qui comparaissent devant le tribunal pour la première fois ne sont pas tenues de demander des services juridiques mais sont présumées admissibles, et reçoivent ces services. En 2003-2004, le Nunavut a commencé à déclarer les chiffres des services assurés par les avocats nommés d'office selon le nombre d'unités de services fournies aux clients présumés admissibles à l'aide juridique.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 23

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels^{1,2}, affaires criminelles et civiles

Province ou territoire et année	Total des appels				
	Total nbre	Affaires criminelles		Affaires civiles	
		nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador					
2002-2003	66	46	70	20	30
2003-2004	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard					
2002-2003	6	4	67	2	33
2003-2004	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse					
2002-2003	88	62	70	26	30
2003-2004	62	61	98	1	2
2004-2005	55	36	65	19	35
2005-2006	120	54	45	66	55
2006-2007	101	63	62	38	38
Nouveau-Brunswick					
2002-2003	16	8	50	8	50
2003-2004	31	28	90	3	10
2004-2005	12	2	17	10	83
2005-2006	38	36	95	2	5
2006-2007	48	37	77	11	23
Québec					
2002-2003	1 324	677	51	647	49
2003-2004	1 222	532	44	690	56
2004-2005	1 186	531	45	655	55
2005-2006	1 225	614	50	611	50
2006-2007	1 175	574	49	601	51
Ontario					
2002-2003	..	..	..	..	..
2003-2004	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..
2005-2006	1 663	1 238	74	425	26
2006-2007	1 318	629	48	689	52
Manitoba					
2002-2003	..	..	..	..	..
2003-2004	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..
2005-2006	96	81	84	15	16
2006-2007	96	71	74	25	26
Saskatchewan					
2002-2003	39	39	100	0	0
2003-2004	41	41	100	0	0
2004-2005	45	45	100	0	0
2005-2006	49	49	100	0	0
2006-2007	41	41	100	0	0

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 23**Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels^{1,2}, affaires criminelles et civiles (suite)**

Province ou territoire et année	Total des appels				
	Total nbre	Affaires criminelles		Affaires civiles	
		nbre	%	nbre	%
Alberta					
2002-2003	862	545	63	317	37
2003-2004	726	523	72	203	28
2004-2005	716	570	80	146	20
2005-2006	738	613	83	125	17
2006-2007	622	528	85	94	15
Colombie-Britannique					
2002-2003	1 485	590	40	895	60
2003-2004	1 425	604	42	821	58
2004-2005	923	551	60	372	40
2005-2006	1 016	617	61	399	39
2006-2007	947	558	59	389	41
Territoire du Yukon					
2002-2003	11	11	100	0	0
2003-2004	11 ^r	8	73	3	27
2004-2005	11 ^r	8 ^r	73 ^r	3	27 ^r
2005-2006	13 ^r	7 ^r	54 ^r	6 ^r	46 ^r
2006-2007	9	8	89	1	11
Territoires du Nord-Ouest					
2002-2003	..	..	...	..	...
2003-2004	..	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...
Nunavut					
2002-2003	7	7	100	0	0
2003-2004	15	15	100	0	0
2004-2005	12	12	100	0	0
2005-2006	25	25	100	0	0
2006-2007	12	12	100	0	0
Total					
2002-2003	...	...	...	...	...
2003-2004	...	...	...	...	...
2004-2005	...	...	...	...	...
2005-2006	4 983 ^r	3 334 ^r	67	1 649 ^r	33
2006-2007	4 369	2 521	58	1 848	42

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 23

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels^{1,2}, affaires criminelles et civiles (suite)

Province ou territoire et année	Approuvés					Rejetés				
	Total nbre	Affaires criminelles		Affaires civiles		Total nbre	Affaires criminelles		Affaires civiles	
		nbre	%	nbre	%		nbre	%	nbre	%
Terre-Neuve-et-Labrador										
2002-2003	35	24	69	11	31	31	22	71	9	29
2003-2004	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard										
2002-2003	4	2	50	2	50	2	2	100	0	0
2003-2004	13	10	77	3	23	..	..	..	..	..
2004-2005	4	3	75	1	25	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse										
2002-2003	74	54	73	20	27	14	8	57	6	43
2003-2004	53	53	100	0	0	9	8	89	1	11
2004-2005	40	28	70	12	30	15	8	53	7	47
2005-2006	96	46	48	50	52	24	8	33	16	67
2006-2007	87	54	62	33	38	14	9	64	5	36
Nouveau-Brunswick										
2002-2003	8	3	38	5	63	8	5	63	3	38
2003-2004	15	15	100	0	0	16	13	81	3	19
2004-2005	4	2	50	2	50	8	0	0	8	100
2005-2006	24	23	96	1	4	14	13	93	1	7
2006-2007	26	20	77	6	23	22	17	77	5	23
Québec										
2002-2003	790	386	49	404	51	534	291	54	243	46
2003-2004	732	311	42	421	58	490	221	45	269	55
2004-2005	729	334	46	395	54	457	197	43	260	57
2005-2006	732	375	51	357	49	493	239	48	254	52
2006-2007	763	392	51	371	49	412	182	44	230	56
Ontario										
2002-2003	1 051	465	44	586	56	..	..	..	..	..
2003-2004	1 157	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	1 064	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	1 425	1 052	74	373	26	238	186	78	52	22
2006-2007	1 109	473	43	636	57	209	156	75	53	25
Manitoba										
2002-2003	112	80	71	32	29	.	.	..	.	..
2003-2004	98	80	82	18	18	.	.	..	.	..
2004-2005	81	65	80	16	20	.	.	..	.	..
2005-2006	96	81	84	15	16	.	.	..	.	..
2006-2007	96	71	74	25	26	.	.	..	.	..
Saskatchewan										
2002-2003	34	34	100	0	0	5	5	100	0	0
2003-2004	34	34	100	0	0	7	7	100	0	0
2004-2005	37	37	100	0	0	8	8	100	0	0
2005-2006	34	34	100	0	0	15	15	100	0	0
2006-2007	32	32	100	0	0	9	9	100	0	0

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 23**Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels^{1,2}, affaires criminelles et civiles (suite)**

Province ou territoire et année	Approuvés					Rejetés				
	Total nbre	Affaires criminelles nbre	%	Affaires civiles nbre	%	Total nbre	Affaires criminelles nbre	%	Affaires civiles nbre	%
Alberta										
2002-2003	378	244	65	134	35	484	301	62	183	38
2003-2004	368	204	55	164	45	358	319	89	39	11
2004-2005	414	276	67	138	33	302	294	97	8	3
2005-2006	386	261	68	125	32	352	352	100	0	0
2006-2007	343	249	73	94	27	279	279	100	0	0
Colombie-Britannique										
2002-2003	828	229	28	599	72	657	361	55	296	45
2003-2004	760	231	30	529	70	665	373	56	292	44
2004-2005	399	209	52	190	48	524	342	65	182	35
2005-2006	445	218	49	227	51	571	399	70	172	30
2006-2007	475	227	48	248	52	472	331	70	141	30
Territoire du Yukon										
2002-2003	7	7	100	0	0	4	4	100	0	0
2003-2004	11	8	73	3	27	0	0	0	0	0
2004-2005	7 ^r	4 ^r	57 ^r	3	43 ^r	4	4	100	0	0
2005-2006	11 ^r	7 ^r	64 ^r	4 ^r	36 ^r	2 ^r	0	0	2 ^r	100 ^r
2006-2007	6	6	100	0	0	3	2	67	1	33
Territoires du Nord-Ouest										
2002-2003	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2003-2004	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Nunavut										
2002-2003	6	6	100	0	0	1	1	100	0	0
2003-2004	13	13	100	0	0	2	2	100	0	0
2004-2005	12	12	100	0	0	0	0	0	0	0
2005-2006	25	25	100	0	0	0	0	0	0	0
2006-2007	12	12	100	0	0	0	0	0	0	0
Total										
2002-2003	3 327	1 534	46	1 793	54	...	...	...	...	...
2003-2004	3 254	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	2 791	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2005-2006	3 274 ^r	2 122 ^r	65	1 152 ^r	35	1 709 ^r	1 212	71	497 ^r	29
2006-2007	2 949	1 536	52	1 413	48	1 420	985	69	435	31

1. Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire.

2. Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 24

Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur)														Extérieur du Canada
	Total	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn.	T.N.-O.	Nt.	
	nombre														
Terre-Neuve-et-Labrador															
2002-2003	19	...	0	5	1	1	7	0	0	5	0	0	0	0	0
2003-2004	20	...	0	4	0	2	10	1	0	2	1	0	0	0	0
2004-2005	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard															
2002-2003	8	1	...	4	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0
2003-2004	9	3	...	2	0	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0
2004-2005	8	1	...	2	0	1	3	0	0	1	0	0	0	0	0
2005-2006	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
2002-2003	66	9	0	...	9	7	25	1	0	9	4	1	1	0	0
2003-2004	74	3	3	...	10	8	29	4	1	10	6	0	0	0	0
2004-2005	56	7	0	...	4	3	24	1	1	6	9	1	0	0	0
2005-2006	39	4	3	...	4	0	18	0	0	5	3	0	2	0	0
2006-2007	38	5	0	...	4	5	13	2	0	5	4	0	0	0	0
Nouveau-Brunswick															
2002-2003	45	1	0	13	...	18	4	0	0	6	2	0	1	0	0
2003-2004	44	1	0	9	...	22	10	0	0	2	0	0	0	0	0
2004-2005	32	4	0	5	...	11	7	0	0	4	1	0	0	0	0
2005-2006	46	0	0	6	...	22	13	0	0	3	2	0	0	0	0
2006-2007	43	0	1	6	...	10	14	0	1	6	3	1	0	0	1
Québec															
2002-2003	155	6	1	1	9	...	124	2	0	7	5	0	0	0	0
2003-2004	173	5	0	8	18	...	122	0	0	9	9	0	0	2	0
2004-2005	177	2	0	3	15	...	137	1	0	10	7	1	0	1	0
2005-2006	129	1	0	5	16	...	88	1	0	7	9	2	0	0	0
2006-2007	148	4	0	3	13	...	109	2	3	5	8	0	0	1	0
Ontario															
2002-2003	319	11	4	31	7	97	...	38	8	48	29	1	0	1	44
2003-2004	225	11	2	20	4	66	...	16	2	41	26	3	3	1	30
2004-2005	414	20	2	36	8	118	...	26	6	70	47	0	6	4	71
2005-2006	496	24	4	41	15	178	...	36	10	58	45	2	4	2	77
2006-2007	269	17	3	26	4	89	...	32	3	33	21	1	1	0	39
Manitoba															
2002-2003	81	0	1	1	0	2	15	...	18	28	11	0	1	2	2
2003-2004	91	1	0	3	2	4	21	...	26	22	9	0	2	1	0
2004-2005	76	0	0	2	0	0	16	...	17	16	15	1	0	0	9
2005-2006	89	1	0	3	0	2	19	...	26	28	10	0	0	0	0
2006-2007	61	0	0	1	0	1	11	...	16	22	9	0	0	1	0
Saskatchewan															
2002-2003	70	0	0	1	1	0	5	28	...	25	8	0	2	0	0
2003-2004	70	0	0	1	0	1	3	17	...	40	7	0	1	0	0
2004-2005	66	0	0	2	0	1	4	17	...	32	10	0	0	0	0
2005-2006	60	0	0	1	0	0	3	11	...	34	11	0	0	0	0
2006-2007	63	1	0	0	0	1	5	11	...	35	9	0	1	0	0

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 24**Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹ (suite)**

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur)														Extérieur du Canada
	Total	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn.	T.N.-O.	Nt.	
	nbre														
Alberta															
2002-2003	238	6	0	10	3	10	34	27	58	...	82	2	4	0	2
2003-2004	269	7	0	13	1	10	46	26	53	...	100	3	10	0	0
2004-2005	260	14	1	15	2	9	49	23	42	...	92	3	10	0	0
2005-2006	242	7	0	10	5	14	35	34	49	...	76	5	7	0	0
2006-2007	209	9	1	7	1	9	34	14	47	...	77	6	4	0	0
Colombie-Britannique															
2002-2003	149	2	0	4	2	7	13	14	16	87	...	3	0	0	1
2003-2004	238	3	1	4	1	8	37	27	23	125	...	4	1	0	4
2004-2005	193	1	0	7	0	6	29	17	9	115	...	3	1	0	5
2005-2006	164	0	0	4	2	10	26	11	15	81	...	6	3	0	6
2006-2007	138	2	1	6	1	6	26	8	13	66	...	3	4	1	1
Territoire du Yukon															
2002-2003	8	0	0	0	0	0	1	0	0	2	4	...	1	0	0
2003-2004	4	0	0	0	0	0	2	0	0	2	0	...	0	0	0
2004-2005	5	0	0	0	0	0	0	0	0	2	3	...	0	0	0
2005-2006	11	0	0	0	0	2	1	1	0	5	2	...	0	0	0
2006-2007	6	0	0	0	0	0	1	0	0	2	2	...	1	0	0
Territoires du Nord-Ouest															
2002-2003	6	2	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	...	1	0
2003-2004	14	0	0	0	0	1	0	0	2	8	1	1	...	1	0
2004-2005	15	0	0	0	0	0	0	2	1	9	1	2	...	0	0
2005-2006	15	1	0	0	0	1	0	1	0	10	0	1	...	1	0
2006-2007	13	0	0	0	0	0	1	0	1	9	0	2	...	0	0
Nunavut															
2002-2003	4	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	2	...	0
2003-2004	8	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	5	...	0
2004-2005	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	...	0
2005-2006	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	...	0
2006-2007	5	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	2	...	0
Total															
2002-2003	1 168	38	6	71	32	143	229	110	101	219	146	8	12	4	49
2003-2004	1 239	34	6	64	36	122	285	91	107	261	161	11	22	5	34
2004-2005	1 306	50	3	72	29	149	269	87	76	265	185	11	20	5	85
2005-2006	1 294	38	7	70	42	229	203	95	100	231	158	16	19	3	83
2006-2007	993	38	6	49	23	121	214	69	84	184	134	14	13	3	41

1. L'accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 25

Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire)														Extérieur du Canada
	Total	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn.	T.N.-O.	Nt.	
	nbre														
Terre-Neuve-et-Labrador															
2002-2003	20	...	1	5	0	2	6	0	0	5	0	1	0	0	0
2003-2004	33	...	2	4	2	6	10	1	0	7	1	0	0	0	0
2004-2005	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard															
2002-2003	6	1	...	0	0	1	3	1	0	0	0	0	0	0	0
2003-2004	2	0	...	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
2004-2005	6	2	...	0	0	0	3	0	0	1	0	0	0	0	0
2005-2006	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	...	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse															
2002-2003	75	6	5	...	14	0	37	0	1	9	3	0	0	0	0
2003-2004	54	13	0	...	6	4	11	0	2	12	3	0	2	1	0
2004-2005	77	9	2	...	6	3	32	2	2	14	7	0	0	0	0
2005-2006	71	9	3	...	6	7	26	2	1	10	7	0	0	0	0
2006-2007	63	8	2	...	5	3	31	1	0	8	5	0	0	0	0
Nouveau-Brunswick															
2002-2003	44	2	0	10	...	9	16	0	1	4	2	0	0	0	0
2003-2004	34	1	0	6	...	15	9	2	0	1	0	0	0	0	0
2004-2005	33	3	0	6	...	17	5	0	0	2	0	0	0	0	0
2005-2006	38	2	3	4	...	15	7	0	0	5	2	0	0	0	0
2006-2007	29	3	0	4	...	14	5	0	0	2	1	0	0	0	0
Québec															
2002-2003	183	1	1	8	18	...	128	3	0	10	12	0	2	0	0
2003-2004	176	2	0	5	24	...	115	6	3	11	8	0	2	0	0
2004-2005	142	1	0	3	18	...	95	3	0	12	10	0	0	0	0
2005-2006	174	3	0	0	24	...	120	4	0	9	12	2	0	0	0
2006-2007	154	2	0	5	9	...	115	2	1	13	7	0	0	0	0
Ontario															
2002-2003	231	3	0	23	5	120	...	20	6	29	24	1	0	0	0
2003-2004	210	12	1	9	7	90	...	26	1	31	28	2	0	2	1
2004-2005	297	8	4	32	8	114	...	24	9	54	42	0	0	2	0
2005-2006	365	17	1	34	12	133	...	43	9	63	50	2	1	0	0
2006-2007	218	6	3	18	14	95	...	18	4	35	24	0	1	0	0
Manitoba															
2002-2003	118	0	0	1	0	2	45	...	27	27	16	0	0	0	0
2003-2004	98	1	0	0	0	0	26	...	20	27	23	0	0	1	0
2004-2005	79	0	0	1	0	1	25	...	18	20	13	0	1	0	0
2005-2006	89	1	0	0	0	1	27	...	13	31	11	1	2	1	1
2006-2007	72	0	0	2	0	2	31	...	11	13	11	0	0	2	0
Saskatchewan															
2002-2003	94	1	0	0	0	0	8	19	...	51	13	1	1	0	0
2003-2004	107	1	0	2	0	0	5	26	...	51	20	1	1	0	0
2004-2005	65	0	0	1	0	0	3	16	...	36	8	0	1	0	0
2005-2006	84	0	1	0	0	1	6	23	...	42	11	0	0	0	0
2006-2007	96	0	0	0	1	4	3	21	...	53	13	0	1	0	0

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 25**Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité¹ (suite)**

(Expéditeur) Province ou territoire et année	(Destinataire)														Extérieur du Canada
	Total	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn.	T.N.-O.	Nt.	
	nbre														
Alberta															
2002-2003	281	5	1	10	8	6	61	35	39	...	111	2	3	0	0
2003-2004	302	5	0	10	0	11	57	31	57	...	123	1	6	0	1
2004-2005	281	6	1	8	4	7	63	24	47	...	111	2	7	1	0
2005-2006	259	10	0	9	4	9	40	36	50	...	85	7	9	0	0
2006-2007	225	8	0	6	7	6	49	33	32	...	71	1	12	0	0
Colombie-Britannique															
2002-2003	100	1	0	3	1	6	21	11	6	48	...	2	0	0	1
2003-2004	252	2	2	6	5	17	64	17	16	119	...	2	1	0	1
2004-2005	247	0	1	11	1	9	56	26	20	113	...	5	0	0	5
2005-2006	243	3	0	11	2	14	50	16	13	122	...	4	2	0	6
2006-2007	230	2	1	5	4	12	46	20	12	120	...	5	0	0	3
Territoire du Yukon															
2002-2003	13	0	0	2	0	0	2	0	0	3	5	...	1	0	0
2003-2004	11	0	0	0	0	0	3	0	0	2	5	...	1	0	0
2004-2005	9	0	0	1	0	1	0	1	0	3	2	...	1	0	0
2005-2006	15	0	0	0	0	1	1	0	0	5	6	...	2	0	0
2006-2007	22	2	0	0	1	0	3	0	0	6	6	...	3	1	0
Territoires du Nord-Ouest															
2002-2003	10	0	0	2	0	0	0	1	1	3	2	1	...	0	0
2003-2004	19	1	0	0	0	0	4	3	1	6	1	0	...	3	0
2004-2005	10	0	0	0	0	0	3	0	0	5	1	0	...	1	0
2005-2006	14	1	0	1	0	0	1	0	0	7	2	0	...	2	0
2006-2007	8	0	0	0	0	0	0	0	1	2	3	1	...	1	0
Nunavut															
2002-2003	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	...	0
2003-2004	10	1	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	6	...	0
2004-2005	2	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	...	0
2005-2006	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	...	0
2006-2007	3	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	...	0
Total															
2002-2003	1 176	20	8	64	46	146	327	90	81	189	188	8	8	0	1
2003-2004	1 308	39	5	42	44	144	308	112	100	267	212	6	19	7	3
2004-2005	1 248	29	8	63	37	153	286	96	96	260	194	7	10	4	5
2005-2006	1 354	46	8	59	48	181	279	124	86	294	186	16	17	3	7
2006-2007	1 120	31	6	40	41	136	283	98	61	252	141	7	17	4	3

1. L'accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.

Source : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 26
Estimations démographiques¹, Canada, provinces et territoires

Province ou territoire et année	Population '000
Terre-Neuve-et-Labrador	
2002-2003	519,4
2003-2004	518,4 r
2004-2005	517,2 r
2005-2006	514,0 r
2006-2007	509,7
Île-du-Prince-Édouard	
2002-2003	136,9
2003-2004	137,3
2004-2005	137,9
2005-2006	138,2 r
2006-2007	138,5
Nouvelle-Écosse	
2002-2003	934,5
2003-2004	936,5 r
2004-2005	938,0 r
2005-2006	936,1 r
2006-2007	934,4
Nouveau-Brunswick	
2002-2003	750,3
2003-2004	751,2
2004-2005	752,1
2005-2006	751,5 r
2006-2007	749,2
Québec	
2002-2003	7 445,7
2003-2004	7 494,7 r
2004-2005	7 548,6 r
2005-2006	7 597,8 r
2006-2007	7 651,5
Ontario	
2002-2003	12 102,0
2003-2004	12 262,6 r
2004-2005	12 416,7 r
2005-2006	12 558,7 r
2006-2007	12 687,0
Manitoba	
2002-2003	1 155,6
2003-2004	1 161,9 r
2004-2005	1 170,5 r
2005-2006	1 174,1 r
2006-2007	1 177,8
Saskatchewan	
2002-2003	995,9
2003-2004	994,7 r
2004-2005	994,9 r
2005-2006	990,0 r
2006-2007	985,4

Voir les note(s) à la fin du tableau.

Tableau 26
Estimations démographiques¹, Canada, provinces et territoires (suite)

Province ou territoire et année	Population '000
Alberta	
2002-2003	3 116,3
2003-2004	3 161,4 ^r
2004-2005	3 207,0 ^r
2005-2006	3 227,6 ^r
2006-2007	3 375,8
Colombie-Britannique	
2002-2003	4 115,4
2003-2004	4 155,4 ^r
2004-2005	4 203,3 ^r
2005-2006	4 257,8 ^r
2006-2007	4 310,5
Territoire du Yukon	
2002-2003	30,1
2003-2004	30,6
2004-2005	30,9
2005-2006	31,1 ^r
2006-2007	31,2
Territoires du Nord-Ouest	
2002-2003	41,5
2003-2004	42,2
2004-2005	42,8 ^r
2005-2006	42,6 ^r
2006-2007	41,9
Nunavut	
2002-2003	28,7
2003-2004	29,2
2004-2005	29,6 ^r
2005-2006	30,0
2006-2007	30,8
Total	
2002-2003	31 372,6
2003-2004	31 676,1 ^r
2004-2005	31 989,5 ^r
2005-2006	32 299,5 ^r
2006-2007	32 623,5

1. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2002 et 2003; estimations postcensitaires mises à jour pour 2004 et 2005; et estimations postcensitaires provisoires pour 2006.

Source : Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie.

Tableau 27
Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires

Province ou territoire et année	IPC 1992-1993 = 100
Terre-Neuve-et-Labrador	
2002-2003	117,3
2003-2004	120,7
2004-2005	122,9
2005-2006	126,1
2006-2007	128,4
Île-du-Prince-Édouard	
2002-2003	117,7
2003-2004	121,9
2004-2005	124,5
2005-2006	128,5
2006-2007	131,3
Nouvelle-Écosse	
2002-2003	119,8
2003-2004	123,9
2004-2005	126,1
2005-2006	129,6
2006-2007	132,3
Nouveau-Brunswick	
2002-2003	118,6
2003-2004	122,6
2004-2005	124,4
2005-2006	127,4
2006-2007	129,5
Québec	
2002-2003	115,5
2003-2004	118,4
2004-2005	120,7
2005-2006	123,5
2006-2007	125,6
Ontario	
2002-2003	120,1
2003-2004	123,3
2004-2005	125,6
2005-2006	128,4
2006-2007	130,7
Manitoba	
2002-2003	123,1
2003-2004	125,3
2004-2005	127,8
2005-2006	131,2
2006-2007	133,7
Saskatchewan	
2002-2003	123,7
2003-2004	126,5
2004-2005	129,3
2005-2006	132,2
2006-2007	134,9

Tableau 27**Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires** (suite)

Province ou territoire et année	IPC 1992-1993 = 100
Alberta	
2002-2003	124,2
2003-2004	129,7
2004-2005	131,5
2005-2006	134,3
2006-2007	139,5
Colombie-Britannique	
2002-2003	117,9
2003-2004	120,4
2004-2005	122,8
2005-2006	125,3
2006-2007	127,5
Territoire du Yukon	
2002-2003	117,7
2003-2004	119,9
2004-2005	121,1
2005-2006	123,8
2006-2007	125,7
Territoires du Nord-Ouest	
2002-2003	116,3
2003-2004	119,1
2004-2005	120,8
2005-2006	123,6
2006-2007	125,3
Nunavut	
2002-2003	100,0
2003-2004	100,2
2004-2005	101,2
2005-2006	102,9
2006-2007	104,6
Total	
2002-2003	119,0
2003-2004	122,3
2004-2005	124,6
2005-2006	127,3
2006-2007	129,9

Source : Statistique Canada, L'indice des prix à la consommation, produit no 62-001-XIB au catalogue. Année de base 1992 = 100. Pour le Nunavut, on a utilisé l'année de base 2002 = 100.